

Mémoires de Guerre

À travers les lignes

14-18

en 1914 quand la guerre a éclaté, et que l'ordre de
mon bon... pour être...
ou y aller, mais nous avons eu beaucoup de...
mon beau... de la...
mon frère... l'artillerie...
et a été blessé...
sur les crânes, mon père a fait toute...
il a été grièvement blessé et a reçu une belle citation, m...
Mon frère Auguste de la classe 1914 a été...
et servi dans l'artillerie de montagne et p...
a disparu en 1915 à Vauquois, nous n'av...
nu, malgré toutes les démarches qui ont pu...
être...



La Grande Collecte
dans le Tarn

Memories de Guerre

Avril 1914 quand la guerre a éclaté, et que l'ordre de
he sur bou...
rais un y aller, mais nous avons eu l'ordre de
gouvernement...
as ma famille...
l mon beau...
mon frère...
n et a été blessé...
dans les craps...
seul...
ché, il a été grièvement blessé et a reçu trois citations, mais
en. Mon frère Auguste de la classe 1914 a été
a été versé dans l'artillerie de montagne et
parti disparu en 1915 à Vauquois, nous n'avons
venu, malgré toutes les démarches qui ont pu
militaire

À travers les lignes

14-18

www.tarn.fr



Archives départementales du Tarn
1, avenue de la Verrerie
81013 ALBI cedex 9
archives.tarn@tarn.fr - 05.63.36.21.00
<http://archives.tarn.fr>

ISBN : 978-2-86081-050-0
Prix : 10 €



La Grande Collecte
dans le Tarn

Mémoires de Guerre

Avril 1914 quand la guerre a éclaté, et que l'ordre de

he sur les des murs, j'étais encore trop jeune pour être

rais en un moment de

gouvernement jeunes et les

as ma mille mon père avait dû venir et d'être libéré

t mon e ti s'ont parties

, mon père était dans la guerre de campagne

n et a et 15, un est un fait

dans les mon père avait toute

seul il a un ou hions, m

ère. Mon père Auguste de la classe 1914 a été

, a été versé dans l'artillerie de montagne et

porté disparu en 1915 à Verdun, nous n'avons

venu, malgré toutes les démarches qui ont pu

militaire

pour

caracté

caracté

ne jamais

À travers les lignes

14-18

La Grande Collecte
dans le Tarn

*Conception et réalisation
de l'exposition et du catalogue*

Département du Tarn
Archives départementales
Action culturelle et éducative
Nicole Échaubard

Opération Grande Collecte

Sandrine Tesson, directrice-adjointe
Catherine Barthe
Valérie Gautrand
Fabien Cayssials
Romain Galonnier

sous la direction de

Jean Le Pottier, directeur
des Archives départementales du Tarn

*Les documents et citations reproduits, sauf mention contraire,
proviennent des Archives départementales du Tarn
(4 Num pour les copies numérisées,
série J ou série Fi pour les documents donnés).
Les écrits retranscrits des poilus respectent
leur orthographe et leur grammaire.*

Tous droits réservés, 2015

Alors que le dernier des combattants de 1914-1918 s'est éteint en 2008, restent les écrits et souvenirs de guerre des poilus, pieusement conservés par leurs descendants ou bien dénichés par hasard dans un grenier.

Dans le cadre du centenaire, a été lancée depuis novembre 2013 en France et en Europe, une opération de collecte de documents inédits destinés à être mis en ligne sur Internet. Cette « Grande Collecte » a permis l'entrée dans les services d'archives, soit par don des originaux, soit par prêt et numérisation de ceux-ci, de milliers de documents.

Son succès en France et dans le Tarn témoigne de l'intérêt populaire pour l'histoire de la Première Guerre mondiale, ce qui semble bien être la vraie leçon de ce centenaire.

Cette exposition nous raconte des histoires de familles tarnaises pendant ce conflit, mais aussi une guerre à hauteur d'hommes. À travers leurs lignes, nous sommes entraînés dans leur quotidien, nous partageons leurs pensées et sentiments, nous découvrons les horreurs auxquelles ils sont confrontés. Ils nous disent leur vérité de témoins qui ont vu, agi, ressenti et souffert... la vérité de ceux qui y étaient.

SOMMAIRE

Des souvenirs de famille	p. 4
L'entrée en guerre	p. 18
Combattre : l'épreuve du feu	p. 30
La vie au front	p. 46
Les liens avec l'arrière	p. 62
Sortir de la guerre	p. 74
Une famille tarnaise dans la guerre.....	p. 84



Souvenirs de famille

« Pour le moment, je vais bien, je suis en train d'écrire sur mon sac et assis sur la paille, avec une modeste chandelle pour éclairage, il est 7 h. »
(lettre de Casimir Baduel, du Verdier, à sa mère, 2 mars 1915, 181 J 16)



À gauche, Paul Durand, de Pam-
pelonne, 9^e régiment d'artillerie
de Castres, s. d. (4 Num 293/13)

Hétérogènes, les écrits, objets et souvenirs de la Grande Guerre permettent de s'approcher au plus près de ses acteurs, en incarnant ce conflit de manière sensible.

Ils appartiennent en majorité à des hommes qui travaillent aux champs avant de tenir un fusil : les cultivateurs représentent 40 % de la population d'avant-guerre et 43 % des mobilisés.

L'intérêt documentaire et historique de ce matériau brut est indéniable. Il alimente et renouvelle la recherche et les savoirs sur cette période. Mais il ne permet pas à lui seul de comprendre les enjeux militaires, géopolitiques et humains de cette guerre.

Les photographies

Les portraits des hommes en uniforme, en pied ou en buste, pris avant leur départ au front ou lors d'une permission, sont très répandus. Leur pose est très sérieuse quand ils sont photographiés seuls, devant un décor, dans un studio ou au sein de leur régiment autour des officiers pour les clichés officiels. Quand ils sont photographiés en extérieur, leur attitude est plus détendue et naturelle. Grâce au papier-photo, les photographies peuvent être éditées en plusieurs exemplaires au format carte postale.

Les uniformes mettent en valeur le militaire, et permettent aussi de repérer le numéro de régiment inscrit sur le col, les galons et insignes éventuels.

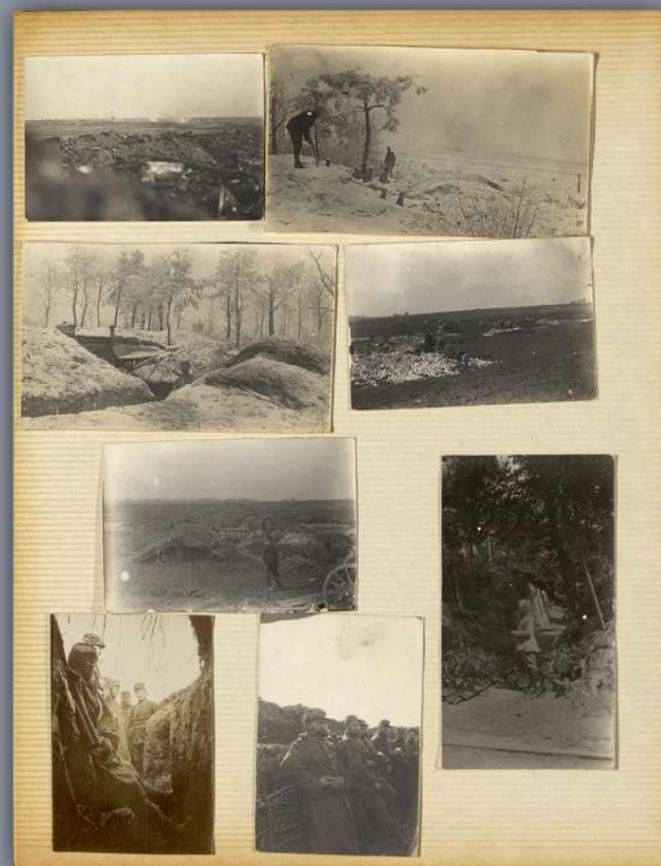
L'usage et le port de l'appareil photographique sont réglementés dans la zone des armées. Mais, à côté des opérateurs officiels de la Section photographique de l'Armée (SPA), des combattants, souvent officiers ou qui ont les moyens de posséder un appareil, prennent des clichés à titre individuel. Ils gardent la trace de groupes d'hommes en guerre, de paysages de ruines, de destructions. Tous utilisent des appareils à plaques de verre qui permettent des tirages papier rapides.



Médaille avec la photographie de Joseph Cavallès, de Moulin-Mage, 42^e régiment d'infanterie coloniale, s.d. (4 Num 276/31)

Photographie de Joseph Teisseire, de Castres, prise dans les tranchées de Champagne, mai 1916 (4 Num 43/231) : de gauche à droite, Garnier, Benet et Dégenettais

Photographies prises par Augustin Lasne-Rochelle, de Vitré (Ille-et-Vilaine), s.d. (4 Num 184/55)



Photographie de Joseph Bosc de Lédergues (Aveyron), 3^e régiment d'artillerie ; carte-album avec la marque du photographe Rigal, de Castres, [1914] (4 Num 144/1)



Portrait de Jean Rieux, d'Albi, 9^e régiment de zouaves, avril 1918 (4 Num 1/616)

Vichy - Avril 18
Résultat de la collaboration de la FACULTÉ et d'un photographe nettement pessimiste.
Tendrons Jean



Élie Négrier, de Puycelis, 15^e régiment d'infanterie, 1913 (4 Num 169/3)

La correspondance

Des milliers de lettres et cartes sont échangées pendant le conflit entre les tranchées et l'arrière. Elles sont destinées au cercle familial et amical et non pas à être lues par le grand public ou à être publiées. Elles sont rédigées par des non-professionnels de l'écriture, hormis Jean Rieux, d'Albi, chansonnier et poète.

Les correspondants des soldats sont leurs parents (Ernest Plazolles, de Labastide de Lévis ; Gaston Jammes, de Lagrave ; Antonin Estévény, de Salles-Courbatiers en Aveyron) et surtout des femmes : mère, sœur, épouse ou fiancée. Des familles entières correspondent avec un ou plusieurs soldats, qu'ils leur soient ou non apparentés, telles la famille Julien de Vabre, ou la famille Baduel du Verdier. Les lettres échangées avec les enfants sont rares. Le courrier reçu par les soldats a été très peu conservé, sauf quelques exceptions.

Écrite par des générations qui savent lire et écrire le français, cette correspondance est émaillée de quelques phrases en occitan en plus du traditionnel « poutou » final. Les soldats écrivent au crayon à mine ou à la plume avec l'encre violette ou noire, et souvent dans le plus grand inconfort.

La correspondance est le seul lien avec leur vie d'avant, elle participe au maintien de leur moral et leur offre un bref moment hors de la dure réalité. Ils sont toujours en attente des nouvelles de leur famille, ils restent préoccupés par leur santé, l'état de leur femme ou de leur commerce. Ils prodiguent des conseils à leur épouse. La plupart accusent réception des colis et mandats reçus.

Quelques poilus comme Paul Martin, de Valderiès, ou Henri Ichard, de Carmaux, donnent une preuve de vie en écrivant uniquement sur des cartes : « Je suis en bonne santé ». À moins qu'ils ne gardent le silence ou atténuent ce qu'ils endurent en raison de la censure, ou pour ne pas inquiéter, voire choquer, leurs proches.

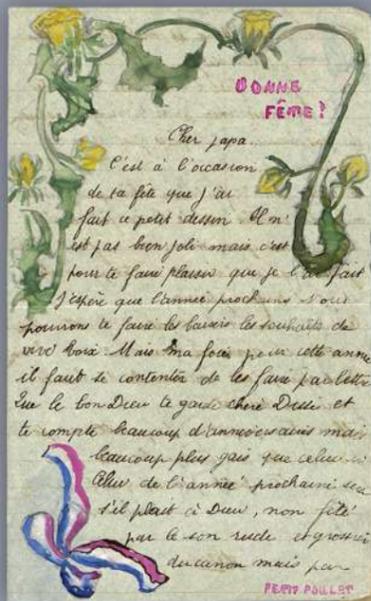
Quand ils donnent leurs impressions personnelles et décrivent leurs conditions de vie, ce qu'ils vivent ou voient, leurs récits deviennent alors des témoignages émouvants tout en offrant une vision réaliste de la guerre.

Carte de Louis Fabre, de Graulhet, à sa femme, 21 janvier 1917 (4 Num 45/223)

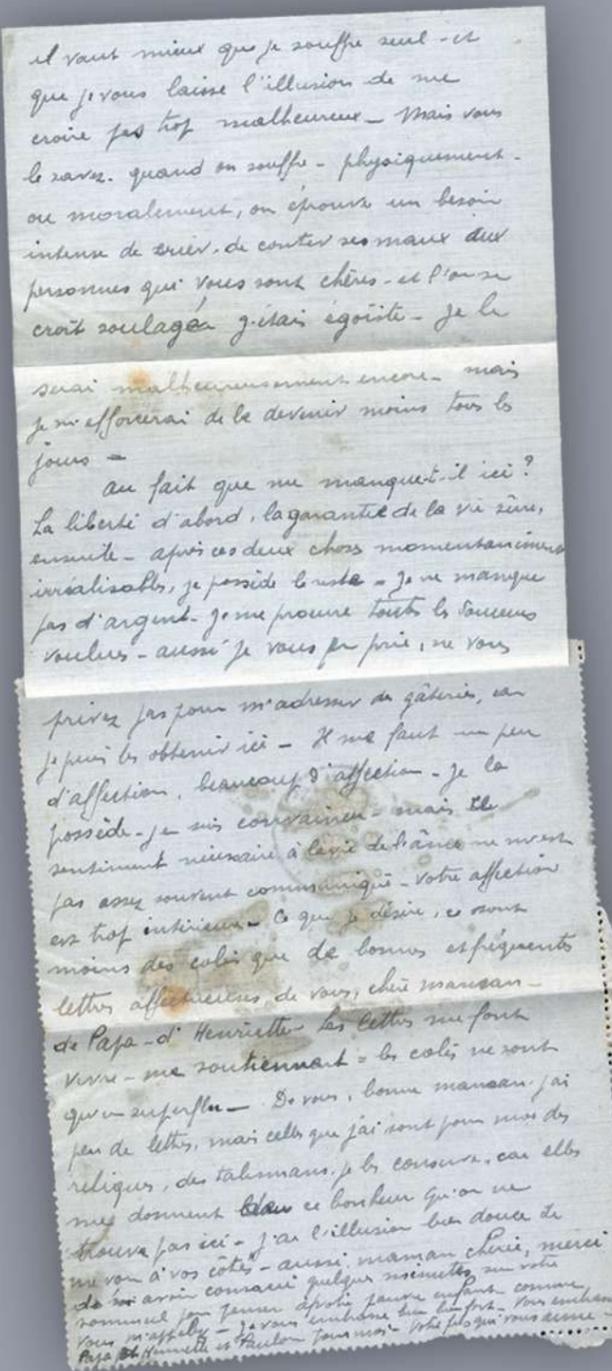


L'instant où l'on pense mieux encore à tous ceux que l'on aime!..

Lettre d'Alice Gras, d'Anduze (Gard), à son père au front, s. d. (4 Num 223/20)

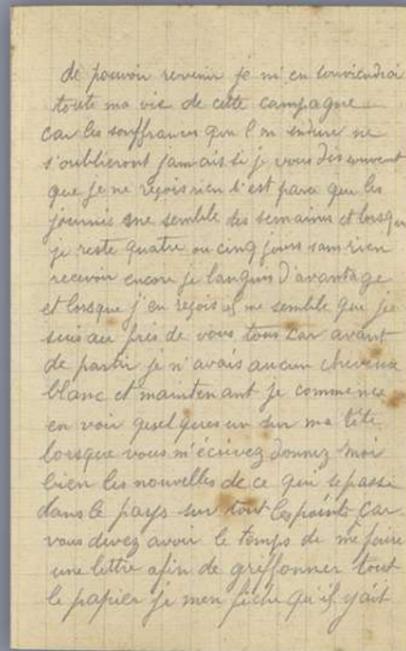


Lettre d'Émile Puel, de Saint-Juéry (1886-1915) à son épouse Jeanne, 28 mai 1915 (4 Num 262/70)

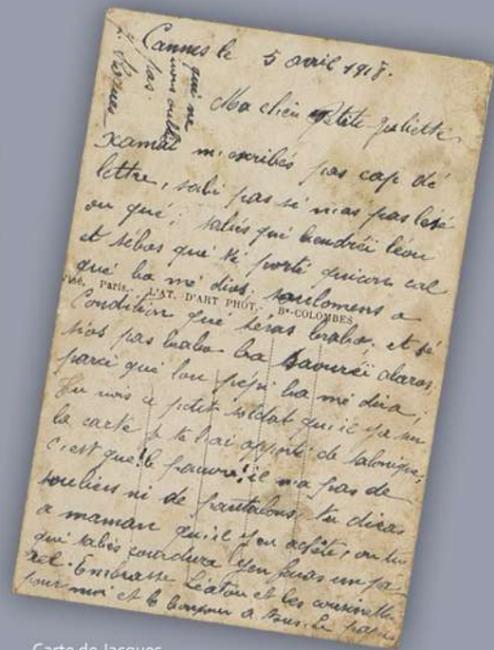


Lettre de Camille Puech, de Saint-Martial (Aveyron), à sa mère, 17 mai 1916 (4 Num 55/303)

Lettre de Paul Iché, de Viane, à ses parents, 30 octobre 1914 (4 Num 153/27)



Carte d'Adeline Baduel, du Verdier, à son frère Casimir au front, 3 octobre 1915 (4 Num 64/1024)



Carte de Jacques Roques, de Pont-de-Larn, écrite en occitan à sa fille Juliette, 5 avril 1918 (4 Num 119/316)



Les carnets de route et souvenirs de guerre

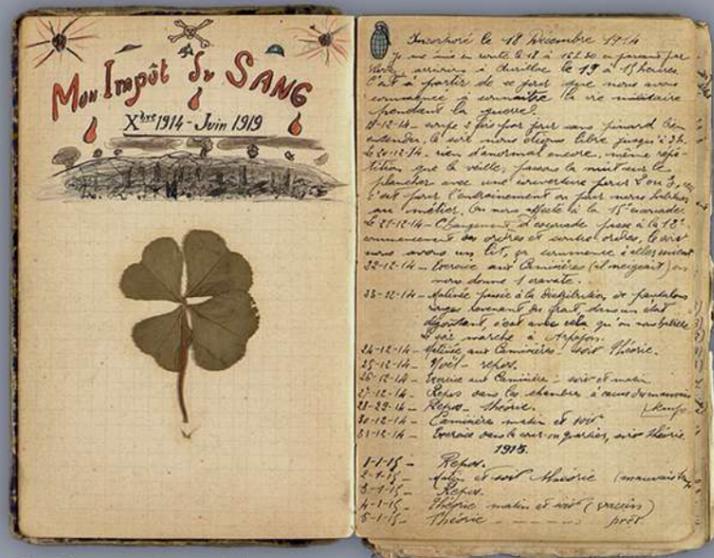
Échappant à toute censure, ils permettent de suivre le soldat au jour le jour dans son quotidien et de reconstituer le déroulement des opérations militaires.

Les « carnets de route » ou « journaux de campagne », contiennent après la mention de la date, les lieux, faits et observations de chaque jour. S'ils peuvent sembler monotones, c'est pourtant à ce type de témoignage que, dans son essai *Témoins*, paru en 1929, Jean Norton Cru accorde le plus de crédit et d'utilité tant ils contiennent de précisions et « moins de littérature à effet ».

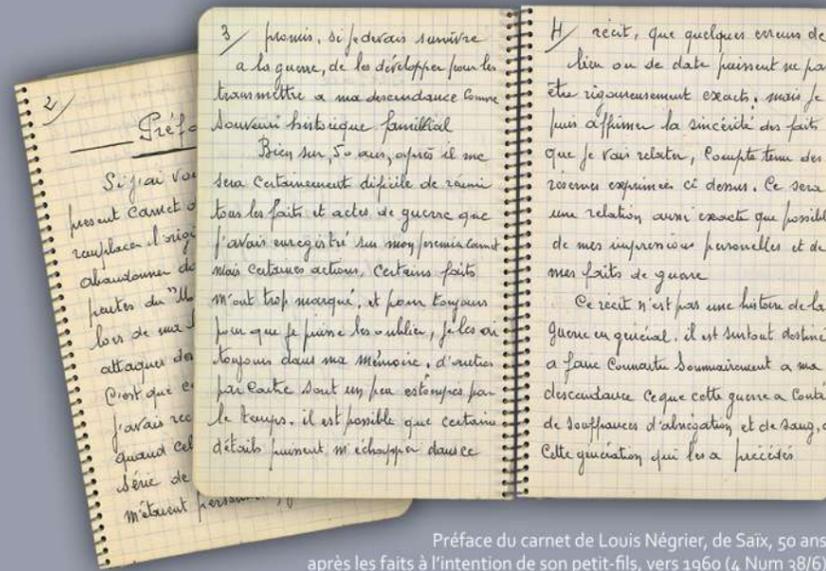
Rédigés a posteriori, parfois sans notes donc moins précis sur les dates, les **mémoires**, sont des reconstitutions. Albert Pomarède, de Lautrec, rédige les siens en 1975. Parfois dédiés à leurs parents comme les 6 carnets d'André Pons, de Saint-Michel (Hérault), ils sont le plus souvent écrits à l'intention de leur descendance. Pierre Renouf, de Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), âgé de 73 ans, écrit son cahier de mémoires pour ses petits-enfants.

Leur souci est de lutter contre l'oubli et de transmettre leur témoignage : « Ces pages n'ont été écrites que pour fixer des faits que je sentais se brouiller chronologiquement dans ma mémoire. (...) Cependant pour être tout à fait sincère, je dois reconnaître que j'éprouve depuis la fin de la guerre le besoin de les écrire. Je me suis bien gardé et me garderai toujours, tant que mes facultés me le permettront, du rôle du fâcheux racontant ses campagnes. Et cependant quand on a vécu avec cette intensité, on éprouve le désir immodéré de se raconter » (mémoires de François Fau, écrites à Mazamet, 1^{er} mars 1922).

Les dix cahiers intitulés « Mes notes sur la guerre 1914 » sont les réflexions générales et les notes de lecture des journaux de Jean Béranguier (Rabastens, 19 janvier 1845 - 21 septembre 1918), médecin, maire de Couffouleux et conseiller général, ancien soldat de la guerre de 1870-1871. Les **réflexions** sont un genre plus atypique, où les pensées, commentaires et études priment sur le récit des faits et l'expérience du front.



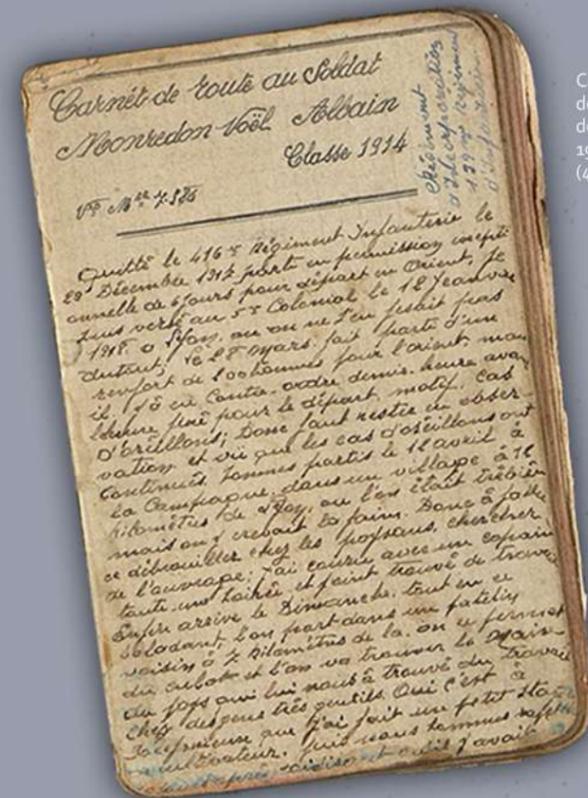
Premières pages du carnet de Firmin Montels, de Carmaux, 1914-1919 (4 Num 175/26)



Préface du carnet de Louis Négrier, de Saix, 50 ans après les faits à l'intention de son petit-fils, vers 1960 (4 Num 38/6)



Carnet de route de Louis Fabre, de Graulhet, 1914-1918 (4 Num 45/20)



Carnet de route de Noël Monredon, de Fiac, 1917-1918 (4 Num 49/15)



2^e album des souvenirs de Jean Augé (1889-1976), 7^e régiment du génie (4 Num 108/377-378). Il rédige au stylo bille, en janvier 1920, 3 albums illustrés avec ses photographies, cartes postales et aquarelles : « Quinze mois de pacification au Maroc (mai 1911-août 1912) », « Trente-neuf mois de présence d'un sergent du génie sur le front français (2 août 1914 - 20 octobre 1917) », « La Grande Guerre vingt mois sur le Front d'Orient (20 octobre 1917 - 17 juin 1919) ».

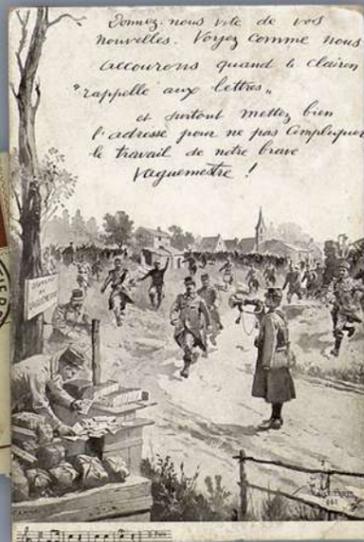
Le contrôle et la distribution du courrier

Le service postal

Durant les premiers mois de 1914, les moyens et matériels des services postaux sont nettement insuffisants pour faire face à un volume de trafic postal qui triple. Or la régularité des échanges du courrier participe au maintien du moral des troupes.

À la suite d'une restructuration fin 1914, le courrier destiné au front est centralisé et trié par le Bureau central militaire de Paris. Chaque jour, il reçoit 4 millions de lettres, 70.000 journaux, 320.000 paquets et 11.000 mandats. Ils sont ensuite répartis par secteurs postaux créés grâce à la stabilisation du front : une lettre parvient désormais au bout de trois jours à son destinataire. Les lettres et cartes postales jusqu'à 20 g envoyées du front sont en franchise postale.

Carte-lettre d'Alphonse Debru, de Belmont (Aveyron), à sa mère, 28 août 1915 (4 Num 199/55)



Carte de Gaston Jammes, de Lagrave, à ses parents, 10 juillet 1915 (4 Num 142/101)

La censure militaire

En janvier 1915, le haut-commandement organise un contrôle du courrier des combattants grâce à des officiers du service de renseignements et des agents de la Sûreté générale. Leur rôle se limite à vérifier, par sondages, que l'interdiction de divulguer des informations d'ordre militaire (localisation et formation des troupes) est bien respectée : « Mais il fait mauvais. Que de boue ! Que de boue ! Maîtresse censure est trop sévère pour que je vous dise où je me trouve. Sachez seulement que je suis à l'abri de tout danger pour le quart d'heure » (Camille Puech à ses parents, 2 janvier [1916]).

Les soldats savent que leur courrier est surveillé : « Je me garde de vous donner des détails, c'est absolument interdit » (Jean Favarel, de Grazac, 21 juillet 1917). Certains contournent cette censure en utilisant du jus de citron, du savon sec, ou en mettant au point des codes : « J'ai convenu avec Joseph de signes particuliers pour indiquer la région de ma villégiature. Vous rassembleriez les lettres que vous verrez marquées d'un accent quelconque » (Camille Puech, 14 novembre 1914).

Au cours de l'été 1916, le courrier de chaque armée est contrôlé par trois commissions permanentes. Les instructions du 1^{er} décembre 1916 augmentent le nombre de leurs membres et élargissent leurs missions : 500 lettres doivent être contrôlées par jour et par régiment. Leurs rapports doivent porter aussi sur l'évolution de l'état moral des troupes et la propagande pacifiste. Les lettres saisies peuvent valoir à leurs auteurs, suivant la nature des éléments constatés, des observations, des sanctions disciplinaires, voire des poursuites judiciaires.

La carte postale

4 à 5 milliards de cartes postales sont produites et diffusées pendant la Première Guerre mondiale. Leur utilisation est sans précédent et facilitée par la franchise postale accordée par le décret du 3 août 1914 à tous les soldats mobilisés. 80.000 modèles différents de cartes sont émis, soit par l'Imprimerie nationale (132 modèles au total, peu illustrés) soit par des éditeurs privés autorisés, par le décret du 19 août 1914, à diffuser leurs propres modèles en franchise militaire.

Les cartes à message

Les cartes patriotiques et de propagande représentent des chefs de guerre infatigables, des poilus comme des soldats valeureux et héroïques, des villages français détruits par un ennemi sans pitié, Dieu aux côtés des Français.

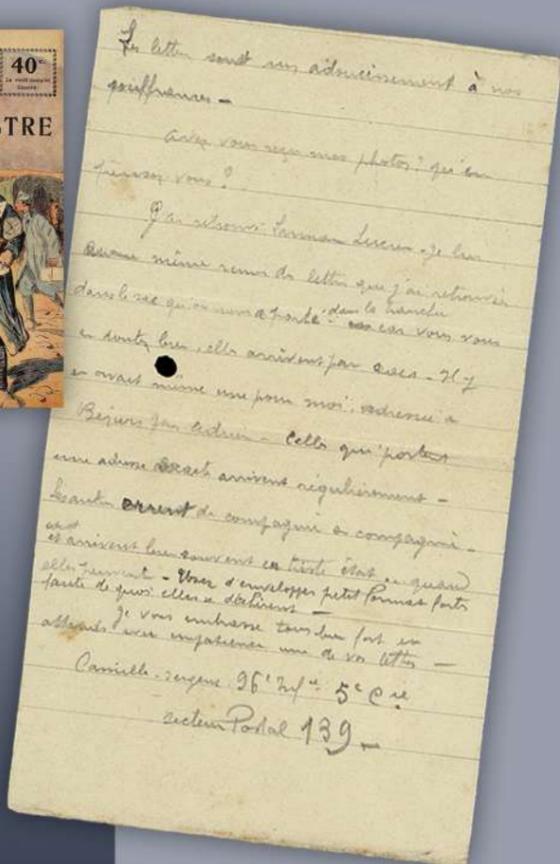


Carte de Casimir Baduel, du Verdier, à sa sœur, s.d. (181 J 20)

« Les Poilus des tranchées », carte postale d'après une illustration de Charles Léo, envoyée par Romain Lasserre, du Verdier, à Adeline Baduel, 18 mars 1916 (181 J 34)



Léon Groc, Souvenirs d'un vague-mestre, coll. "Patrie", F. Rouff éditeur, 1918 (4 Num 202/13)



Lettre de Camille Puech, de Saint-Martial (Aveyron), à ses parents, s.d. (4 Num 55/102)



Les cartes de vœux contribuent à maintenir le soldat en contact avec la vie civile. Chaque fête a sa carte, où le patriotisme, la foi, le romantisme et l'humour se côtoient : Noël, jour de l'an, Pâques, ou même le 1^{er} avril avec son poisson, et le 1^{er} mai et son traditionnel muguet porte-bonheur.

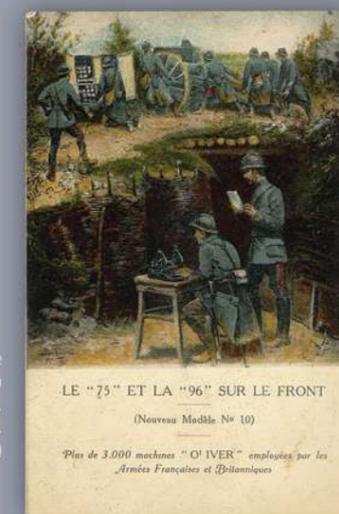
Carte envoyée par Victorine Danizán, s.d. (4 Num 45/237)

Les cartes romantiques mettent en scène, par un mélange de dessins et de photographies donnant un aspect légèrement irréel, les liens qui subsistent entre les combattants et leur famille. Elles soulignent particulièrement la mélancolie des poilus lorsqu'ils pensent à leurs épouses, fiancées, enfants, dont les lettres sont un précieux réconfort, et sont souvent agrémentées d'un ou deux vers.



Carte envoyée par Victor Gailoup, de Tanus, à son épouse, s.d. (4 Num 124/168)

Les cartes postales, employées à des fins publicitaires, permettent de promouvoir des marques commerciales.



Carte d'Odette Julia, d'Albi, à son père, Marius, au front, s.d. (4 Num 196/11)

LE "75" ET LA "96" SUR LE FRONT (Nouveau Modèle N° 10)
Plus de 3.000 machines "O'IVER" employées par les Armées Françaises et Britanniques

Les cartes militaires

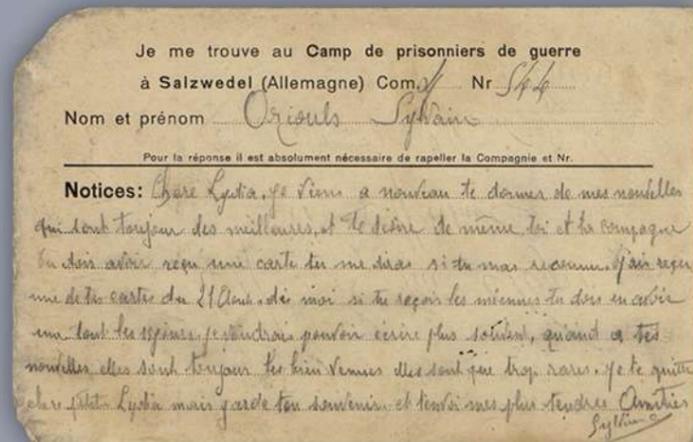
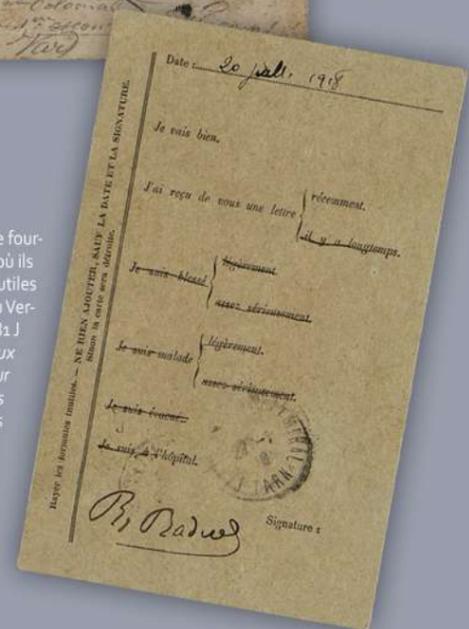


Le modèle A, gratuit quand il est envoyé par les militaires, indique au dos que « Cette carte doit être remise au vaguemestre. Elle ne doit porter aucune indication du lieu d'envoi ni aucun renseignement sur les opérations militaires passées ou futures. S'il en était autrement, elle ne serait pas transmise » (4 Num 329/149). Le modèle B, utilisé pour les réponses des familles, est lui vendu.



Modèle de carte avec le bouquet des drapeaux des alliés, 7 mars 1917 (4 Num 99/1)

Exemple d'un modèle de carte fournie gratuitement aux soldats où ils n'ont qu'à rayer les phrases inutiles (carte de Raymond Baduel, du Verdier à sa mère, 20 juillet 1918, 181 J 7). Au dos : « Les militaires aux Armées ne doivent pas porter leur adresse sur les cartes postales qu'ils expédient à découvert. Ils se bornent à les signer. Ils ne peuvent donner leur adresse à leurs correspondants que sous enveloppe close ».



De nombreux camps d'internement éditent leurs propres cartes pour les prisonniers de guerre. Carte de Sylvain Oziouls, de Lamillarié, prisonnier au camp de Salzwedel (Allemagne) à Lydia Noyer à Mailhoc, septembre 1915 (4 Num 70/44).

Les dessins

Les dessins ou tableaux de peinture, reproduits sur des cartes postales utilisées par les soldats, ne représentent pas la cruelle réalité de la guerre : « J'ai trouvé ces cartes qui garnissaient bien ma chambre. J'en ai acheté une série de 10 qui représentent la vie au front, vous verrez, j'en joindrais une ou 2 dans chacune des lettres que je vous enverrai » (Roger Barthes, de Castres, s. d., 4 Num 121/17). Les dessins d'illustrateurs, également mobilisés, tels Charles Martin (1884-1934), Jean-Émile Laboureur (1877-1934) ou Gustave Blanchot dit « Gus Bofa » (1883-1968), plus critiques et dénonçant l'absurdité de la guerre, sont publiés dans des revues ou albums diffusés à l'arrière.



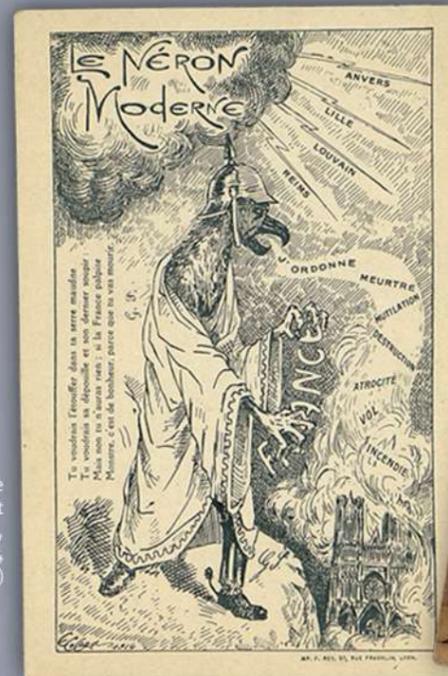
« Le cuistot », d'après une aquarelle d'Ernest Gabard (carte d'Augustin Marty à son épouse Émilie, 4 juin 1918, 4 Num 93/56). Illustrateur, sergent au 270^e régiment d'infanterie, Ernest Gabard (Pau, 19 mai 1879-7 avril 1957) réalise 42 aquarelles sur un carnet évoquant la vie au front en Argonne, à la veille de la bataille de Verdun.

Les cartes satiriques et humoristiques

Les caricatures tournent l'ennemi en dérision, le désignent comme le responsable de la guerre et un barbare commettant des actes indignes. De nombreuses cartes véhiculent également avec humour tout un « folklore » des tranchées.



Carte de Victor Galaup, de Tanus, s.d. (4 Num 124/146)



Carte d'Alphonse Debru, de Belmont (Aveyron), à sa mère, 12 décembre 1914 (4 Num 199/33)



Carte de Marius Julia, d'Albi, à son épouse 30 décembre 1915 (4 Num 196/35)

Les cartes brodées

Apparues en France en 1907, elles connaissent un véritable âge d'or pendant la Première Guerre. Si elles sont fabriquées en majorité jusqu'en 1930 grâce à des machines, une quantité importante est donnée par les éditeurs à broder à la main, à domicile, par des ouvrières, des paysannes, des veuves, des mairaines de poilus, notamment dans les départements de l'est de la France, la Bretagne et la région parisienne. Les broderies, réalisées selon le même motif, en continu sur de longues bandes de tissu, sont ensuite découpées et montées sur un cadre.



Carte de Louis Fabre, de Graulhet, à son épouse, [1915-1916] (4 Num 45/175)

Les mots des poilus

Pour la première fois, des hommes venus de toutes les régions françaises et des colonies se côtoient, contribuant à former un creuset linguistique inédit. Se crée ainsi un parler spécifique aux tranchées, qui va bien au-delà de l'argot militaire.

Il puise à des sources multiples : noms facétieux (*singe, saucisse*), mots anodins pour désigner des armes de destruction (*marmite*), mots importés par les coloniaux (*guitoune, fourbi, toubib, kasba*), mots nouveaux tel *cuistance* (issu de la fusion de « cuisine » et « becquetance »), patois régionaux, mots pour se moquer des supérieurs, argot parisien...

Il se diffuse à tel point que des mots passent dans le langage courant et continuent à être employés aujourd'hui.

Alboches : autre mot à l'instar de « Boches » pour désigner les soldats allemands, composé d'Al(lemand) et de (ca)boche. Le mot « Boche » serait une abréviation parisienne de « caboche » pour tête dure. « Avec beaucoup de peine, je suis arrivé à la tranchée de première ligne à 200 m des Alboches. J'étais bien fatigué » (Gabriel Puech à ses parents, s. d., 4 Num 52/118).

Cabot : nom familier pour désigner le caporal. « Le cabot écrivait sur un bout de papier le nom des effets à répartir, puis il mettait le tout dans un képi, chacun prenait délicatement entre le pouce et l'index un papier et le cabot lui donnait ce qui était écrit sur le papier » (Casimir Baduel à sa mère, 19 décembre 1914, 181 J 15).

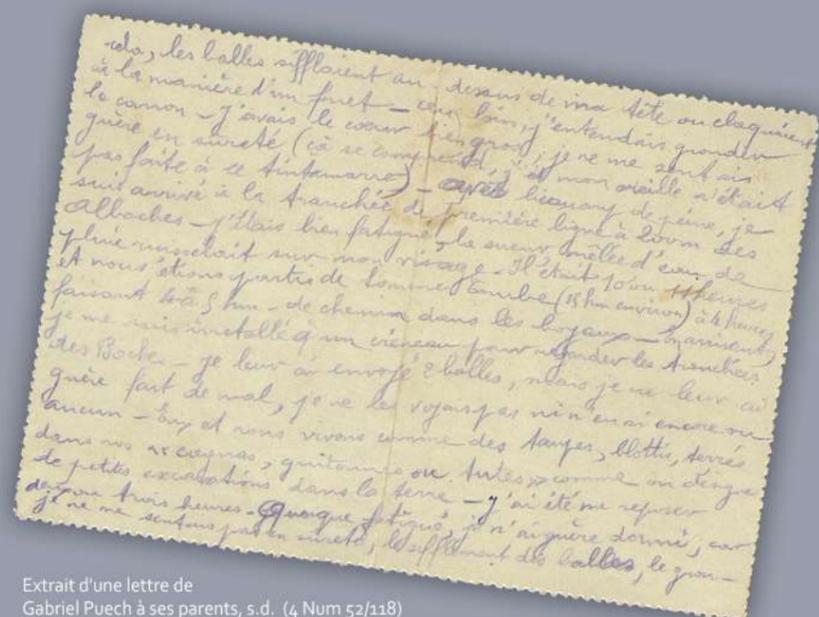
Cagna : abri souterrain.

Crapouillots : mortiers de tranchées français.

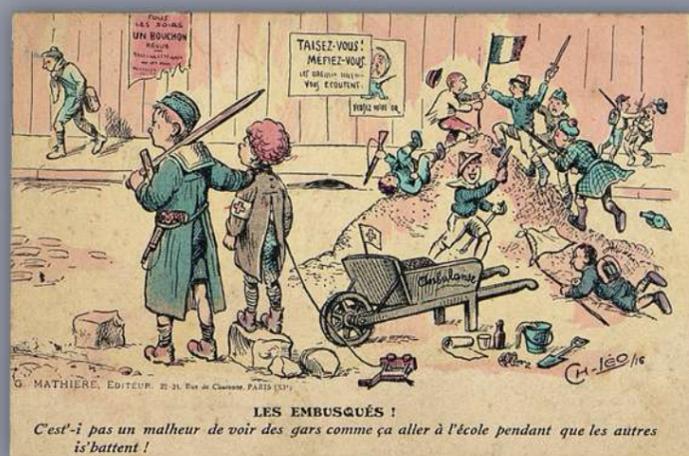
Embusqué : emprunté aux mots italiens *bosco* « bois », et *imboscare* « cacher dans un bois », désigne un homme resté à l'arrière loin du front.

Marmites : obus de plus de 100 kg qui détruisent les installations dans les tranchées ; « être marmité », c'est être bombardé sans relâche. « Ils continuent de temps en temps à envoyer quelques marmites sur Ypres qui ne sera bientôt qu'un monceau... de ruines [...] » (Casimir Baduel à sa mère, 19 décembre 1914, 181 J 15).

Pastis : aller au combat, monter aux tranchées, « Après-demain, remontons au pastis. Bon baisers à tous. Pastis, expression militaire qui signifie beaucoup de chose » (Jean Rieux à ses parents, 13 octobre 1915, 4 Num 1/392).



Extrait d'une lettre de Gabriel Puech à ses parents, s.d. (4 Num 52/118)



Carte de Marius Julia, d'Albi, à sa fille Odette, 22 septembre 1916 (4 Num 196/37)

Pinard : mot issu de la fusion du cépage pineau et du ginglard (piquette). « En Belgique, le pinard est cher et on n'en trouve pas. 3 F. le litre. On boit de la bière qui est bon marché » (carnet de guerre de Charles Desprats, de Graulhet, cantonné près de Sézanne, 28 mars 1918, 4 Num 83/12).

Poilu : soldat de la Grande Guerre, renvoie à la notion de courage viril. « Voilà 15 jours que je n'ai pu me faire raser aussi je suis un vrai Poilu » (Casimir Baduel à sa sœur Adeline, 1^{er} octobre 1915, 181 J 16).

Rata : ragoût, abréviation du mot provençal *ratatouille*.

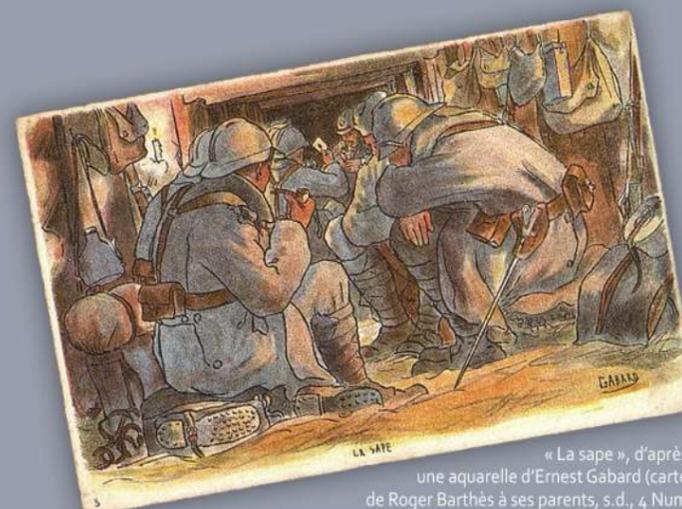
Sape : galerie creusée jusque sous la tranchée adverse, puis garnie d'explosifs que l'on fait sauter.

Saucisse : ballon d'observation. « Les avions font leur tournée, il y en a toujours une dizaine dans les airs. Les ballons captifs ou saucisses sont montés, il y en a une dizaine, les anciens nous racontent leurs récents exploits, la nuit revient et on se couche à nouveau » (carnet de guerre de Justin Gau, du Séquestre, 14 octobre 1915, 4 Num 137/34).

Singe : viande, bœuf en conserve. « Avec le mauvais temps, le ravitaillement arrive difficilement. Nous ne touchons que quelques boîtes de singe et quelques biscuits plains de vers ; alors le temps qu'il fait et sans rien dans le ventre et coucher en plain air, ou il faut se lever 3 ou 4 fois par nuit pour aller se promener pour se réchauffer, et défense d'allumer du feu car on est en vue de l'ennemi, alors jugez un peu de notre situation, personne de l'arrière ne pouvez comprendre la souffrance du pauvre soldat au front » (Jacques Roques à sa famille, cantonné à Pogradec, 25 octobre 1917, 4 Num 119/229).

Taube : mot allemand signifiant « pigeon », « colombe », désignant un type d'avion.

Totos : poux en argot des tranchées.



« La sape », d'après une aquarelle d'Ernest Gabard (carte de Roger Barthès à ses parents, s.d., 4 Num 17)



Carte de Paul Durand, de Pampelonne, à Maria Flottes, 19 avril 1917 (4 Num 293/145)



Photographie d'un groupe de poilus (avec Marius Delmas, de Saint-Sulpice-La-pointe ?) tenant une ardoise « Après l'attaque, le coup de pinard », s.d. (4 Num 122/6)

L'entrée en guerre

« Mes bons parents, mes frères et sœurs aimés. Les préparatifs sont terminés. L'heure et le jour du départ ne sont pas connus, mais je les devine proches. Sans fanfaronnade aucune, je puis vous assurer que je pars de bon cœur, sans arrière-pensée. Ainsi, je vous l'ai déjà dit, je ferai mon devoir ou je ne reparaitrai jamais devant vous. »

(lettre de Camille Puech, de Saint-Martial, Aveyron, 15 octobre 1914, 4 Num 55/237)



Carte-photographie de Louis Vialar, de Cordes, 80^e RI, 3 octobre 1914 (4 Num 145/8)

L'Europe et le monde en guerre

Des relations internationales dégradées, l'instabilité des jeunes états balkaniques et le jeu des alliances font de l'assassinat par un nationaliste serbe, le 28 juin 1914 à Sarajevo de l'archiduc François-Ferdinand, neveu de l'empereur d'Autriche-Hongrie, l'élément déclencheur d'un engrenage fatal.

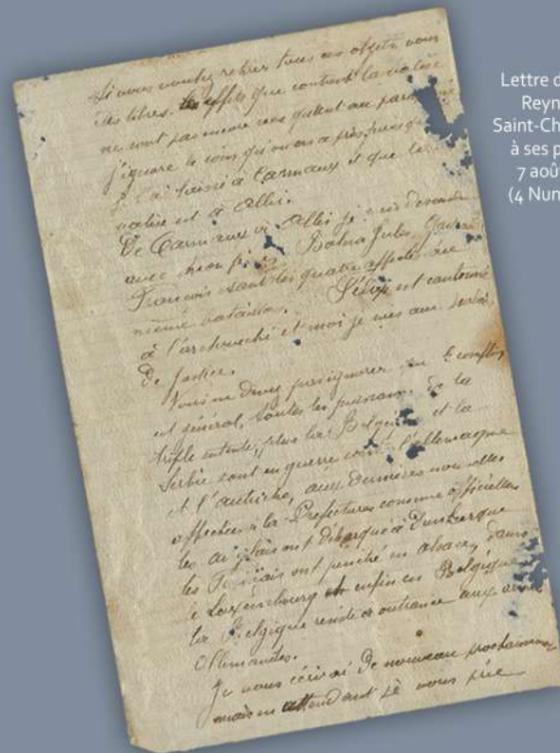
L'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie le 28 juillet. Nicolas II signe le 29 un oukase de mobilisation. Guillaume II, allié de l'empire austro-hongrois, déclare à son tour la guerre à la Russie le 1^{er} août. La France mobilise le lendemain et se voit notifier la déclaration de guerre allemande le 3. Aussitôt, les troupes allemandes pénètrent en Belgique, en violation du traité de neutralité de 1831. Cet acte décide la Grande-Bretagne à déclarer la guerre à l'Allemagne le 4 août. Elle envoie un premier corps expéditionnaire de cent mille hommes. Le 12 août, la France et l'Angleterre déclarent la guerre à l'Autriche-Hongrie.

De nouveaux pays entrent dans le conflit. Tandis que l'Empire ottoman en 1914 et la Bulgarie en 1915 se rangent du côté de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, la France et l'Angleterre rallient le Japon dès 1914, l'Italie en 1915, le Portugal et la Roumanie en 1916, la Grèce en 1917.

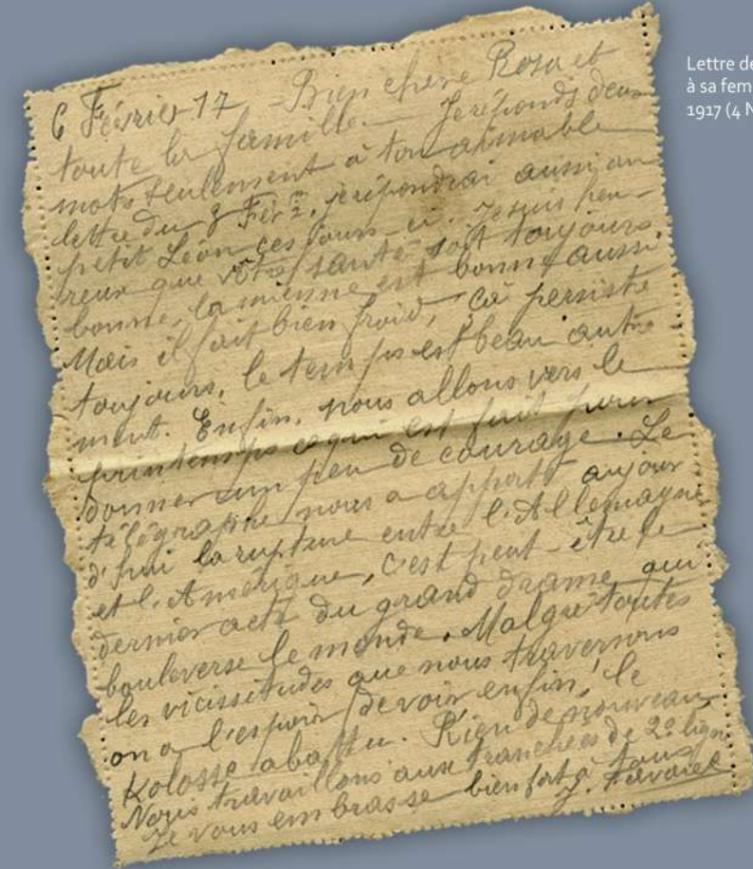
Les Alliés multiplient les fronts pour forcer les Empires centraux à disperser leurs forces. Les colonies allemandes d'Afrique, le Caucase, le Proche et le Moyen-Orient deviennent de nouveaux théâtres d'opération.

En 1917, la défaite de Caporetto en octobre confirme la fragilité de l'Italie, et la Russie, secouée par deux révolutions, abandonne le combat et demande unilatéralement l'armistice aux Empires centraux en décembre : « Je crois que le dénouement s'approche. Je ne compte plus la Russie qui nous lâche, tu avais bien raison d'avoir été pessimiste » (lettre de Jean Favarel, de Grazac, à sa femme, 16 mai 1917). L'espoir renaît quand, le 6 avril 1917, les États-Unis déclarent la guerre à l'Allemagne. Leur armée n'est vraiment opérationnelle qu'à compter de l'été 1918.

Extrait du 2^e album de Jean Augé, 1914-1917 (4 Num 108/275)



Lettre de Pierre Reynès, de Saint-Christophe, à ses parents, 7 août 1914 (4 Num 133/3)



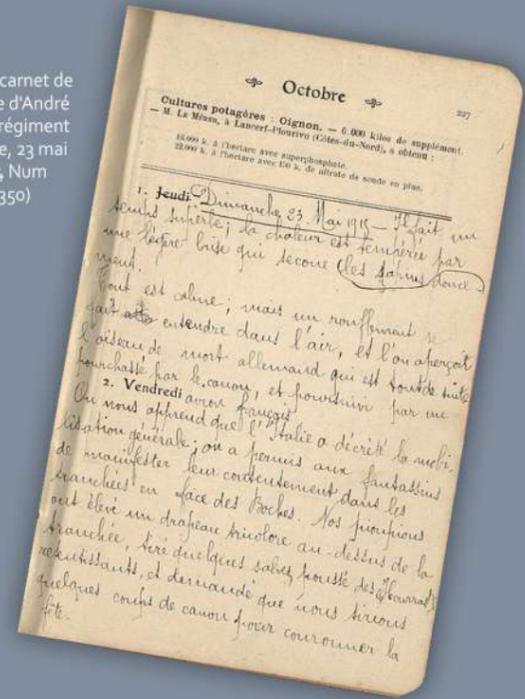
Lettre de Jean Favarel à sa femme, 6 février 1917 (4 Num 50/75)



Les chefs d'État des quatre principales nations alliées. Cartes d'Antonin Ibert, du Verdier, à Adeline Baduel, 1916-1917 (181 J 35)



Carte de Louis Fabre, de Graulhet, à son fils, 21 août 1915 (4 Num 45/267)



Extrait du carnet de campagne d'André Pons, 56^e régiment d'artillerie, 23 mai 1915 (4 Num 120/350)

Un pays prêt à la mobilisation

Depuis la défaite de la guerre de 1870-1871 et la perte de l'Alsace et de la Lorraine, la France s'est préparée à la mobilisation. Les lois de réorganisation de l'armée en 1873 et 1875 ont fait correspondre l'armée du temps de paix à ce qu'elle doit être en temps de guerre pour assurer la rapidité de la mobilisation des hommes, du matériel, des animaux. Pour la première fois, une unité tactique – le corps d'armée – et le commandement territorial – région militaire – sont réunis dans la seule autorité du général commandant le corps d'armée.

Depuis la loi du 22 décembre 1913, il y a 23 régions militaires. Les départements du Tarn, de l'Aveyron, de l'Aude, de l'Hérault, de la Lozère et des Pyrénées-Orientales forment la 16^e région militaire de Montpellier. Leurs soldats font partie du XVI^e corps d'armée.

La France est un pays de conscription avec le service militaire obligatoire. Il devient universel en 1905 après la suppression du tirage au sort. En 1913, sa durée passe de 2 à 3 ans. Les hommes sont dégagés de leurs obligations militaires à l'âge de 48 ans.

- Armée active : service militaire (3 ans depuis 1913) ;
- Réserve de l'armée active (11 ans) ;
- Armée territoriale : surveillance des gares, routes et ponts (7 ans) ;
- Réserve de l'armée territoriale (7 ans).

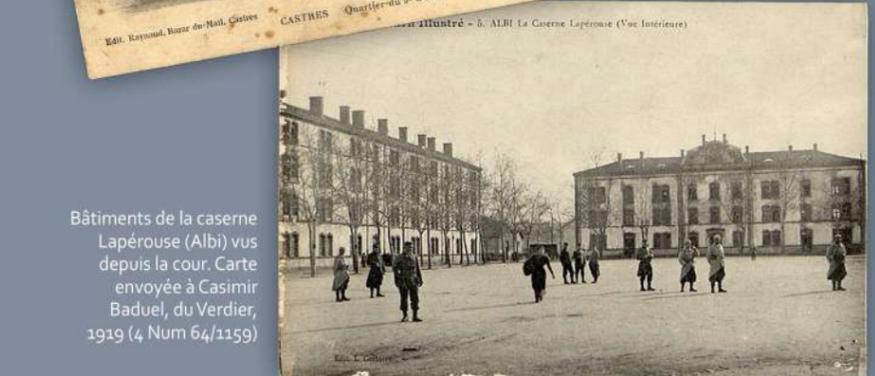
Les Tarnais sont répartis d'abord dans les trois régiments d'active que compte le département, puis dans ceux des départements voisins, dans et hors de la 16^e région :

- le 15^e régiment d'infanterie d'Albi qui, en 1914, cantonné à la caserne Lapérouse, compte 62 officiers, 3310 hommes de troupe et 166 chevaux ou mulets (Service historique de la Défense, journal de marche et des opérations du 15^e RI), ou le 122^e régiment d'infanterie de Rodez pour les Tarnais de la moitié nord ;
- le 9^e régiment d'artillerie de campagne (9^e RAC) à Castres, le 80^e RI (Narbonne), le 143^e RI (Carcassonne et Castelnaudary), 3^e RAC (Carcassonne), voire les 81^e RI (Montpellier) ou 96^e RI (Béziers) pour ceux de la moitié sud ;
- le 19^e régiment de dragons à Castres, venu de Carcassonne en mai 1914, est cantonné dans le quartier de Villegoudou (puis caserne Drouot).

Avant le départ, photographie de « trois amis inséparables » du 2^e régiment du génie, dont Jean-Pierre Veaute (1892-1971), d'Espérousses, le 3^e à droite, s.d. (4 Num 147/13)

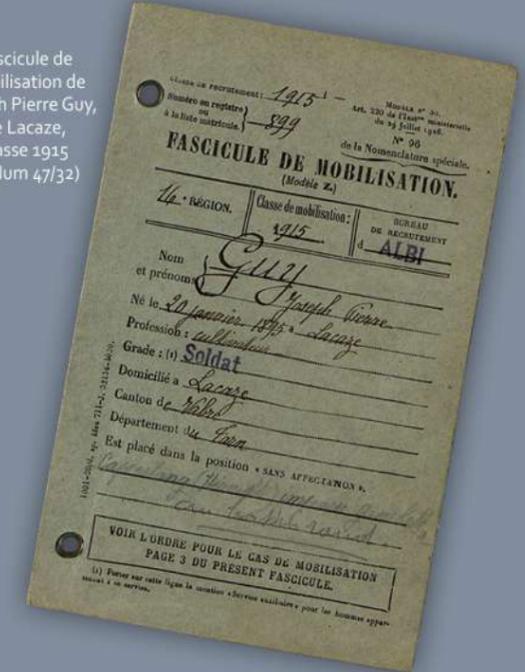


Caserne du quartier de Lardailié (Castres). Carte d'Ernest Blayac, du Pradal (Hérault) à sa femme, s.d. (4 Num 215/3)



Bâtiments de la caserne Lapérouse (Albi) vus depuis la cour. Carte envoyée à Casimir Baduel, du Verdier, 1919 (4 Num 64/1159)

Fascicule de mobilisation de Joseph Pierre Guy, de Lacaze, classe 1915 (4 Num 47/32)



Carte d'Ernest Bosc à Henri Julien, à Vabre, 13 mai 1917 (4 Num 8/19)

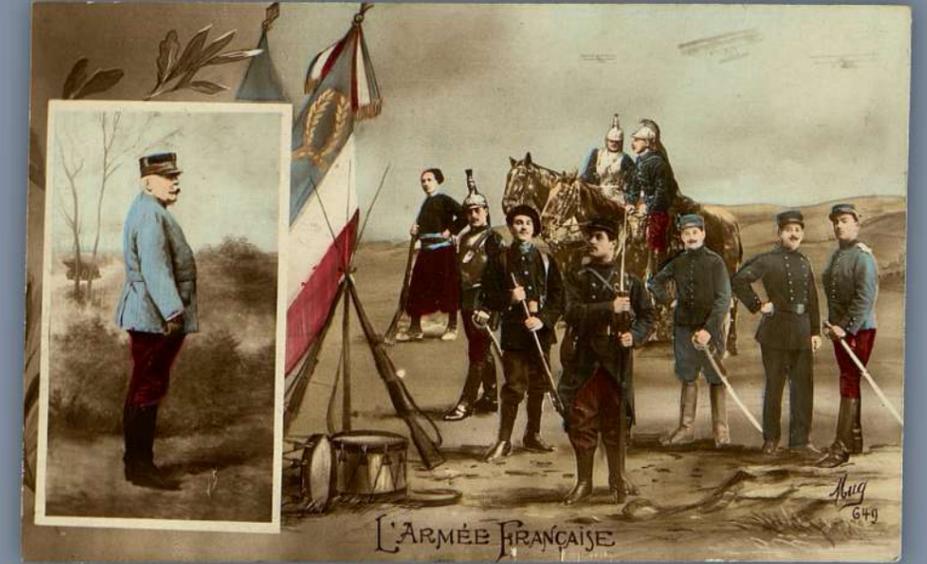


Carte de l'ordre d'appel de Justin Barthélemy, de Montclar (Aveyron), pour se présenter au 9^e régiment d'artillerie à Castres, 4 décembre 1914 (4 Num 178/3-4)



Plaque d'identité de Pierre Escribe, d'Ambres, 178^e régiment d'infanterie territoriale, puis service auxiliaire du 15^e régiment d'infanterie (1 J 1443)

Depuis 1881, pour faciliter l'identification en cas de mort, chaque soldat français porte au poignet ou au cou une plaque d'aluminium. D'un côté figurent ses nom, prénom et l'année de sa classe de recrutement. De l'autre côté sont indiqués le nom de la ville de recrutement et le numéro de registre matricule.



Une guerre acceptée

Dans le Tarn, comme ailleurs en France, la mobilisation générale est proclamée dans l'après-midi du dimanche 2 août 1914.

Les mobilisés, qui n'ont pas d'autre choix, partent pour la plupart avec le sentiment d'un devoir à accomplir, comme Camille Puech, de Saint-Martial (Aveyron).

Certains se sentent remplis de courage comme Jean Rieux, d'Albi : « Je suis plein de courage. Du reste, l'enthousiasme ambiant rendrait l'homme le plus réfractaire capable de tous les héroïsmes » (lettre à ses parents, 9 août 1914) ou Gaston Jammes, de Lagrave.

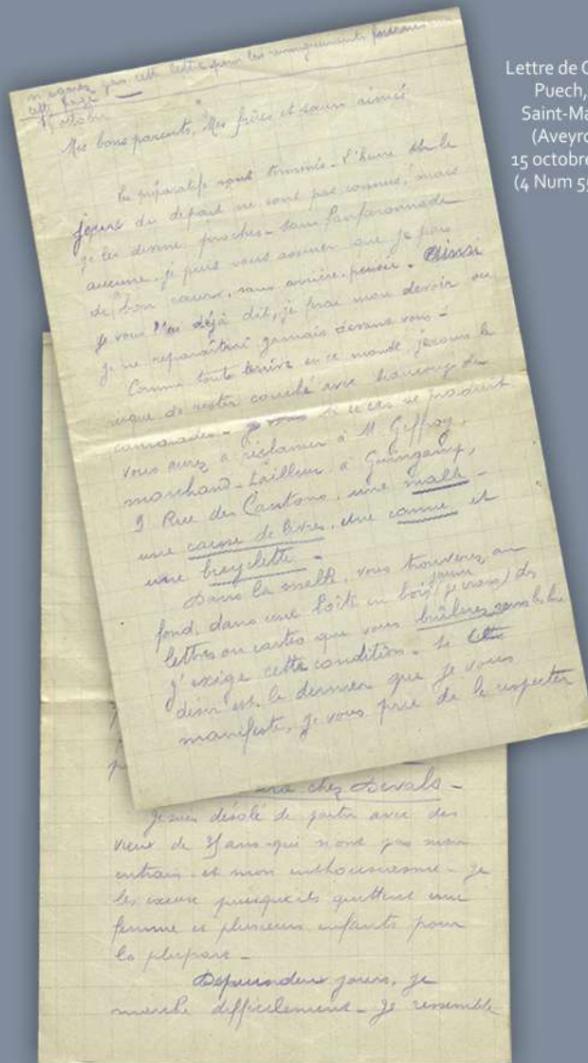
Les hommes mariés et pères de famille quittent plus difficilement leur foyer, tel Célestin Durand, de Moux dans l'Aude.

Dans l'attente du départ au front

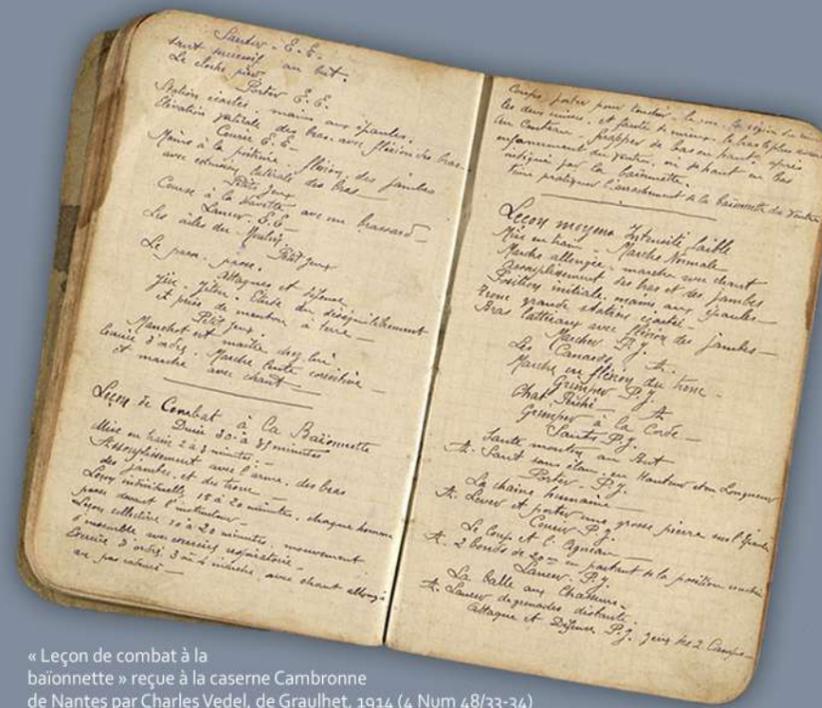
Les mobilisés convoqués rejoignent les dépôts désignés dans le livret individuel de mobilisation en leur possession. Ceux qui ne sont pas envoyés immédiatement au front y attendent leur départ au fur et à mesure des besoins en renforts : « Depuis le 6 septembre [1914], jour de mon arrivée ici, jusqu'au 25 octobre où j'écris ces mots, a été pour moi le commencement de l'encercllement militaire. Depuis le 4 septembre, la liberté a complètement disparu pour moi » (carnet d'Édouard Magne, du Ségur, 25 octobre 1914).

De septembre à novembre 1914, à la caserne de Mende (Lozère), pour Casimir Baduel, du Verdier, se succèdent au 142^e RI des exercices d'attaque, de tirs, des marches-manœuvres, des séances de vaccinations contre la vérole et la typhoïde, des leçons d'escrime à la baïonnette.

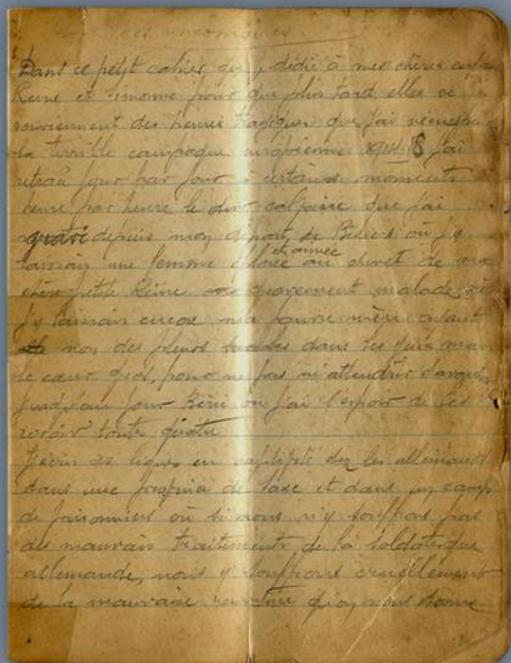
Carte envoyée à Jean Fargues, de Castelnau-de-Brassac, par son fils et son épouse, 1^{er} décembre 1915 (4 Num 165/5)



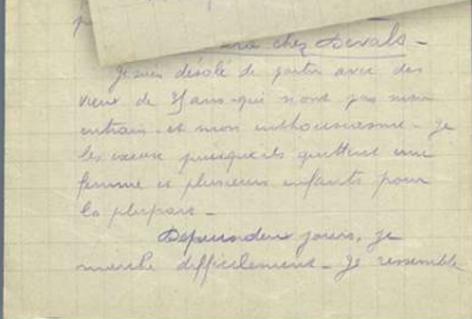
Lettre de Camille Puech, de Saint-Martial (Aveyron), 15 octobre 1914 (4 Num 55/237)



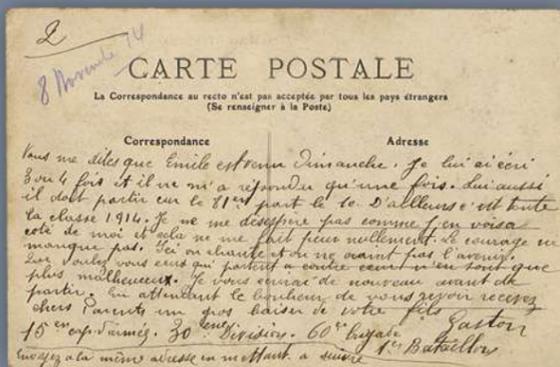
« Leçon de combat à la baïonnette » reçue à la caserne Cambronne de Nantes par Charles Vedel, de Graulhet, 1914 (4 Num 48/33-34)



Extrait des « mémoires » de Célestin Durand, de Moux (Aude), 1914-1918 (4 Num 185/9)



Carte de Gaston Jammes, envoyée à ses parents depuis Privas (Ardèche), 8 novembre 1914 (4 Num 142/48)



Photographie des « Carmausins classe 18, 143^e RI, Carcassonne », dont Eugène « Gustave » Jean (debout, 2^e en partant de la droite), de Carmaux, [1917] (4 Num 173/4)

Aux armes !

Un corps d'armée est organisé en divisions : deux divisions d'infanterie et des unités des autres armes, chaque division comprenant deux brigades composées de deux régiments, de deux ou trois bataillons chacun. Suivant l'arme à laquelle les combattants appartiennent et leurs grades, le vécu de la guerre est différent.

L'infanterie

L'infanterie représente environ 70 % des effectifs de l'ensemble de l'armée. Elle comprend l'infanterie de ligne, les zouaves, les chasseurs à pied. Au cours de la guerre, elle se diversifie en unités spécialisées en fonction du matériel utilisé (fusiliers, mitrailleurs, grenadiers).



Albert Pauthe, de Puycalvel, 122^e régiment d'infanterie à Rodez, s. d. (4 Num 14/13)



Félix Reynés, de Saint-Christophe, 80^e régiment d'infanterie à Narbonne, s. d. (4 Num 132/1)



Jacques Roques, de Pont-de-Larn, avec une mitrailleuse Saint-Etienne modèle 1907, 15 mars 1915 (4 Num 119/4)

Sylvain Oziouls, de Lamillarié, 13^e bataillon de chasseurs à pied, [1910-1912] (4 Num 70/1).



Pierre Renouf, 3^e régiment de zouaves, septembre 1915 (4 Num 114/2)

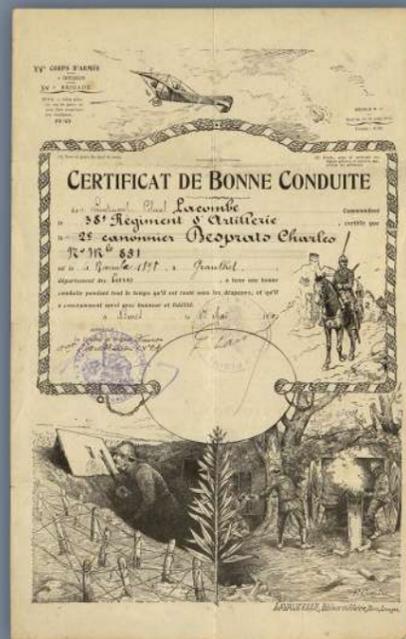


Les zouaves sont des tirailleurs qui avancent en ordre dispersé pour reconnaître le terrain. Corps formé depuis 1831 d'Européens d'Afrique du Nord, il est complété en 1914 par des Français venus de la métropole. Ils portent une chéchia rouge, très en arrière sur leur tête, un boléro, un gilet et une ceinture de flanelle, une culotte bouffante et des bandes molletières.

Ces bataillons spécialisés de fantassins existent depuis 1840, ils combattent en « bandes » et non en ligne. En 1888, des bataillons de chasseurs alpins à pied sont créés. Ils portent le béret et les bandes molletières.

L'artillerie

L'artillerie appuie l'infanterie en détruisant tout ce qui l'empêche d'avancer. Elle regroupe les canons et le personnel chargé de les utiliser. Son rôle se renforce au cours de la guerre avec le développement de l'artillerie lourde au détriment de l'artillerie légère de campagne. En 1918, l'artillerie d'assaut est constituée avec l'emploi des chars et tanks. Les artilleurs sont répartis entre conducteurs et servants (pointeurs, chargeurs, tireurs, pourvoyeurs, déboucheurs).



Certificat de bonne conduite de Charles Desprats, de Graulhet, 38^e RIC, 17 mai 1917 (4 Num 83/36)



Carte postale « La Grande Guerre 1914. Le canon de 75 en batterie » (4 Num 184/32). Le train de route du canon sert de premier coffre à munitions.



Photographie de l'atelier de bottiers du 56^e d'artillerie de campagne auquel appartient Victor Galaup, de Tanus, 1914 (4 Num 124/18)

Le génie

Au début, les sapeurs vont détruire les infrastructures et moyens de communication. Puis ils vont creuser et équiper les tranchées, organiser la guerre des mines, quand s'installe la guerre de positions. Tout au long de la guerre, les services annexes se développent : service des camps et cantonnements (construction des baraquements pour les régiments au repos), service routier, service des eaux, service électrique, service forestier. Le génie garde la responsabilité de l'aérostation, mais perd celle de l'aviation.



Noël Puech, de Saint-Juéry, 2^e régiment du génie de Montpellier, [1911-1914] (4 Num 2/45)

La cavalerie

La cavalerie assure un rôle d'observation, de couverture et de liaison, tout en se tenant prête à exploiter une brèche dans le dispositif ennemi. Elle compte 89 régiments en 1914.

La cavalerie lourde et ses régiments de cuirassiers sont au cœur de la bataille, tandis que la cavalerie légère, avec ses unités de chasseurs à cheval et de hussards, est sur les côtés, en débordement.

Les dragons forment une arme intermédiaire, combattant soit à pied comme les fantassins, soit à cheval avec sabre et carabine dans le dos. Le rôle de la cavalerie décroît au cours de la Première Guerre mondiale.



Marius Delmas, de Saint-Sulpice, 1^{er} régiment de hussards, 1915 (4 Num 122/7).



Marius Vergnes, de Lédas, 17^e régiment de dragons, [1906-1913] (4 Num 118/9), avec les deux attributs de son arme : le casque à crinière avec plumet rouge, et le sabre.



Brevet de pilote-aviateur et photographie (assis) de Félix Vincent Darnis, de Béziers, devant un avion anglais BeTwo, 1916-1918 (4 Num 192/75, 12)

L'aviation

Au début de la guerre, l'aviation compte 225 pilotes-officiers d'active en plus des civils qui se sont illustrés avant-guerre. Une fois séparée de la direction du génie, elle devient une arme à part entière et se structure en 3 groupes (Versailles, Reims et Lyon). Chargée d'abord de missions d'observation, à partir de 1916, elle se divise en escadrilles spécialisées :

- d'observation, grâce au Caudron R4 ;
- de réglage d'artillerie, grâce aux biplans Caudron ;
- de bombardement, avec les biplans Voisin ou Bréguet ;
- de chasse, grâce aux monoplans remplacés ensuite par des biplans Nieuport.



Photographie appartenant à Louis Montels, de Carmaux, 139^e RI, 1917 (4 Num 175/5)

Les services

Les mobilisés peuvent servir aussi dans les services de santé militaire (médecins, infirmiers, brancardiers), le train des équipages des armées qui fusionnera avec le service automobile et les services de l'intendance. Cette dernière s'approvisionne en grande partie grâce aux réquisitions pour les besoins alimentaires et l'habillement des troupes ou le fourrage des animaux.

*Tu dois avoir reçu ma dernière carte
où je te dis que je monterai plus haut
mais n'irai pas au feu car
les boulangers en voient assez devant les fours.
Et puis il en faut.*

(carte de Charles Vedel, de Graulhet, à sa fiancée, écrite le 19 mars 1915 de Dijon, où il exerce pour l'armée sa profession de boulanger, 4 Num 48/7)



Photographie de Marguerite Kemm-Thomas (Haut-Rhin, 1895-1972), conductrice d'ambulance pendant la Première Guerre, et lettre de félicitations, 1917-1918 (4 Num 190/3 et 14)



Combattre : l'épreuve du feu

« Quand sortirons-nous de cet enfer ? »

(lettre de Camille Puech, 16 juin 1915, dans le secteur de Mesnil-lès-Hurlus (Marne), entre Reims et Verdun, 4 Num 55/159)



Noël Monredon, de Fiac (avec une croix sur le casque) dans les tranchées avec ses camarades, s.d. (4 Num 49/7)

Les uniformes et les armements

La guerre de 1914-1918 est une guerre de la fin du XIX^e siècle par l'engrenage des alliances et le rôle joué par l'infanterie, qui se traduit par une véritable hécatombe humaine.

Le fantassin français de 1914 est équipé du fusil Lebel, d'un ceinturon avec cartouchières, d'une musette, du ceinturon, de la baïonnette, d'un petit bidon à courroie, du havresac avec les rations, des ustensiles de campement et des outils portatifs répartis entre les hommes de l'escouade, le tout pesant entre 24 et 30 kg. Il emporte son livret individuel et sa plaque d'identité.

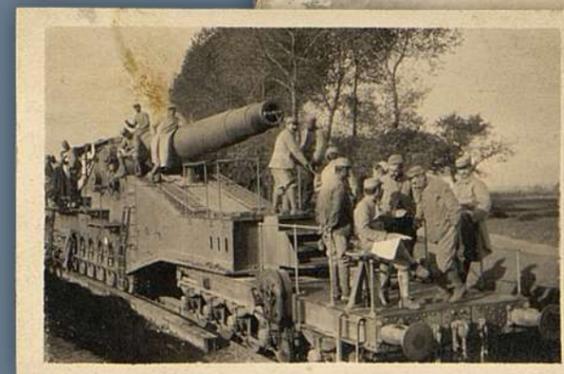
Les tenues françaises n'ont guère évolué depuis 1870 : pantalon garance, capote bleu sombre et képi. En 1914, la tenue *feldgrau*, couleur gris-vert, des Allemands, les rend moins visibles. Les hécatombes d'août et septembre 1914 imposent l'adoption du bleu horizon, mais la lenteur des distributions oblige les soldats français à des expédients de fortune jusqu'en juin 1915. Les casques métalliques en acier, qui offrent une meilleure protection, sont fournis aux soldats au printemps 1915 : « Dans la journée, on nous avait distribué du linge, chemises, calçons, des pantalons bleus avec un liseré jaune, maintenant nous sommes tout en bleu » (lettre de Casimir Baduel, du Verdier, à sa mère, 26 juin 1915).

Les armes dites de « saturation » l'emportent peu à peu sur l'arme individuelle : les fusils Lebel et la baïonnette quadrangulaire cèdent en partie la place au fusil lance-grenades, au fusil-mitrailleur Chauchât et aux mitrailleuses. Avec les canons de 75 mm, qui sont en service de 1898 à 1945, la France dispose d'un armement de qualité au début de la guerre, mais manque d'artillerie lourde et de mitrailleuses. Avant les assauts de l'infanterie, le rôle de l'artillerie lourde est primordial : elle permet de détruire l'artillerie légère ennemie et les ouvrages défensifs. Pour détruire les tranchées, les obus explosifs vont remplacer le *shrapnel*, principale munition utilisée en 1914.



Carte-photographie d'Ernest Balssa (Montirat, 1886-1965), 80^e RI, à sa femme et à ses parents, 25 décembre 1914 (4 Num 286/7)

Carte postale de Gaston Jammes, de Lagrave, novembre 1915 (4 Num 142/616)

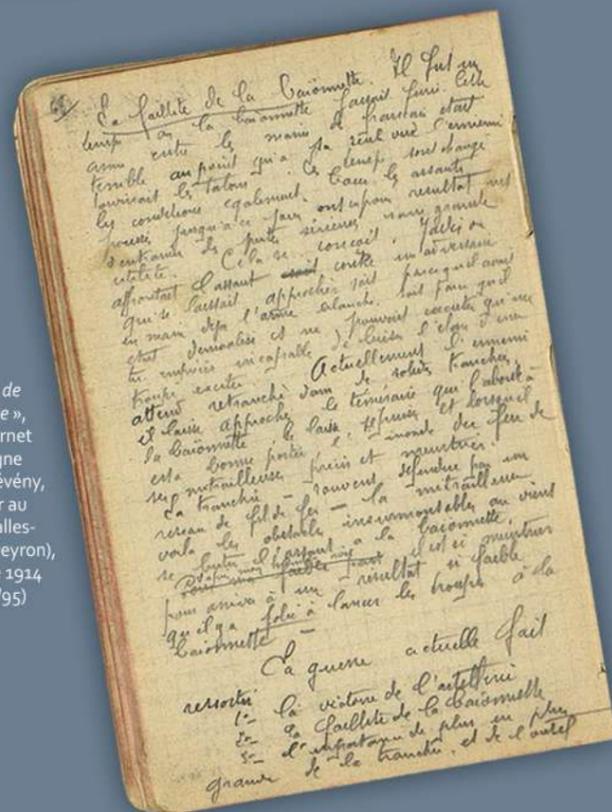


« Une pièce de 320 en batterie dans la Somme à côté d'Harbonnières », photographie de Joseph Teisseire, octobre 1916 (4 Num 43/164)



Photographie stéréoscopique d'un 75 mm en action vers Souain, commune de Souain-Perthes-lès-Hurlus, dans la Marne, s.d. (5 Fi 28/34)

« La faillite de la baïonnette », extrait du carnet de campagne d'Antonin Estévény, sous-officier au 122^e RI, de Salles-Courbatiers (Aveyron), 28 septembre 1914 (4 Num 172/95)



Notre képi va être remplacé par un casque en acier chromé recouvert de feutre et destiné à nous préserver contre les éclats d'obus à la tête.

(lettre de Camille Puech, de Saint-Martial (Aveyron), à sa famille, 8 juin 1915, 4 Num 55/151)

Photographie du 75^e RI avec Jean Boularan, de Massals, le premier debout à droite, [1917-1919] (4 Num 176/3). Tous revêtent le casque Adrian, livré au moment de l'offensive de Champagne.



La Première Guerre est aussi une guerre du XX^e siècle. Elle est la première à être « mondiale » : plusieurs fronts ouverts en Europe, implication des colonies, intervention américaine. Des armes nouvelles, inexistantes ou balbutiantes en 1914, sont utilisées.

Les Allemands utilisent des gaz toxiques et des lance-flammes dès 1915 : ils déversent 168 tonnes de chlore au nord d'Ypres en avril 1915. Le chlore est très vite remplacé par le phosgène, produit par les Allemands et les Alliés, et qui sera responsable de plus de 80 % des tués par arme chimique. Le gaz le plus connu est le gaz « moutarde » ou « ypérite » utilisé par les Allemands en juillet 1917 près d'Ypres. Au début, les protections contre les gaz sont improvisées. Puis le simple tampon ouate imbibé de lotion d'hyposulfite est remplacé par un masque à gaz moderne et efficace.

Les marines britannique et française ont d'abord pour mission de priver l'adversaire d'approvisionnements extérieurs : la première organise le blocus de la mer du Nord et la seconde, celui du canal d'Otrante, accès de l'Autriche-Hongrie à la Méditerranée. L'Allemagne utilise des sous-marins pour briser le blocus et torpiller des navires de guerre, puis se lance dans une guerre sous-marine illimitée le 1^{er} janvier 1917.

Le perfectionnement de l'aviation, la mise au point et l'emploi massif en 1918 des chars d'assaut marquent le début de la guerre mécanisée et s'imposent comme les armes de la victoire.

Les avions, d'abord utilisés pour la reconnaissance des lignes ennemies et le réglage des tirs d'artillerie, sont équipés grâce aux progrès techniques en vue de livrer des combats aériens et de bombarder.

Les Alliés conçoivent un engin spécial, capable de se déplacer sur un terrain bouleversé et de franchir d'un seul bond l'enchevêtrement des tranchées. Les Anglais travaillent sur un prototype blindé appelé « tank » (réservoir) destiné à tromper l'ennemi. En France, c'est le colonel Estienne qui imagine le char FT 17 Renault, un cuirassé terrestre mobile et armé soit d'un canon de 37 mm, soit d'une mitrailleuse de 8 mm en tourelle. Ces armes nouvelles, malgré leurs imperfections techniques et tactiques, vont être rapidement engagées sur la Somme puis au Chemin des Dames.



Marcel Guigue, originaire de Chambéry (Savoie), et son tank Renault, 84^e régiment d'artillerie lourde, 1917 (4 Num 368/13)



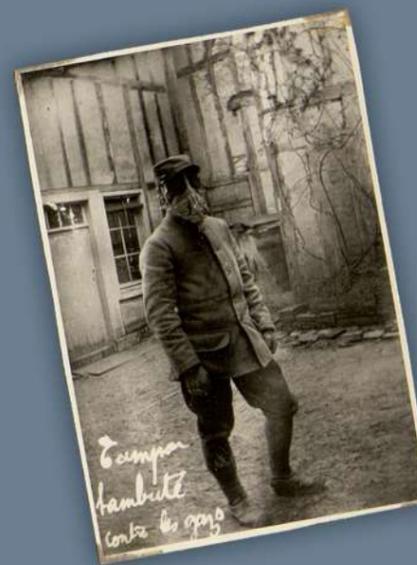
Le général Pétain, Georges Clémenceau et le général Butler en inspection sur une base aérienne : photographies de Louis Escriive, de Couffouleux, [1916-1918] (4 Num 100/7 et 11)

Lettre d'Augustin Marty, de Saint-Cirgue, à sa femme, 23^e RIC, 6 juin 1918 (4 Num 93/59)

de nous, je te dis bien que c'est
encore. L'ennemi est fort en
la famille de l'ennemi, c'est
ville et Soissons. et nous
nous sommes à la limite
mais ils ont aussi atteint
en face de nous en trois
jours avec vingt tanks
la! nous nous avons perdu
3 divisions dans l'espace de
trois heures et c'est grâce
à nous, si la ville de Soissons
nous appartenait.
Mais aussi on reçoit tous
les jours. Les félicitations
je crois qu'ils vont nous
donner la Légion d'honneur
hier soir nous avons été
célébrés.



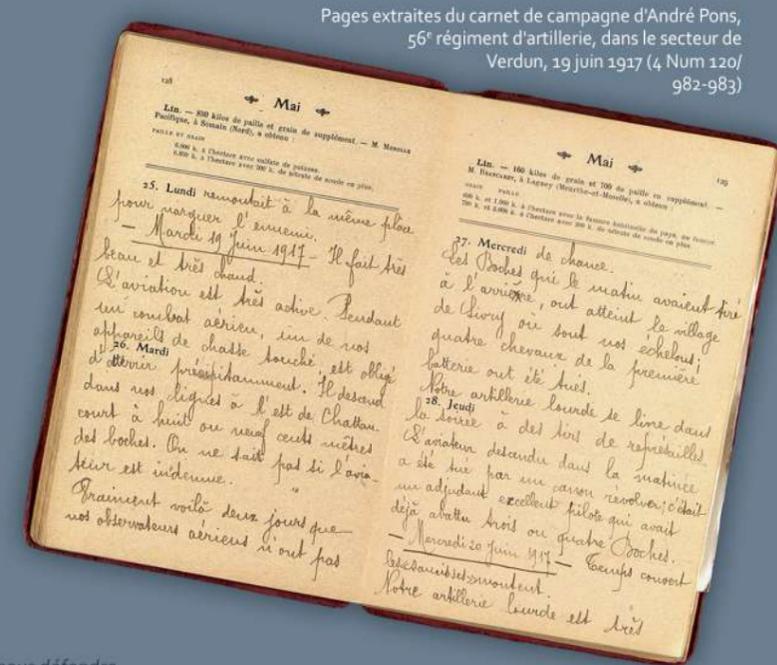
Photographie de Louis Escriive, de Couffouleux, 2^e groupe d'aviation, 27 novembre 1918 (4 Num 100/20)



Photographie d'un soldat équipé d'un masque à gaz Tambuté, en novembre 1915, extrait du 2^e album de Jean Augé, 1914-1917 (4 Num 108/442)

On nous a enseigné un moyen de nous défendre des gaz asphyxiants, c'est de délayer un produit chimique dans de l'eau. Tremper le mouchoir là-dedans et mettre le mouchoir devant la bouche, c'est tout. Nous avons de ce mélange dans des seaux. C'est tout prêt. Tu vois que ce n'est pas compliqué.

(lettre de Casimir Baduel à sa mère, 13 mai 1915, 181 J 16)



Pages extraites du carnet de campagne d'André Pons, 56^e régiment d'artillerie, dans le secteur de Verdun, 19 juin 1917 (4 Num 120/982-983)



Le sous-marin français Curie, commandé par le lieutenant de vaisseau Gabriel O'Byrne (Rabastens, 20 février 1878 - Bresson, Isère, 21 mars 1917) et sabordé au large du port austro-hongrois de Pola le 20 décembre 1914.

Le front occidental

La guerre de mouvement (d'août à décembre 1914)

Le premier choc de l'été 1914 voit les deux camps tenter vainement d'appliquer les plans élaborés avant-guerre. Du 8 au 26 août, se déroulent les batailles dites « des frontières » qui se terminent par un repli général des armées anglo-françaises et belges. Le gouvernement français s'installe à Bordeaux. L'offensive allemande est stoppée par la contre-offensive de la Marne, du 6 au 9 septembre, grâce à Gallieni et la réquisition des taxis parisiens. Les troupes allemandes et françaises se livrent à une « course à la mer » en tentant de se déborder l'une l'autre par l'ouest. À la fin de 1914, le front se stabilise sur 800 km, en continu, de la mer du Nord à la Suisse.

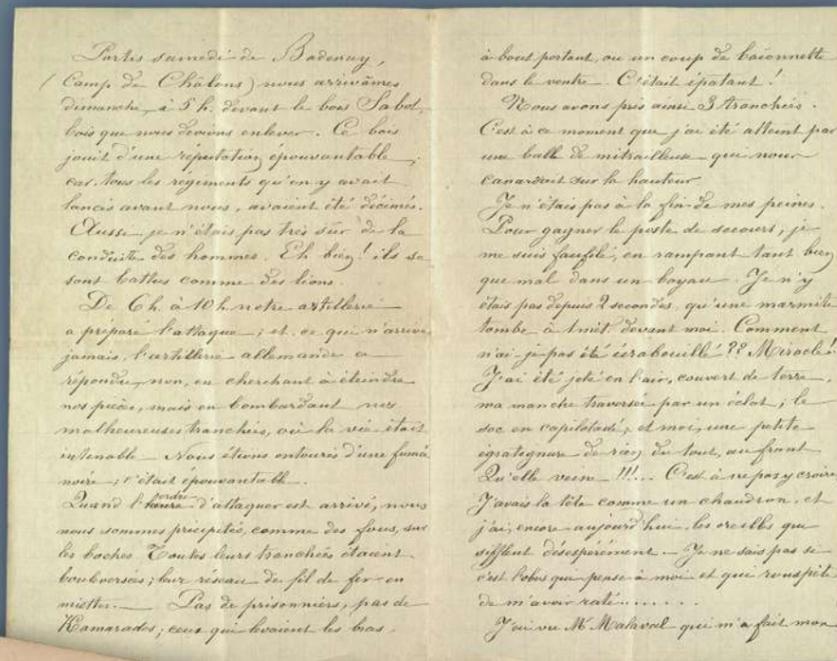
L'enlèvement du conflit (1915 à 1917)

Pendant trois longues années, les combattants s'enterrent sur place dans les tranchées, tapis face à face, parfois à 20 m les uns des autres comme en Argonne ou dans les Vosges. Les grandes offensives menées par les Franco-Britanniques en 1915 et 1916, pour rompre le front en Champagne, en Artois ou dans la Somme, se soldent par des échecs répétés ; aucun camp ne parvient à percer, seulement à « grignoter ». L'année 1917 est difficile. En avril, l'échec sanglant de l'offensive du général Nivelle au Chemin des Dames dans la plaine au nord-ouest de Reims, provoque des mouvements collectifs d'indiscipline, ou « mutineries », dans l'armée française.

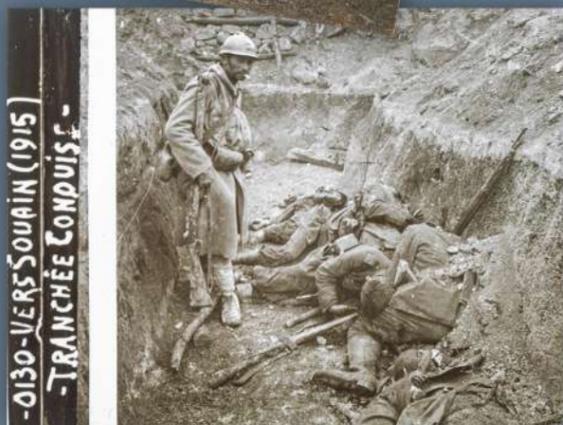
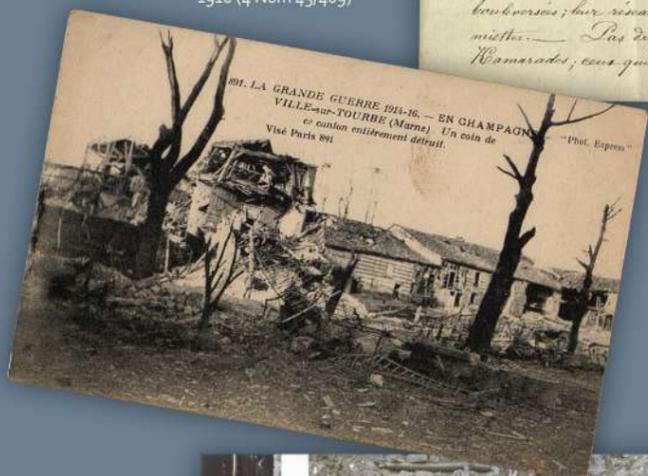
La reprise des grandes offensives en 1918

De mars à mai 1918, les Allemands, libérés du front russe, reprennent l'offensive et s'avancent jusqu'à 120 km de Paris. Leur progression dans les Flandres dans le but de réduire le saillant d'Ypres, menaçant ainsi directement les ports de ravitaillement de la Manche, échoue. De mai à juin, les succès alliés obligent Ludendorff à décider d'une ultime attaque dans le secteur de Reims. Depuis avril, les armées alliées sont sous le commandement unique de Foch. En juillet, le rapport des forces (effectifs, matériel) leur redevient favorable grâce à l'arrivée progressive des troupes américaines. Elles reprennent l'initiative en Champagne jusqu'à la Marne : pour la première fois, les Allemands se replient derrière l'Aisne. Les victoires des Alliés se succèdent, repoussant les troupes ennemies désorganisées. Ludendorff démissionne en octobre et les négociations d'armistice s'accroissent alors que les Américains franchissent la Meuse le 5 novembre. La Révolution éclate en Allemagne et Guillaume II abdique le 9 novembre. L'armistice est signé le 11 novembre 1918 à Rethondes, dans la forêt de Compiègne.

Extrait du récit de Joseph Maraval, d'Albi, 15^e RI, de la prise de trois tranchées lors de l'attaque du 7 mars 1915 au Bois Sabot (dans le secteur de Perthes-lès-Hurlus) au cours de laquelle il est blessé (lettre à son oncle, [1915], 4 Num 140/16)



Carte envoyée par un cousin au front à Louis Fabre, à Graulhet, 3 novembre 1916 (4 Num 45/409)

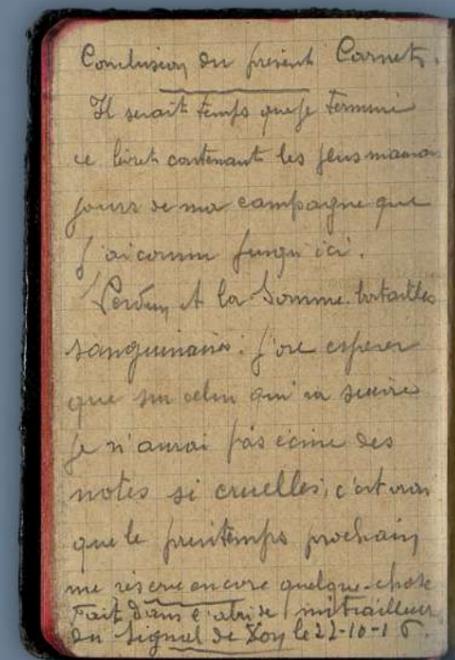


Photographie stéréoscopique, 1915 (5 Fi 28/19)

Perthes-lès-Hurlus (Marne, Champagne)

Les villages de Perthes-lès-Hurlus, Tahure, Hurlus, Ripont et Le Mesnil-lès-Hurlus forment un des secteurs du « Front de Champagne ». Ils sont détruits et leur territoire est converti en terrain militaire, le camp de Suippes, à l'issue de la Première Guerre mondiale. Les divisions du XVI^e corps d'armée y sont envoyées début mars 1915 et s'y distinguent lors des attaques du Bois Sabot, en défendant les secteurs de Beau-séjour et de Perthes-lès-Hurlus.

Carte postale envoyée par Henri Danizan, 20 juillet 1916 (4 Num 45/240)



Carnet d'Édouard Magne, du Ségur, 170^e RI, 22 octobre 1916 (1894-1917, 4 Num 18/80)

« Verdun et la Somme, batailles sanglantes »

Verdun fait quelque 700.000 victimes françaises et allemandes, morts, disparus ou blessés. C'est le 21 février 1916, à 7h30, que les Allemands attaquent les positions françaises au nord et à l'est de Verdun. Ce jour-là, un million d'obus sont tirés. Pétain, appelé par Joffre, organise la défense de Verdun. Chaque semaine, 90.000 soldats arrivent dans les camions qui empruntent la route de Bar-le-Duc à Verdun, la Voie sacrée. Par rotation et à différentes périodes, près des trois quarts du total des divisions de l'armée française ont combattu à Verdun. Celles du XVI^e corps d'armée, après un séjour dans le Soissonnais, y sont envoyées et s'illustrent dans la défense du Fort de Souville et la conquête de Thiaumont. La bataille se prolonge jusqu'en décembre 1916.



Les tranchées, lignes de vie et de mort

En septembre 1914, les Français creusent spontanément les premières tranchées après la bataille de la Marne pour se mettre à l'abri. Devenues systématiques et mieux équipées, elles transforment la Grande Guerre en une longue guerre de siège.

Le réseau des tranchées comprend plusieurs lignes distantes de quelques centaines de mètres, reliées par des « boyaux » sinueux pour éviter les tirs d'enfilade. La première ligne est la plus dangereuse car elle est organisée pour le combat. La tranchée est creusée à une profondeur d'environ deux mètres, elle est surmontée d'un parapet de sacs de terre. Elle comprend des banquettes de tir, des excavations pour abriter les hommes et les munitions, une casemate pour la mitrailleuse. Elles sont reliées à des tranchées de soutien qui forment la deuxième ligne, elle-même raccordée à une tranchée de réserve. Des petits postes d'observation pour les guetteurs précèdent la première ligne.

Les parois sont consolidées par des fascines et le sol est recouvert de paille ou de rondins de bois.

Le *no man's land* est le terrain qui sépare les tranchées des deux camps. Il est recouvert de fils barbelés et de pieux et se retrouve jonché de cadavres à la suite des attaques.

« Hier soir à 8 h nous sommes montés en 1^{ère} ligne, nous avons pour 1 h 1/2 de chemin, et tout le temps dans des boyaux. Il y en a de larges, d'autres d'étroits, que nous y passons tout juste. Un ivrogne ne tomberait pas, du moins sur les côtés. Il y en a de profonds, d'autres pas trop, mais en général nous sommes à l'abri. C'est nos rues maintenant. Tous sont baptisés : boyau Lorrain, Central, Boscarl Sourl, du Nord, du Midi... » (lettre de Casimir Baduel, du Verdier, à sa mère, 2 avril 1915, dans le secteur de Somme-Tourbe).

Le système des tranchées rend difficile leur approvisionnement ainsi que les déplacements des troupes et du matériel. Il contribue à façonner une mentalité particulière : la guerre devient une âpre lutte de petites unités, où des hommes solidaires s'accrochent à la terre ou essaient de gagner un boyau moins exposé.

MOTIF DE LA CITATION

« Jeune Officier, énergique et brave. A vigoureusement entraîné sa Compagnie à l'attaque du 24 Octobre 1916. S'est emparé de la tranchée ennemie malgré une vive résistance. Tombé glorieusement en se portant en avant de la tranchée pour repousser une contre-attaque. »

Le Général, Commandant la 2^e Armée
Signé : Guillaumat



Photographie s.d. et extrait de la citation à l'ordre de l'armée en 1917 de Charles Alric (Montauban, 17 janvier 1894 - Haudrenant, Meuse, 24 octobre 1916), sous-lieutenant au 11^e RI (4 Num 188/8, 1694)

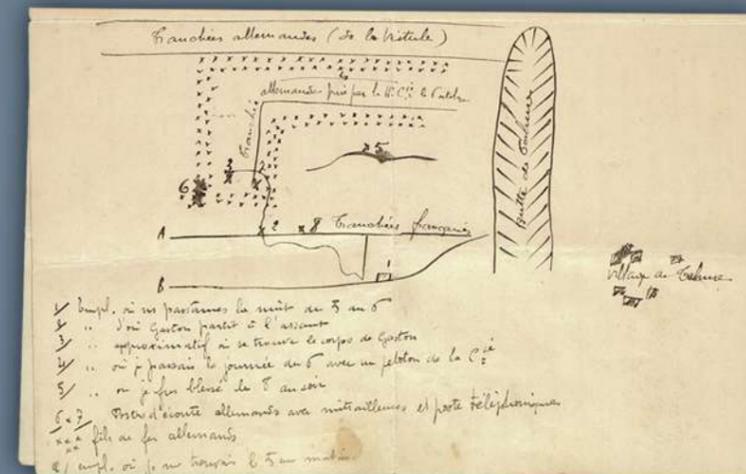
Les tranchées s'équipent de liaisons téléphoniques par fil. Le téléphoniste transmet les observations des guetteurs et patrouilles, reçoit les ordres et communique avec l'artillerie, 1915 (4 Num 184/4)



Photographies de Joseph Teisseire, [1915-1916] (4 Num 43/116, 178). « 12^e cuir[assé]. Dans la tranchée de 1^{ère} ligne. De gauche à droite. Moi. [Sous-lieutenant] La Hamayde de Bast, casques blanchis, la craie. Fil de fer tendu sur la tranchée pour empêcher les Boches d'y descendre. En avant de Thuizy (Marne) contre la route de Norroy »

Carte-photographie de Pierre Gaubert, de Villefranche-Lauragais (Haute-Garonne), dans les tranchées, s.d. (4 Num 214/152)

Dessin des tranchées où est tué Gaston Bringuier (Salmiech, Aveyron, 17 avril 1890 - Tahure, Marne, 6 octobre 1915), 122^e RI, 19 octobre 1915 (4 Num 54/9)



Les colonies dans la guerre

Ces jours-ci, il paraît que les troupes noires (les Hindous) viennent nous renforcer. Il me tardent de les voir sur le front de la bataille pour voir l'effet qu'il feront aux Alboches. Il paraît qu'ils combattent avec le couteau entre les dents.

(carte postale de Noël Puech, de Saint-Juéry, à sa fiancée, Marie-Rose Rieunié, novembre 1914, 4 Num 2/30)

L'idée de Charles Mangin, développée dans son livre « La Force noire », de recourir aux colonies afin de pallier la faiblesse démographique de la métropole, s'impose après les lourdes pertes de l'année 1914. L'état-major français organise un recrutement « volontaire » à partir de 1915. Les colonies françaises fournissent 465.000 hommes, dont 66.000, soit 15 %, meurent pour la France. À peine débarqués à Sète ou à Marseille, formés à la hâte, les soldats des contingents coloniaux sont envoyés au front. Ils sont confrontés au changement de climat, au froid, à l'angoisse du déracinement. Les tirailleurs, les spahis algériens, marocains et sénégalais s'illustrent lors des batailles de la Somme ou de Verdun et dans la reprise du fort de Douaumont.

Leur participation à la défense de la France ne débouche pas en 1918 sur la remise en cause du système colonial et l'obtention de l'égalité des droits avec les Français.

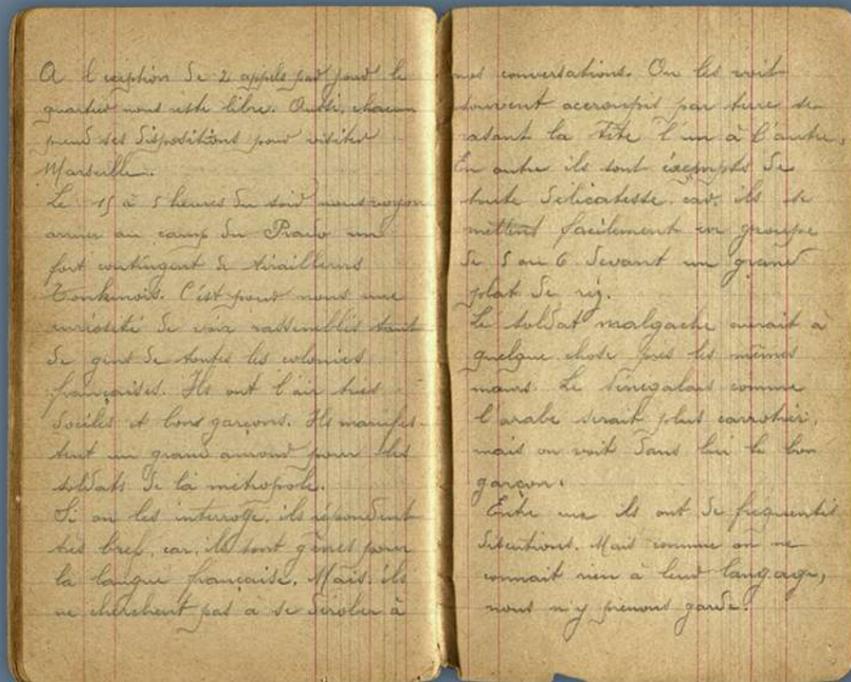


4 Num 214/181



Carte-photographie du 21^e bataillon sénégalais, 14 juin 1917 (4 Num 94/9)

4^e livre ou carnet de campagne de Joseph Dalbis, de Gaillac, 15 septembre 1916 (4 Num 143/143-144). Dans cet extrait, Joseph Dalbis est à Marseille dans l'attente de son embarquement pour Salonique.



Les animaux, valeureux auxiliaires

La dernière guerre de la cavalerie

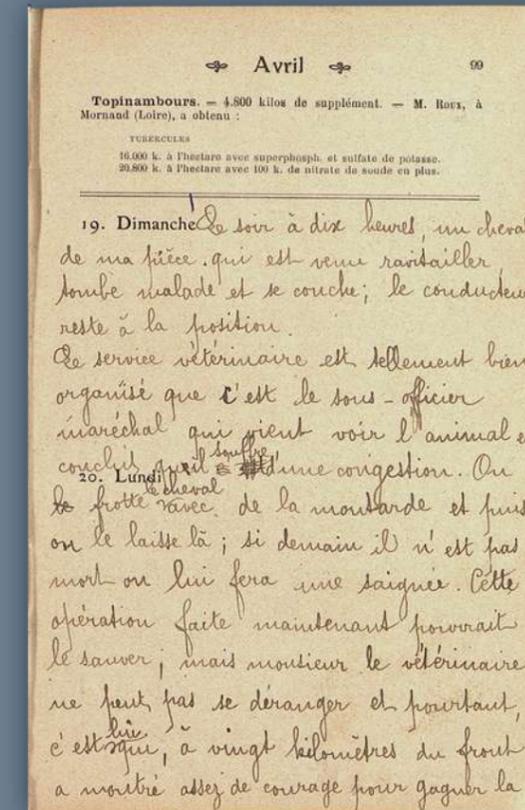
Achetés par le service des remotes de l'Armée, réquisitionnés auprès de leurs propriétaires ou importés d'Amérique du Nord et d'Argentine, les chevaux, ânes et mulets sont 11 millions à être enrôlés durant la guerre.

En 1914, les régiments de cavalerie comptent plus de chevaux que d'hommes. Dans tous les autres, des attelages tirent les voitures de pièces, munitions, matériels, vivres, ambulances, téléphone de campagne, courriers... Dans l'artillerie, 178 chevaux sont nécessaires pour tracter les pièces d'une batterie française de 4 canons de 75 mm.

Sur les champs de bataille, les bruits, les explosions, les cris, les odeurs de sang, la poussière soulevée, les gaz effraient et désorientent les chevaux, quand ils ne sont pas tués avec leurs cavaliers. Ils s'épuisent à porter ou à tirer, s'anémient faute de soins : leurs flancs deviennent creux, leurs dos sont blessés, leurs plaies suppurent. La guerre ne laisse pas le temps de les desseller, de les entretenir et encore moins de les panser. Ils meurent en masse et les pertes représentent au total les 2/5 des animaux incorporés.

En première ligne lors des batailles de l'été 1914, les charges au galop sont rapidement brisées par l'emploi des mitrailleuses et deviennent inutiles dès la fin de la guerre de mouvement. Avec le développement de la motorisation, des chars blindés et de l'artillerie lourde, les chevaux sont uniquement employés pour assurer des liaisons et des opérations de reconnaissance.

Le dernier régiment à cheval de l'armée française est dissous en 1962. Seules sont conservées les unités de cavalerie de la Garde républicaine.

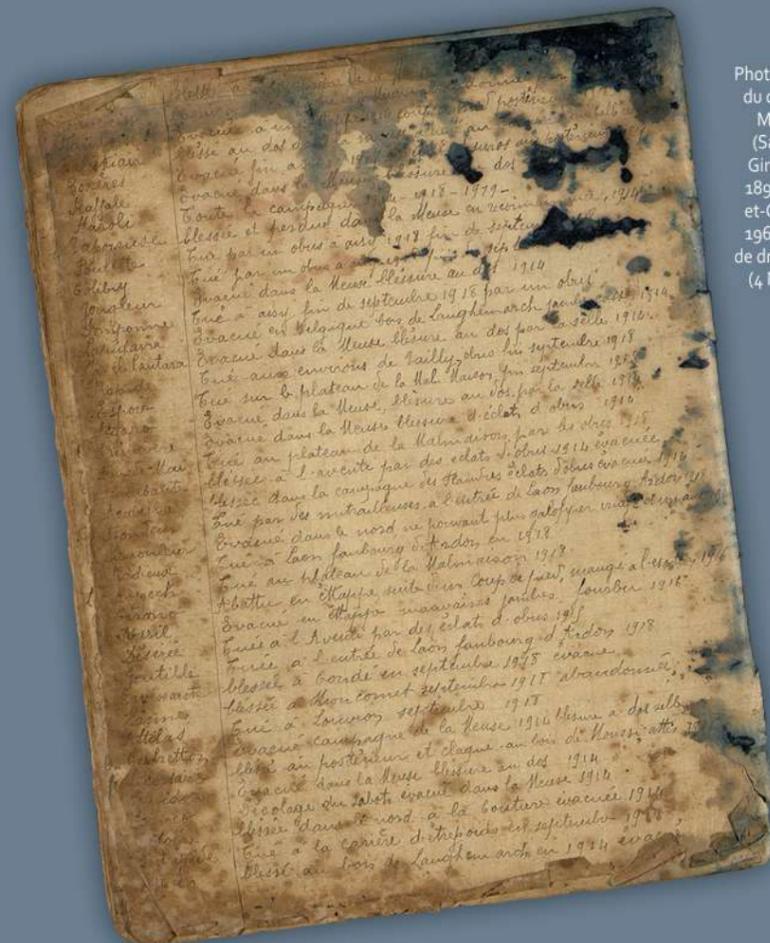


Page extraite du carnet de campagne d'André Pons, 56^e régiment d'artillerie, dans le secteur de Verdun, 28 mai 1917 (4 Num 120/964)



Crin du cheval Pompon, conservé sa vie durant dans son portefeuille par Roger Barthès, de Castres, s.d. (4 Num 121/1)





Photographie et extrait du carnet de Thomas Maurice Deyriard (Savignac d'Auros, Gironde, 31 octobre 1892 - Meilhan, Lot-et-Garonne, 20 mars 1966) au 7^e régiment de dragons (1912-1919) (4 Num 21/25 et 49)



Photographie de Joseph Teisseire : « Tranchées de Champagne. Mai 1926. Ma chienne Bobette montée sur le parapet du boyau, intriguée par le bruit des obus » (4 Num 43/194-195)



Vies de chiens

Patrouilleur, ambulancier, sentinelle, ravitailleur, agent de liaison, détecteur de gaz asphyxiant, chasseur de rats dans les tranchées ou compagnon de vie, le chien a différentes fonctions. En août 1914, 205 canidés sont sur les rangs français. Ils obtiennent un statut par une instruction ministérielle de novembre 1915.

Carte de Joseph Guy, de Lacaze, à son épouse, s.d. (4 Num 47/54). Les chiens sont beaucoup utilisés pour porter des messages ou du matériel (type bandages) dans les tranchées, par exemple par la Croix-Rouge.



Photographie stéréoscopique de Joseph Cabayé (Carcassonne, 1889 - Lamothe, 1956) à Salonique avec une chienne sauvage dressée par ses soins, s.d. (4 Num 138, plaque de verre 48)



Carte de Marius Delmas, de Saint-Sulpice, à ses parents, 6 novembre 1915 (4 Num 122/2-3)

À tire-d'aile

60.000 pigeons sont utilisés par l'armée française pendant la Première Guerre comme agents de liaison et de transmission. D'abord élevés et dressés dans des colombiers militaires, fixes ou mobiles, ils sont ensuite emmenés dans des cages en première ligne dès qu'ils sont jugés opérationnels. Ils sont libérés chaque fois qu'il y a un message à transmettre à l'arrière. Les séparer de leur conjoint, resté au colombier, garantit leur retour. Certains seront même équipés d'appareils photo miniaturisés.

Leur emploi s'amplifie à partir de 1915 grâce au recours aux colombiers civils. Le plus célèbre d'entre eux est Vaillant, logé au colombier de Verdun, qui est le seul à revenir du fort de Vaux sur le point de tomber aux mains des Allemands le 7 juin 1916, privé d'eau et de tout moyen de communication. Blessé, atteint par les gaz asphyxiants, il survit grâce à des soins attentifs et obtient une bague aux couleurs de la Légion d'honneur, il meurt en 1937.



Chers parents, étant de passage dans une ville, je me suis fait photographier avec mon chien et les copains car depuis 4 mois, j'ai un petit Loulou et très gentil.

(carte de Marius Delmas, ci-dessous)



« Lâchers de pigeons à Quennevières. Avril-août 1916 », photographies de Joseph Teisseire (4 Num 43/170, 176)

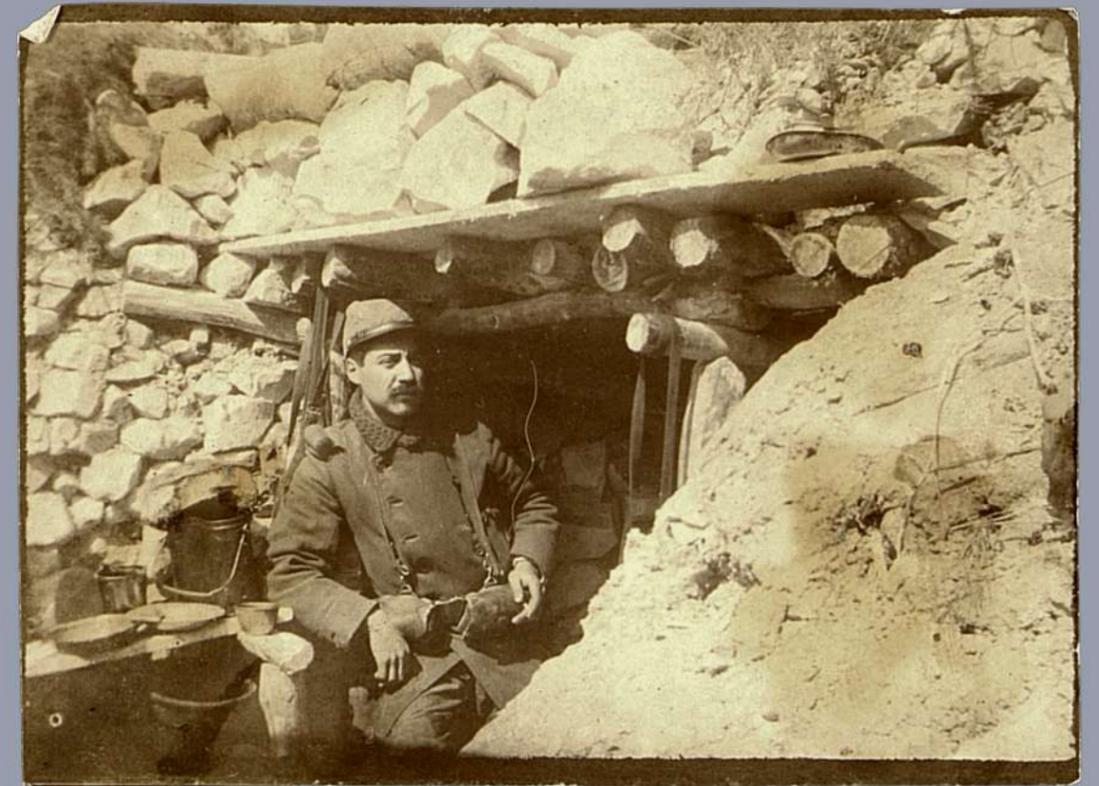
Photographie de Joseph Teisseire prise à Tigéry en août 1915 (4 Num 43/111). De gauche à droite, Laval, maréchal-ferrant, montant Méditation (réquisitionnée), Baillaillou, 2^e classe, montant Marcheur (réquisitionné), Ferrié, sellier, montant Galet (américain) et Duffieux, 2^e classe, montant Mauviette (réquisitionné)



La vie au front

« Quel métier ! (...) Boue sur le corps, boue sur les âmes lasses ! ici, c'est bien "jusqu'aux boues" ! »

(lettre de Jean Rieux, d'Albi, à ses parents, [1916], 4 Num 1/388)



Photographie de Julien Rouchès
(Paris, 7 novembre 1885 - Marseille, 22 novembre 1971), 245^e RI, s. d. (4 Num 369/86)

Être en première ligne

La zone des armées, sous contrôle des militaires, suit la ligne de front et s'étend sur cent kilomètres, en arrière des tranchées. Elle comprend la zone avancée avec la ligne de feu, les positions de l'artillerie, le ravitaillement d'échelon et les postes de commandement des régiments, la zone réservée située à l'arrière immédiat où les unités viennent au repos, et l'arrière encore plus éloigné, où sont établis les quartiers généraux des armées.

Chaque secteur du front, qui divise perpendiculairement le territoire de la zone des armées, est sous la responsabilité d'un corps d'armée ou d'une division. Les compagnies de deux cents hommes sont maintenues une dizaine de jours en première ligne avant d'être relevées pour passer en réserve ou aller au repos, rétablir les effectifs si les pertes ont été importantes : « C'est comme auparavant, nous sommes en réserve pour douze jours et puis nous ferons douze jours de première ligne » (lettre d'Augustin Marty, de Saint-Cirque, à son épouse Émilie, 5 mars 1918). Les nombreux changements de lieu et de secteur se font d'abord à pied, puis en camion ou en train.

L'unité de référence pour chaque homme est l'escouade. Il s'y sent d'autant mieux qu'il y retrouve une connaissance, un « pays » : « Je me trouve avec Raynaud, le beau-frère à Mourrel, et suis à son escouade. Je suis enchanté de mon changement, me trouvant avec des camarades d'Albi et de Saint-Juéry » (carte de Paul Martin, de Valdèriès, 215^e RI, à son père, 13 décembre 1914). L'escouade obéit à un caporal qui rend compte à un sergent, commandant deux escouades. Le sergent reçoit à son tour ses ordres d'un lieutenant ou sous-lieutenant.

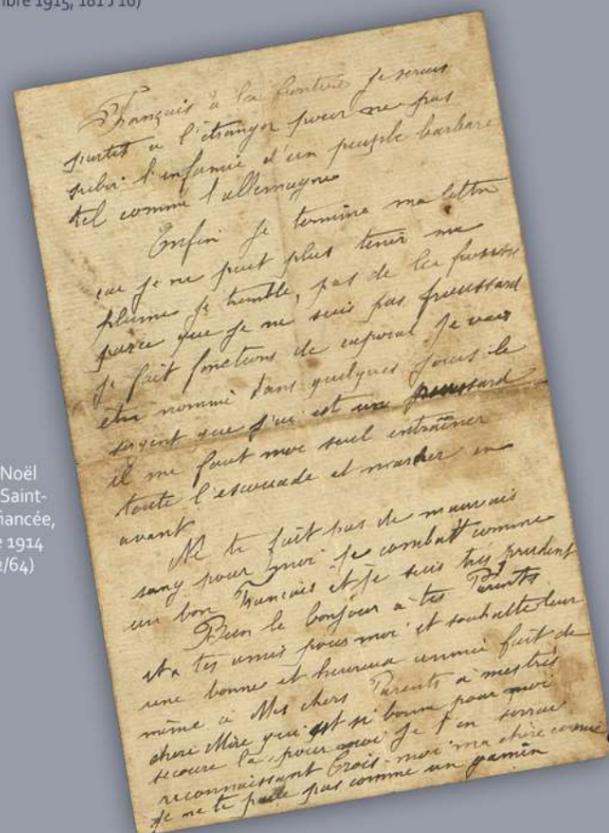
Quelques lettres évoquent des rapports entretenus avec la hiérarchie militaire, qui ne sont pas toujours empreints de respect et d'admiration : « Je ne resterai probablement pas longtemps à la compagnie de mitrailleuses car notre capitaine est une brute avec qui je ne m'entendrai pas longtemps » (lettre de Camille Puech à ses parents, 1^{er} février 1916).



Vue stéréoscopique d'un boyau dans la boue des Eparges, s. d. (5 Fi 28/8)

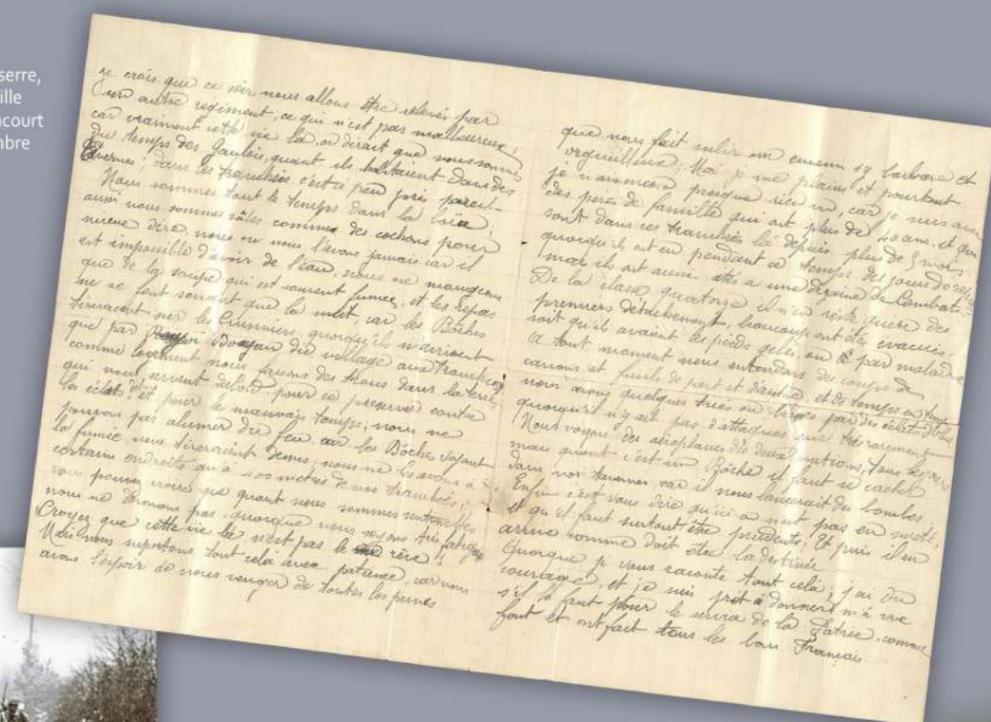
J'ai lu un article de Clémenceau qui disait que nous étions – en parlant des Poilus – des lions conduits par des ânes... Malheureusement, il y a du vrai, parce qu'il y a des officiers, c'est triste de le dire, mais c'est la vérité, qui sont incapables.

(lettre de Casimir Baduel à sa mère, 13 septembre 1915, 181 J 16)



Carte de Noël Juéry, à sa fiancée, novembre 1914 (4 Num 2/64)

Lettre de Romain Lasserre, du Verdier, à la famille Baduel, écrite à Bettincourt (Argonne), 27 décembre 1914 (181 J 34)



Vue stéréoscopique du déplacement à pied d'une unité en Artois sous la neige, s. d. (5 Fi 28/27)



« Je t'envoie un petit groupe de mes camarades (...), ceci est fait dans le Bois de Récicourt au bivouac » (Meuse) (carte de Pierre Gaubert, de Villefranche-de-Lauragais, Haute-Garonne, s. d., 4 Num 214/146)



Les lettres et carnets décrivent « une pénible existence » selon Antoine Pasquine, de Poueyferré (Hautes-Pyrénées), d'après conditions de vie et un qui-vive permanent : le feu de la mitraille, les explosions d'obus ou de mines, les corvées de nuit, les tranchées transformées en bourbiers par la pluie, le froid, les privations d'eau et de sommeil, les difficultés de ravitaillement, d'évacuation ou les retards dans les relèves.

Le nombre des cadavres et l'urgence des combats ne laissent pas le temps de leur procurer une sépulture individuelle, au mieux sont-ils enroulés dans un sac et enterrés dans un trou d'obus ou une fosse commune, au pire laissés entre les lignes ou au bord d'un chemin.

Dans les tranchées, se laver, se débarrasser des poux et des rats, faire la lessive est difficile voir impossible. Après la bataille de Craonne : « Nous sommes restés vingt jours sans nous laver ni changer de linge, aussi vous pouvez juger si on était propres, on aurait dit de vrais sangliers » (lettre d'Ernest Bosc, de Lacaune à M. Julien, instituteur à Vabre, 27 avril 1917).

Il faut attendre d'être à l'arrière, dans les cantonnements de repos, camps correctement aménagés ou simples fermes abandonnées : « Nous avons été prendre une bonne douche ce matin, à 2 km environ de la ligne de feu. De bons abris souterrains ont été aménagés en même temps qu'une salle de douche. On se croirait en ville » (lettre de Camille Puech, de Saint-Martial en Aveyron, à sa famille, 4 juin 1915).



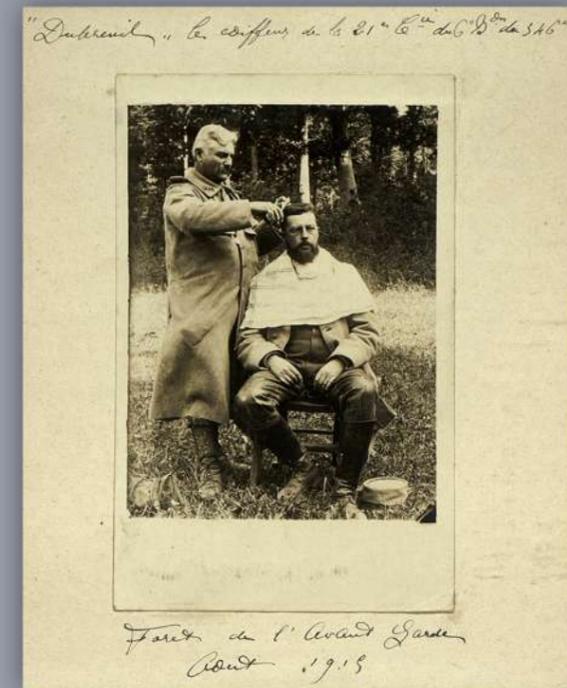
Photographie de douches en Argonne, 1915 (2^e album de Jean Augé, 4 Num 108/373)

Secteur de Mesnil le Hurlus - 17 juin 1915 -
 Bon Papa. Bonne Maman. Chère Henriette -
 C'est moi et moi qui vous écrits. Gabriel vient de partir à la corvée d'eau. Il n'a d'ailleurs qu'une semaine de service. Les nuits sont pénibles. Les quelques heures de loisir dans il peut disposer sont abîmés par les employés à dormir... nous avons besoin de repos il pourra vous admettre la parole ainsi que je vous l'ai dit, nous occupons un nouveau secteur qui semble l'ancien mais change de nom. Le soir nous sommes au même endroit - mais nous avons appuyé de 100 m. à gauche les tranchées sont infectes, remplies de cadavres mal recouverts, ce qui est très désagréable pour que trop tard - les moules comptent par millions. Il nous donnent nous les aliments après avoir vu de cadavres - la situation est vraiment horrible. À côté de cet inconvénient, il y a celui de l'odeur insupportable - "Nalye"

Lettre de Camille Puech à sa famille, dans le secteur du Mesnil-lès-Hurlus (Marne), 18 juin 1915 (4 Num 55/160)

Jeudi, 17 avril 1915
 Chère Adeline
 Ce matin j'ai reçu une lettre de maman du 8 avril, me disant que vous aviez reçu la lettre de maman du 11 mars. Hier j'en ai reçu 2 du 11 et 12 avril c'est à n'y rien comprendre comment marche le service... Je pourrais se passer tranquille etc, en résumé, vous n'avez qu'à manger et dormir. Tout cela nous en profitons bien.
 Il y a un coiffeur dans la C^o qui vous coupe les cheveux - après chaque police tardive, il faut nettoyer la tondeuse, rapport à la fois que nous avons dans le bureau. Le lieutenant a fait un rapport au colonel sur les jours. Presque tous et même tous vous en avez le colonel a fait appeler le major qui a dit : "Qu'il fallait nous envoyer en arrière afin de pouvoir bien nous mettre en combat j'ai causé avec Jacob qui avait reçu lettres du Verdier, il est va bien et pour le moment est très content. J'aurais bien d'une chance pour que quand on sera en arrière je puisse changer et laver celle que je porte"

Lettre de Casimir Baduel à sa sœur Adeline, secteur de Somme-Tourbe (Marne), 17 avril 1915 (181 J 16)



Pierre Fau, de Castres, coiffé par Dubreuil, 346^e RI, août 1915 (4 Num 338/16)



Carte-photographie de Maurice Deyriard, de Savignac d'Auros (Gironde), 7^e régiment de dragons, s.d. (4 Num 21/68)

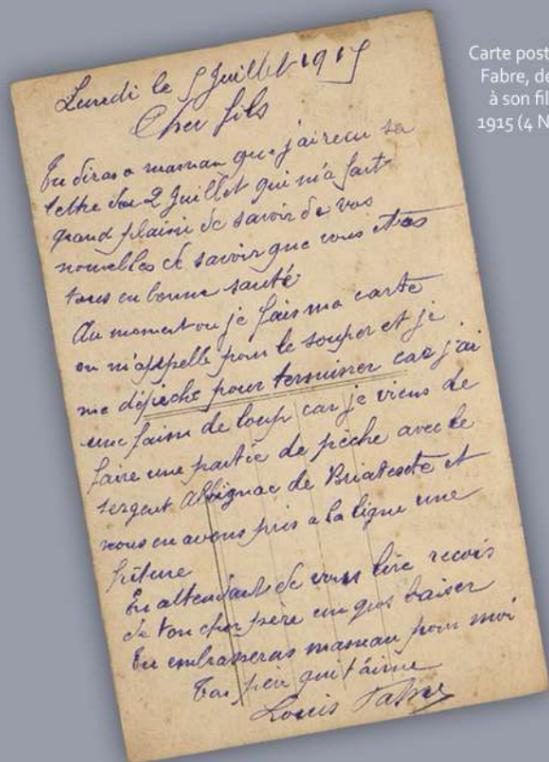
« L'attaque », carte postale d'un dessin de Gabard envoyée par Roger Barthès, de Castres, s.d. (4 Num 12/27)

Se nourrir

Le ravitaillement reste sommaire. La nourriture arrive souvent froide dans la tranchée. La cuisine roulante, utilisée à partir de 1915, prépare la soupe, le « jus » (café), des ragoûts à base de bœuf, de mouton, de porc avec des fayots, des pommes de terre, des pâtes ou du riz : « Deux fois par jour, plutôt par nuit, nous recevons la visite des cuisiniers qui nous apportent vin, café, eau-de-vie, chocolat, camembert ou confiture, viande et légumes, mais froids. Ces derniers ne sont pas très variés : riz 9 fois sur 10 mais nous ne faisons pas de cheveux » (lettre de Camille Puech à ses parents, 8 avril 1915)). Les soldats consomment de grandes quantités de pain. Ils découvrent le bœuf braisé en boîte, le « singe ». Les rations sont accompagnées du pinard bu au bidon ou au « quart ». De la gnôle est fournie avant les attaques et les assauts.

Les soldats bénéficient de la part de l'Armée de distributions exceptionnelles à l'occasion des fêtes du 14 Juillet et des réveillons de Noël et du Nouvel An.

Les périodes de repos leur permettent aussi d'améliorer et de varier leur alimentation. Ils partagent avec des copains les victuailles reçues dans leurs colis ou se paient un repas dans un café ou restaurant situé près de leur cantonnement : « Ne te chagrine pas, je ne me fais pas du mauvais sang, tous les soirs je sors avec Pautte et Brandouin, de temps en temps nous soupions en ville. Hier, l'après-midi, je suis allé à la pêche mais je n'ai rien pris, à 5 heures, je suis allé manger une salade avec mon camarade et Brandouin » (carte postale de Noël Puech, de Saint-Juéry, à sa fiancée, depuis les Vosges, 25 décembre 1914). Quand elles existent, les coopératives permettent de s'approvisionner en denrées, vins et objets divers moins chers qu'auprès des commerces : « Ici en ligne, nous avons des coopératives à proximité et il nous manque rien. Journaux tous les soirs » (lettre de Casimir Baduel à son frère Raymond, 8 janvier 1918). Ils se promènent dans les bois où ils ramassent des champignons, braconnent ou bien partent à la pêche.



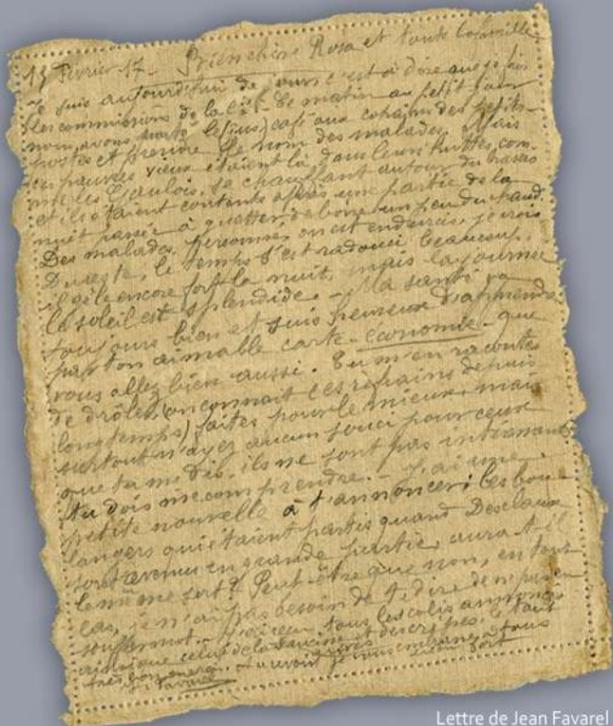
Carte postale de Louis Fabre, de Graulhet, à son fils, 5 juillet 1915 (4 Num 45/258)



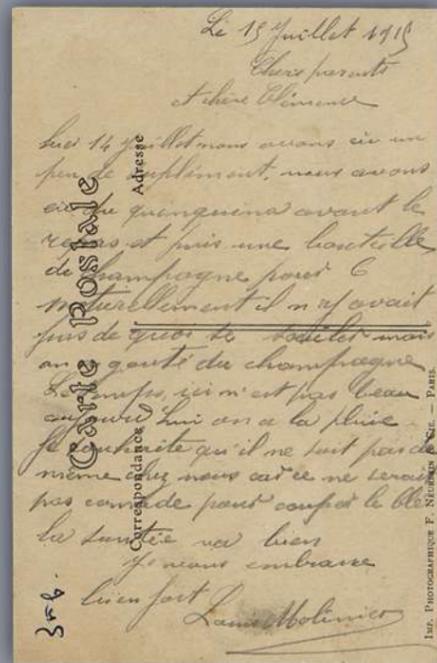
Photographie prise par Joseph Teisseire du cuisinier du 4^e peloton, Gayte, à Tigery (Essonne), 16 août 1915 (4 Num 43/174)



« Voilà les poilus à distribuer la soupe », s.d. (fonds des familles Cabrol-Regus, 4 Num 41/25)



Lettre de Jean Favarel à son épouse, 15 février 1917 (4 Num 50/61)



Carte de Louis Molinier, d'Amarens, à ses parents et à Clémence, 15 juillet 1915 (4 Num 75/67)



Menu du dîner de Camille Puech, 5 mars 1916 (4 Num 55/288)



Carte-photographie de Maurice Devriard, de Savignac d'Auros (Gironde), 7^e régiment de dragons, s.d. (4 Num 21/69)

Le sort des blessés

Le début de la guerre est marqué par l'improvisation et l'évacuation systématique vers des hôpitaux lointains, laissant le temps aux plaies de s'infecter. Peu à peu, la mise en place d'une véritable chaîne de santé, avec réseau de structures sanitaires et tri en fonction de l'urgence chirurgicale, permet au Service de santé de l'armée d'être plus efficace et de sauver des vies.

Au plus près des combats, les blessés rejoignent par leurs propres moyens, ou bien évacués par des brancardiers, les postes de premiers secours. Ils y reçoivent les premiers soins et sont orientés, quand ils sont évacuables, vers une ambulance intermédiaire ou de secteur. Le médecin-major et ses aides, médecins auxiliaires (mobilisés) et infirmiers traitent les cas extrêmes et les blessés intransportables tandis que les autres rejoignent, par voie routière, des hôpitaux d'évacuation. Situés hors de la zone des combats, ils prennent le relais en tant que centres de soins et de régulation. Ils envoient à leur tour des blessés, acheminés par des trains sanitaires, dans les hôpitaux de l'arrière, dans la zone de l'intérieur.

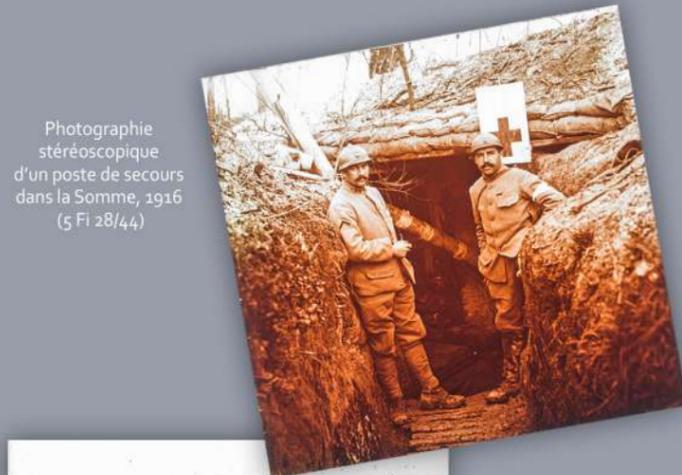
Si de nombreux soldats sont hospitalisés pour soigner leurs pieds gelés lors du premier hiver, 70 à 80 % des blessures sont dues au feu de l'artillerie qui défigurent les visages et arrachent les membres. Le corps médical doit choisir sans cesse entre conserver et réparer ou bien amputer.

Les explosions d'obus ou de mines, le pilonnage incessant, les gaz sont aussi à l'origine de troubles nerveux, de surdité, de la perte de vue et des principaux traumatismes psychologiques qualifiés par les médecins de l'époque de « commotions » ou d'« obusite ».

Pendant la Première Guerre mondiale, la médecine connaît de grandes avancées en matière de chirurgie et psychiatrie de guerre. Les techniques de greffe et de prothèse en particulier progressent.

L'hôpital offre un répit et certains soldats se sentent « chanceux » d'être blessés : « Je ne sais pas comment l'on s'en sortira ; j'ai l'espoir d'être blessé de nouveau » (lettre de Paul Iché, de Viane, 15^e RI, 5 mars 1915).

Au total, ce sont quatre millions de soldats français qui sont blessés, dont la moitié à deux reprises.



Photographie stéréoscopique d'un poste de secours dans la Somme, 1916 (5 Fi 28/44)



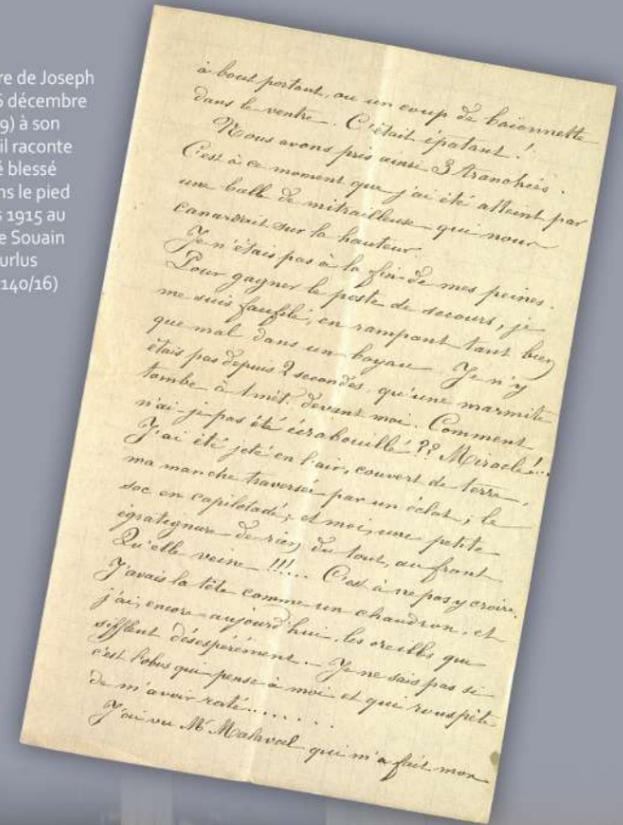
Photographie stéréoscopique de l'évacuation de blessés du Bois des Loges (au sud de la commune de Crapeaumesnil, Oise), s. d. (5 Fi 28/38)



Provins Combres, de Lisle-sur-Tarn, service auxiliaire puis 16^e escadron du train [1917-1918] (4 Num 181/3)

Aussi la décision du chirurgien est bientôt prise. Il me propose de me débarrasser de mon pied gauche. Et le 6 mars, je repasse sur le billard à l'effet de l'opération projetée. Quatre éclats de grenade sont extraits de ma jambe et le pied tombe.

(lettre de Joseph Dalbis, de Gaillac, 44^e RIC, grièvement blessé le 4 décembre 1916 et amputé à l'hôpital de Salonique le 6 mars 1917, 4 Num 143/197-198)



Extrait de la lettre de Joseph Maraval (Albi, 16 décembre 1892-25 juin 1959) à son oncle, 15^e RI, où il raconte comment il a été blessé par une balle dans le pied gauche le 7 mars 1915 au Bois Sabot, entre Souain et Perthes-lès-Hurlus (Marne) (4 Num 140/16)



Carte envoyée par Joseph Guy, de Lacaze, à son amie, s. d. (4 Num 47/50)



Fiche de blessure ou de maladie d'Albert Deléris, de Brens, 81^e RI (4 Num 117/40). Cette fiche s'accroche sur un bouton du vêtement pour le transport dans les trains sanitaires.



Edouard Magne, du Ségur (2^e debout à gauche), hospitalisé à Vichy en 1915 (1 J 1442)

Être prisonnier en Allemagne

Un soldat sur dix aurait été fait prisonnier pendant la Grande Guerre. Devant ce phénomène de masse, notamment en Allemagne, les autorités militaires sont peu préparées et une administration des camps se met lentement en place.

Le soldat prisonnier perd son statut de militaire pour n'être plus que réduit et utilisé comme force de travail mobilisable. Dans les camps allemands, les prisonniers sont employés aux travaux agricoles (les deux tiers), forestiers et dans les mines de sel : « Sur la dernière carte, je t'avais dit que je partais travailler, je suis donc dans une mine de sel. J'aime bien ces voyages par ascenseurs. Je me crois au grand magasin du Louvre » (carte de Sylvain Oziouls, de Lamillarié, prisonnier au camp de Gefangenenlager Stendal en Allemagne, à Lydia Noyer, 23 janvier 1916). Les premières dispositions sur le traitement des prisonniers sont formulées dans les conventions de La Haye de 1899 et 1907. Dans les camps allemands, jusqu'à 13 nationalités différentes peuvent se côtoyer.

La vie de prisonnier dans le camp est monotone : « Les grands froids sont passés, le travail dans les champs recommence, et les jours se suivent bien monotones » (carte d'Éloi Gontié, de Lagrave, à Rose, blessé et fait prisonnier le 22 août 1914, interné à Dillingen en Bavière, 27 janvier 1918). Des soirées théâtrales, des messes, des parties de ballon ou de cartes sont organisées par les prisonniers une fois leur travail accompli. Ils souffrent le plus souvent des mauvaises conditions de logement, du manque de nourriture – les colis sont attendus avec impatience – et de soins médicaux insuffisants. Justin Gau, du Séquestre, fait partie des 2 à 15 % de prisonniers internés en Allemagne, décédés en captivité.

La Croix-Rouge crée l'Agence des prisonniers de guerre, pour l'échange des listes de prisonniers de guerre et des blessés entre les belligérants, et informer les familles pour savoir s'ils sont vivants et où ils sont internés. À partir de 1915, avec ses délégués et des personnels des ambassades des pays neutres, elle visite les camps. Au moment où ils sont faits prisonniers, les soldats n'ont pas de bagages et l'organisation du « Vêtement du prisonnier de guerre », autre émanation de la Croix-Rouge, est créée pour vêtir les militaires et les civils français et belges internés en Allemagne.

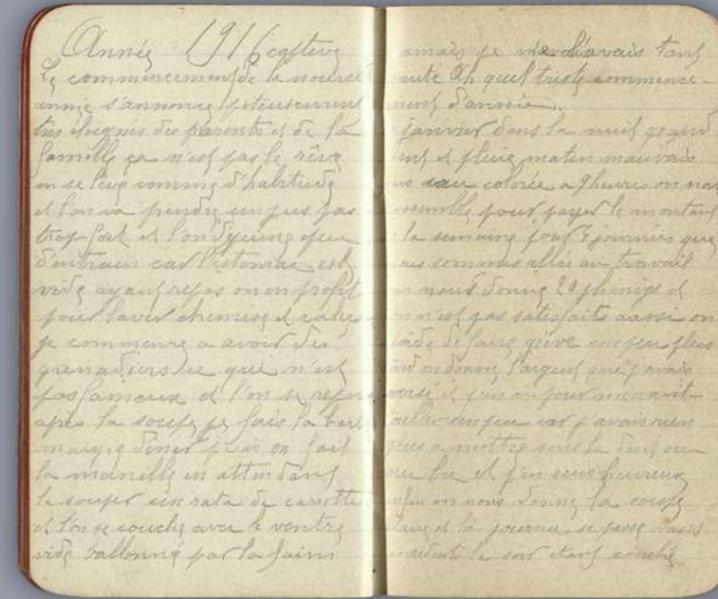
Carte-photographie du camp de prisonniers de Stuttgart, envoyée par Émile Fabre, 15 juin 1918 (4 Num 301/11)



Monument élevé à Giessen (Allemagne) par les prisonniers de guerre à leurs camarades décédés en captivité, 18 février 1918 (4 Num 222/228)



Carte-photographie de Gabriel Albert, des Martyrs (Aude), au camp d'Hameln-sur-Weser, près de Hanovre, [1915-1919] (4 Num 104/38)



Extrait du carnet de Justin Gau, du Séquestre, décrivant ses conditions de captivité dans le camp d'Hameln-sur-Weser, près de Hanovre, où il est interné depuis le 5 novembre 1915, 1916 (4 Num 137/58)



Carnet de compte des colis reçus par Joseph Balard, de Curvalle, 24 RIC, interné au camp de Méschede (Westphalie, Allemagne), 1916 (4 Num 84/25)

Carte de réponse de l'Agence des prisonniers de guerre de la Croix-Rouge française à Auguste Iché, de Viane, à la suite de la disparition de son fils, Paul Iché, 12 octobre 1915 (4 Num 153/109-110)



Carte-photographie d'un groupe de prisonniers au camp de Dülmen en Westphalie (4 Num 24/19-20). Premier à gauche, debout, Séverin Rustin, de Mirandol, 8^e RIC, fait prisonnier le 9 juillet 1916 à Barleux (Somme). Il reste à Saint-Quentin dans l'Aisne 5 jours avant de rejoindre l'Allemagne le 16 juillet 1916, où il demeure en captivité jusqu'au 15 janvier 1919.

Les liens avec l'arrière

« La guerre est trop longue. Le civil s'y habitue, mais ceux qui en supportent tout le poids en souffrent cruellement et ceux-là sont oubliés parfois. La guerre est devenue la chose la plus ordinaire. »

(lettre de Camille Puech, de Saint-Martial, Aveyron, à sa sœur Angèle, 18 avril 1916, 4 Num 55/91)



Justin Barthélémy,
de Monclar (Aveyron),
8^e régiment de hussards,
Léonie, son épouse, et Marc,
leur petit garçon, s.d. (4 Num 178/1)

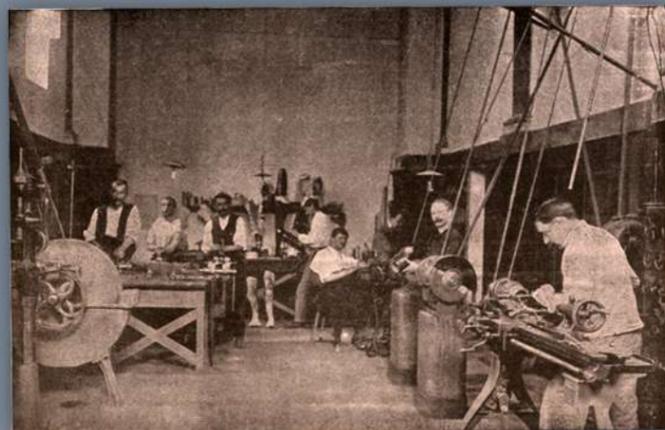
Surveiller et contrôler

Dès 1914, une peur de l'ennemi de l'intérieur et de l'espion se diffuse, aussi le contrôle policier est-il renforcé. La liberté d'opinion et de circulation est limitée. Pour avoir des informations sur le déroulement de la guerre, les civils doivent se contenter des communiqués officiels, du *Bulletin des communes* et de la presse, confrontée aussi à la pénurie de nouvelles. Mais les informations diffusées sont le plus souvent déformées et visent à véhiculer des messages patriotiques et à rassurer l'arrière. Les journaux et toutes les publications jugés nuisibles à l'intérêt national sont censurés depuis la loi du 5 août 1914 et examinés par une commission départementale de contrôle sous la tutelle du préfet. Au final, seuls les liens avec les soldats dans leur correspondance, pendant leur permission ou au cours d'un séjour dans un hôpital de l'arrière, permettent à leurs familles et aux civils d'avoir une vision moins déformée de la réalité de la guerre.

Soutenir

Dans le Tarn, diverses œuvres viennent en aide aux militaires et aux civils en fonctionnant par souscriptions et subventions. Elles sont autorisées par la commission départementale de contrôle des œuvres de guerre, installée à la préfecture (loi du 30 mai 1916). À Albi, sont créés entre autres le Comité de secours aux victimes de la guerre et l'Œuvre tarnaise des prisonniers de guerre, et à Castres, un Comité de secours aux victimes de la guerre.

Fondée le 5 septembre 1915, sous la présidence d'Eugène Espinasse, directeur des aciéries du Saut du Tarn et président de la chambre de commerce d'Albi, l'Œuvre de rééducation professionnelle des mutilés de la guerre est installée à l'hôpital n° 9, rue de la République à Albi. Son but est de ramener les soldats mutilés à la vie active en leur fournissant gratuitement les appareils de prothèse fabriqués dans son atelier, en les plaçant, appareillés ou non, dans leur ancienne profession, en les rééduquant dans un nouveau métier. Au 23 juin 1918, 354 mutilés ont reçu gratuitement des appareils de prothèse, 199 ont pu revenir à une profession grâce à leur appareil, et 133 ont été replacés dans leur ancienne profession ou admis dans une profession nouvelle, 174 ont été rééduqués. L'association est dissoute en décembre 1920 et l'atelier de prothèses fermé.



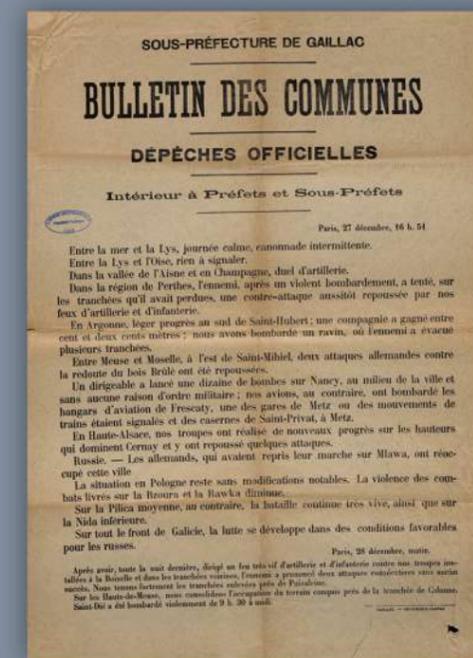
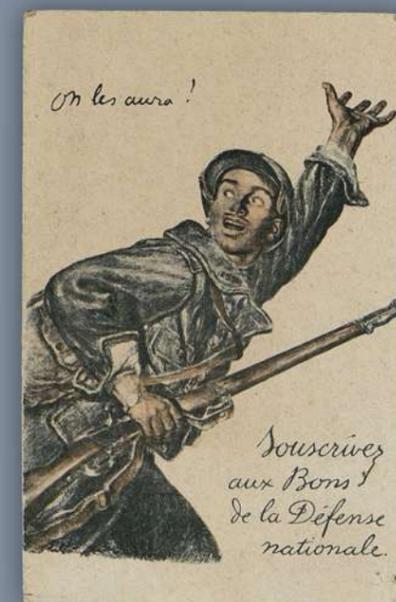
Bulletin annuel de l'Œuvre de rééducation professionnelle des mutilés de la guerre, n° 3, septembre 1917 - juin 1918 (10 R 41)

Emprunt et versement d'or pour la Défense nationale par Ludovic Fazeuilles, négociant à Brens, 1915 (4 Num 117/28 et 39)



L'État finance l'effort de guerre grâce aux emprunts auprès des particuliers. Au total, les Français vont donner près de 60 millions de francs-or pour subvenir aux besoins militaires du pays.

Carte postale reproduisant l'affiche d'Abel Faivre pour le 2^e emprunt de la défense nationale, qui reprend la formule de Pétain à Verdun : « On les aura ! », [1916] (4 Num 16/45)



Le *Bulletin des communes*, établi par le ministère de l'Intérieur, 27 décembre 1915 (10 R 154).

Sauf-conduit délivré à Jean Bérenguier par la mairie de Rabastens, 10 avril 1918 (4 Num 23/1378)



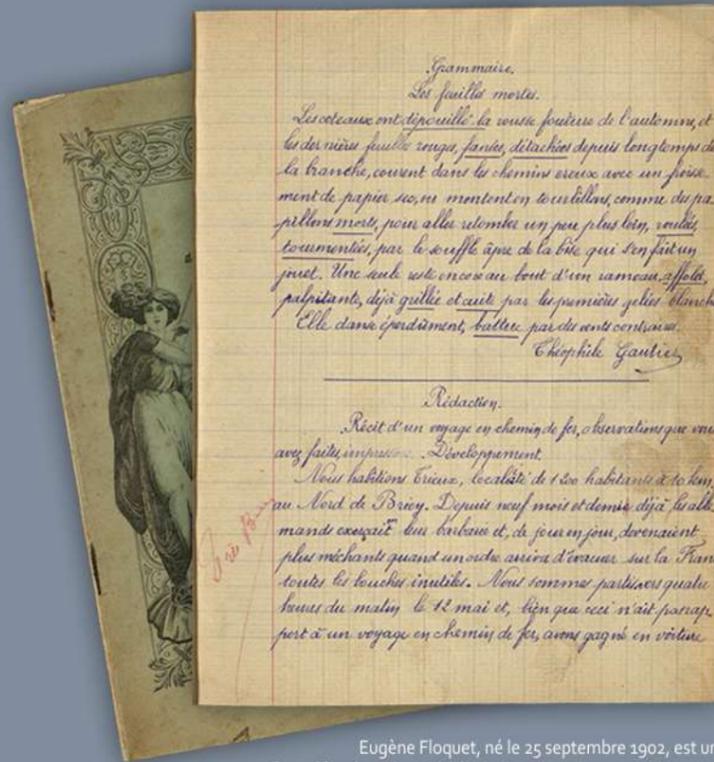
Gardes des voies de communication du groupe 2, section A, au poste 1 à La Bulonié, gare de Soual, 1914 (4 Num 87/1). Ce sont les hommes les plus âgés, issus de la réserve de la territoriale ou volontaires, qui servent à l'intérieur du pays pour garder les ponts, les carrefours, ou les voies ferrées...



Accueillir les réfugiés

Dès l'automne 1914, des réfugiés français et belges arrivent par convois dans tous les départements français. Ce sont des civils qui fuient l'invasion, des évacués, c'est-à-dire des civils qui quittent leurs maisons situées près du front sur ordre de l'Armée française, et des rapatriés, civils chassés des départements occupés par les autorités militaires allemandes.

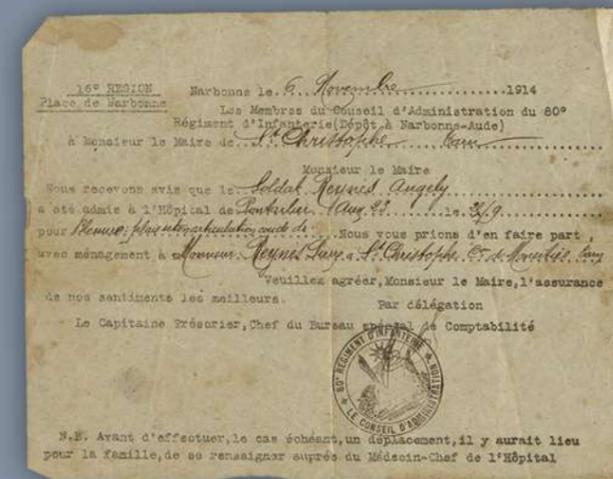
Après avoir été interrogés sur ce qu'ils ont vu par le commissaire spécial d'Albi, ils sont logés pour la plupart par des familles. Ils restent surveillés par les services de police pendant leur séjour. La préfecture met en place un service dédié pour assurer l'entretien et le renouvellement des vêtements et chaussures des réfugiés et répartir les crédits par commune. Celle de Grazac, par exemple, compte 50 réfugiés au 1^{er} avril 1915. Des comités de secours sont constitués à Castres, Gaillac, Albi. Des verriers sont à l'origine de la création à Carmaux d'un comité des réfugiés marais le 15 février 1917. Des employés de l'usine du Saut-du-Tarn créent un comité des réfugiés ardennais le 2 août 1916. Tous leur viennent en aide matériellement, les soutiennent moralement et essaient de leur trouver un travail. Une école accueillant des enfants de réfugiés belges est installée à l'orphelinat Saint-Jean à Albi et compte 58 élèves en mars 1916.



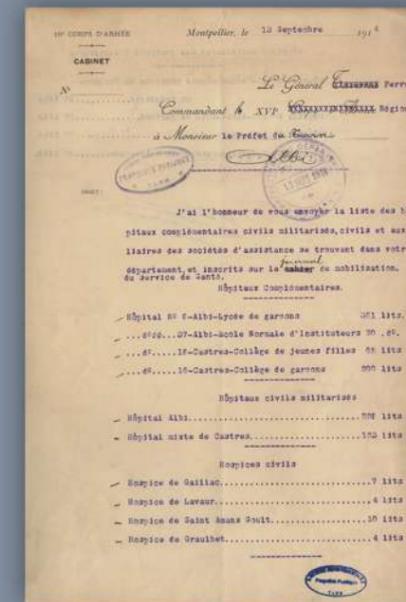
Eugène Floquet, né le 25 septembre 1902, est un enfant réfugié, scolarisé à l'école de Vabre. Il raconte, dans une rédaction, son voyage en tant qu'évacué depuis Trieux (Meurthe-et-Moselle) jusqu'à Vabre, en passant par la Suisse, 1915 (4 Num 17/10)



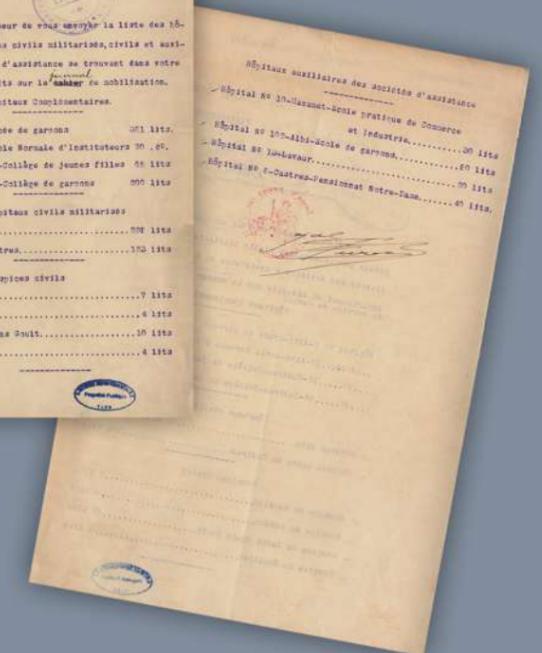
Carte postale : Mines de Carmaux. Hôpital. Blessés militaires. Salle des pansements. Phototypie Labouche Frères, Toulouse (carte de Clément Larroque, de Frausseilles, 20 septembre 1917, 4 Num 76/1)



Avis de l'hôpital auxiliaire n° 23 de Pontarlier (Doubs), envoyé au maire de Saint-Christophe, 6 novembre 1914 (4 Num 132/21)



Liste des hôpitaux établie pour le cas de mobilisation, 13 septembre 1914 (10 R 101). Elle donne une capacité d'accueil vite dépassée face à l'afflux des blessés et qui nécessite l'organisation de nouveaux hôpitaux.



Soigner les blessés

Les civils apprennent à vivre avec les deuils, les mutilés et les blessés de la guerre. Ces derniers arrivent dans le Tarn depuis la gare régulatrice de Toulouse, avant d'être répartis dans des hôpitaux pour être soignés ou pour convalescence :

- hôpitaux mixtes qui sont des hôpitaux civils ou des hospices avec des salles réservées aux blessés militaires ;
- hôpitaux militaires temporaires mis en service pour la durée de la guerre et organisés dans des bâtiments scolaires réquisitionnés ;
- hôpitaux auxiliaires dépendant de la Croix-Rouge française ou d'autres sociétés d'assistance ;
- hôpitaux bénévoles entretenus par des particuliers ou des œuvres non affiliées à la Croix-Rouge (par exemple ceux aménagés par la Société des Mines à Carmaux).

Tous emploient de nombreuses femmes et jeunes filles bénévoles qui rejoignent les personnels qualifiés.



Le Tarn illustré. 114. Albi. Rue de la République. Collège de Jeunes filles, hôpital temporaire, n° 9 (carte de Marie Ichard, de Carmaux à son frère Henri, 7 août 1915, 4 Num 136/412)



Photographies de l'intérieur de l'hôpital bénévole de Réalmont aménagé par la municipalité dans une maison particulière (auj. 48, rue Cabrouly) et de trois infirmières bénévoles dont Mme Doria Viala (à droite), s.d. (4 Num 325/1-2)

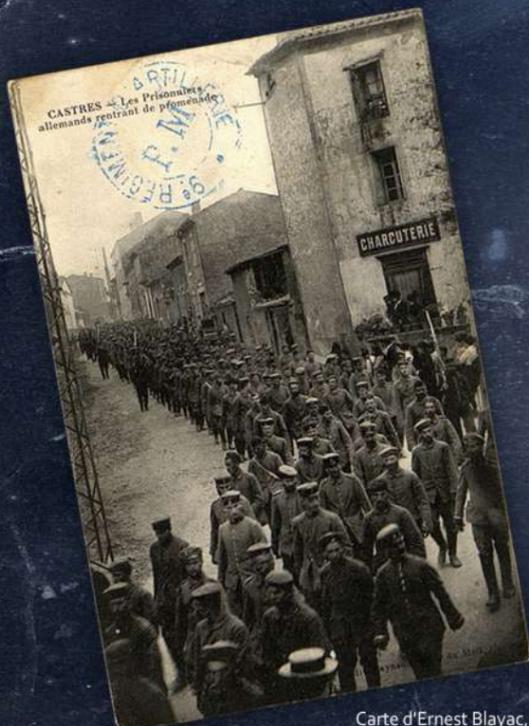


Les prisonniers allemands

Dès septembre 1914, le Tarn accueille 1200 prisonniers allemands. Un dépôt, placé sous l'autorité militaire, est organisé à Castres. Il est d'abord installé dans le petit séminaire avant d'être transféré en septembre 1916 sur le domaine de Sercloise. Les prisonniers sont employés soit à la construction de la ligne de chemin de fer dans le nord du département, soit dans les fermes, et perçoivent des allocations selon l'instruction du 21 mars 1893.

En juillet 1917, des équipes sont envoyées à Gaillac pendant la moisson pour dépiquer chez Mme Baljalade, Mme Couteaud, M. Ponnaud et Mlle Gasc.

Le service des Ponts-et-Chaussées organise dès 1914 l'emploi de prisonniers pour le compte de l'État, sur les lignes de chemin de fer en construction de Carmaux à Vindrac (chantiers de l'entreprise Thévenot) et d'Albi à Saint-Affrique (chantiers de l'entreprise Fraisse). Ils sont logés et cantonnés à La Sajetie à Monestiés, à Labastidette au Ségur, au Moulin de Vigné, à Salles, à Cahuzaguet près d'Arthès, à Trébas et à Ravieux.



Carte d'Ernest Blayac, 9^e RAC à Castres, envoyée à son épouse au Pradal (Hérault), 1915 (4 Num 215/17)



Visite d'un délégué de la Croix-Rouge dans un camp de prisonniers allemands à Carmaux (Comité interenational de la Croix-Rouge, C G1 06 004, 003 001)

Lettre envoyée à Alice Julien à Vabre, janvier 1917 (4 Num 16/64)

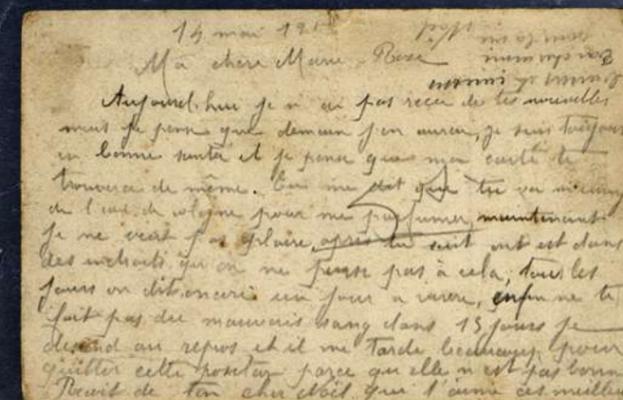
un trou et ça pass' sans aucun dommage suspendre. C'est très joli et très fin, mais aussi très fragile. Je l'ai suspendu à ma charnière et c'est tout à fait mignon. Parmi les prisonniers que nous avons à la prison d'Albi à 5, professeurs de piano et de violoncelle et ils ont chanté beaucoup de Lullas. Je ne connais pas ce cantique. Demandez un prisonnier fait chez vous Jules. Le dernier lui dit: Vous m'avez bien en France. Répondit: oui, on m'a bien en France. Quel jour lui dit-on: En Allemagne que on a vu la visière (le lieutenant) fit l'acte même et ne répondit pas. Ce sont des travaux séparés, mais ils m'occupent beaucoup. et Calvès on en a été les premiers qui nous a dit qu'ils avaient un appétit féroce. Je ne vois plus rien de bon qui à l'annoncer si ce n'est qu'on adore ce peu de pain au vin qui on retrouve

Les colis

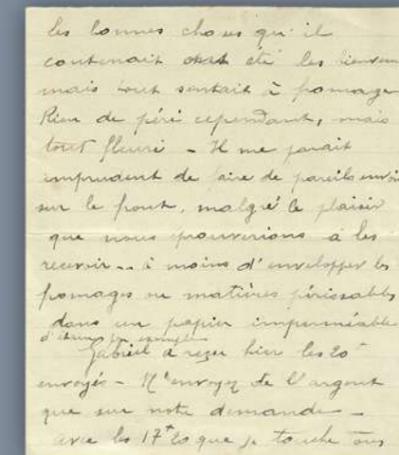
Les soldats au front, et encore plus les prisonniers de guerre, ont besoin de vêtements, de chaussures, de nourriture, de tabac, de fournitures. Les familles et les œuvres de charité qui se créent s'organisent pour expédier colis et argent sous forme de mandats.

De nombreux courriers en accusent réception. Les colis de denrées alimentaires fleurissent bon, quand ils arrivent intacts, les spécialités régionales (les petits jeannots d'Albi), le saucisson ou le pâté, les tablettes de chocolat, voire des plats cuisinés : civet pour Marius Berthomieu, poulet aux olives pour Camille Dougados, gâteaux faits maison pour Louis Curvalle et Émile Bruel, pigeons pour Casimir Baduel. De menus présents ou souvenirs de la guerre sont aussi envoyés par les soldats.

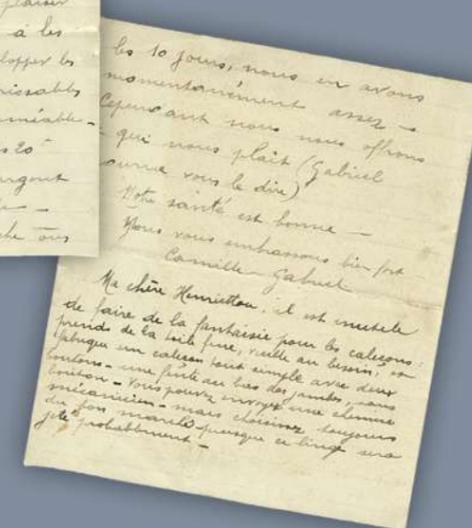
Les « marraines de guerre » sont créées à l'origine pour les soldats sans famille ou ceux dont la famille est restée en zone occupée et dont ils sont sans nouvelles afin qu'ils puissent recevoir des lettres et des colis. Peu à peu, l'expression désigne les femmes ou les jeunes filles qui entretiennent des correspondances avec des soldats au front afin de les soutenir moralement voire affectivement. « Tu me demandes, chère Alice, des tuyaux sur ma marraine. D'abord, elle n'est pas très jeune (36 ans). Mais elle m'envoie des lettres pleines de sentiment de poésie et de fautes d'orthographe. Enfin, elle est très intéressante. Mais quand elle a su l'âge que j'avais, elle n'a plus cherché à me séduire et m'appelle « gentil et mignon gamin », tu parles !!!! » (lettre de Jean Gaujon, d'Albi, à sa cousine Alice Julien, de Vabre, s. d.).



Carte postale de Noël Puech, de Saint-Juéry, à sa fiancée, 14 mai 1915 (4 Num 2/123)



Lettre de Camille et Gabriel Puech à leurs parents et à leur sœur Henriette, 28 mai 1915, Beauséjour-Champagne (4 Num 55/136-137)



Les petites filles de l'école de Vabre deviennent les marraines d'Edmond Bernier, à l'initiative de leur institutrice, Mme Julien, 11 juillet 1916 (4 Num 11/2).



Les permissions

Jusqu'au printemps 1915, aucune permission n'est accordée aux soldats. Les 8 jours accordés par Joffre le 30 juin 1915 sont réduits à 6, à la mi-août. Les députés obtiennent en octobre 1916 qu'un droit à la permission soit reconnu avec la mise en place de trois séries de permissions annuelles, d'une durée d'une semaine chacune. Une journée de permission enlève au front 35.000 combattants, soit 9 % de l'effectif pour 6 jours de permission au début de l'année 1916.

Il y a plusieurs types de permissions : de détente, agricoles, de convalescence. Bien que brèves, elles sont attendues avec impatience. Elles permettent de renouer avec une vie normale, avec la famille et les voisins. Aussi, retard ou annulation entraînent déception voire sentiment d'injustice, ainsi qu'en témoignent les lettres des combattants.

Durant leurs permissions, les soldats peuvent se retrouver dans le foyer du soldat d'Albi, Castres ou Mazamet, créés en 1916-1917. En permission, en garnison ou blessés, ils y trouvent des journaux et revues, tout le nécessaire pour la correspondance, des instruments de musique, des jeux de société tout en consommant des « boissons hygiéniques ».

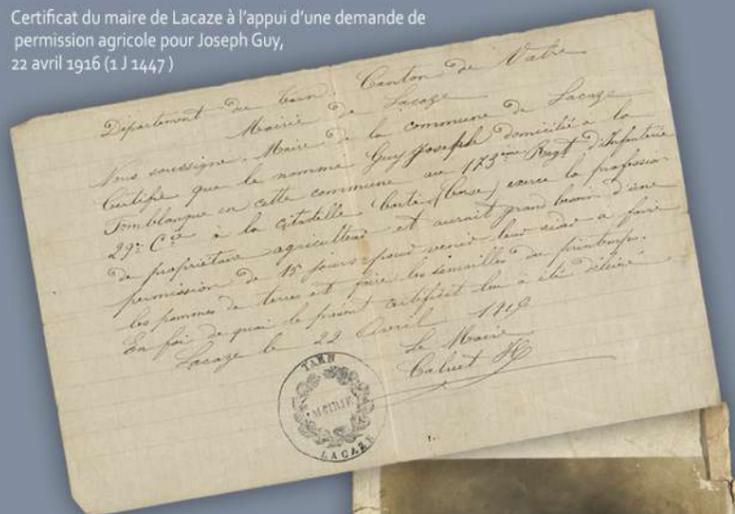
Les amours et la vie de famille

En France, sur 7,9 millions d'hommes mobilisés, 4 millions sont mariés. Le départ des hommes au front, en séparant les couples et les fiancés, retarde ou empêche les mariages et les naissances. Durant la guerre, la loi du 4 avril 1915 autorise le mariage par procuration. Augustin Marty, de Saint-Cirgüe, épouse, quant à lui, sa fiancée Émilie le 19 janvier 1918, à la faveur d'une permission.

La guerre modifie l'éducation des enfants, l'économie du ménage et la conduite de l'exploitation ou du commerce. Elles reposent sur les épouses, les enfants et les grands-parents. Une allocation journalière, majorée pour chaque enfant de moins de 16 ans, est attribuée aux familles de mobilisés par la loi du 5 août 1914.

Les combattants essaient de conserver leur rôle de mari et de père grâce aux lettres qui servent de trait d'union. Elles sont nombreuses à témoigner de sentiments amoureux et affectueux. Paul Iché, de Viane, apprend la naissance de son garçon alors qu'il est hospitalisé à Chambéry en décembre 1914.

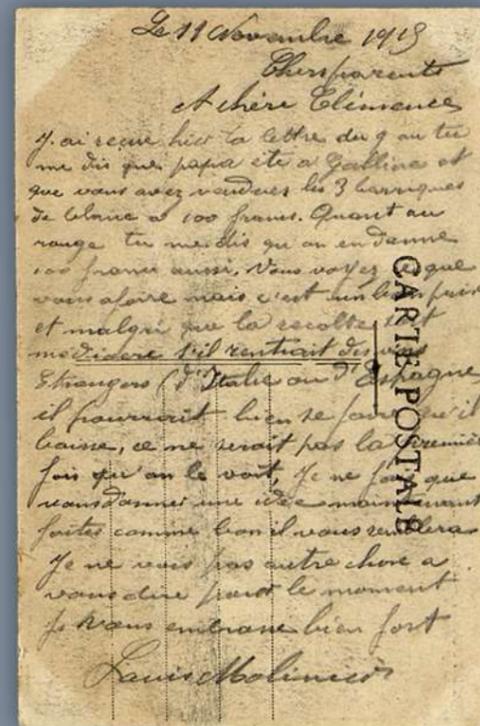
Certificat du maire de Lacaze à l'appui d'une demande de permission agricole pour Joseph Guy, 22 avril 1916 (1 J 1447)



Photographie de Louis Mongès, de Lançon (Bouches-du-Rhône), 115^e RI, avec son épouse Germaine et leurs enfants, Marie-Louise et Germain, [1915-1916] (4 Num 195/2)



Carte de Marius Julia, d'Albi, 66^e RI, à son épouse, 1^{er} janvier 1916 (4 Num 196/37)



Carte de Louis Molinier, d'Amarens, 22^e RIC, à sa femme et ses parents, 11 novembre 1915 (4 Num 75/177)

Je n'ai plus grand-chose à te dire, cher petit Léon, je n'ai pas besoin de te dire d'être toujours bien sage et je te souhaite de ne jamais faire le métier que l'on fait, surtout à notre âge. J'ai toujours le regret que les circonstances se soient opposées à ce que tu continues d'aller à l'école.

(carte de Jean Favarel à son fils Léon, 23 février 1917, 4 Num 50/68)

Photographie de Jean Favarel, originaire de Grazac et cultivateur à Rabastens, son épouse Rosa debout, leur fils Léon au milieu, Philippine et Michel Darrasse, ses beaux-parents, assis, s.d. (4 Num 50/348)

Carte de Louis Fabre de Graulhet, à son fils Maurice, 12 novembre 1916 (4 Num 45/336)



Ma très chère Rose bien aimée, tous mes meilleurs baisers que je puisse posséder et ma pensée toujours tournée vers toi, je t'embrasse de toute la force de mon amour pour toi.

(carte de Paul Martin, de Valdériès, à sa femme, 31 juillet 1918, 4 Num 72/269)



Sortir de la guerre

*« Mais hélas ! au milieu de nos joies,
on ne peut oublier les morts,
les pauvres victimes qui ont payé
ce triomphe de leur vie et qui ne sont
plus avec nous pour partager notre joie,
oui, notre bonheur est incomplet »*

(lettre de Raymond Baduel, du Verdier,
à sa mère, 11 novembre 1918, 181 J 7)

Diplôme-souvenir de la
Grande Guerre décerné à
Joseph Cavailès, de Moulin-
Mage, s.d. (4 Num 276/41)



À 11 heures, le 11 novembre 1918, les combats cessent entre les pays alliés et l'Allemagne. Avant même le retour des soldats dans leurs foyers, la victoire est célébrée un peu partout.

Les clauses de l'armistice visent à empêcher les pays vaincus de reprendre la lutte. Elles prévoient le retrait immédiat des troupes allemandes de France, de Belgique et de la rive gauche du Rhin. L'Allemagne perd 20 % de son territoire, dont l'Alsace-Lorraine, 10 % de sa population et un tiers de son industrie. Le montant élevé des réparations qu'elle doit à la France et à la Belgique au titre des réparations la plongera dans une grave crise économique. Dans le traité de Versailles du 28 juin 1919, elle est déclarée responsable de la guerre, ce que son peuple considérera comme profondément injuste. Le remodelage de la carte de l'Europe, avec la création de nouveaux États, sera la source d'une grande instabilité en Europe centrale. Et la Société des Nations, prévue par le traité de Versailles, ne parviendra pas à installer une paix durable en Europe.

La démobilisation

En France, le retour à un état de paix s'effectue progressivement. La démobilisation est organisée à l'ancienneté, par classe d'âge. 5 millions de soldats français rentrent chez eux en deux phases : de novembre 1918 à avril 1919, puis de juillet à septembre 1919, les jeunes classes 1918 et 1919 n'étant libérées qu'en mai-juin 1920 et mars 1921. Avant d'être rendus à la vie civile, ils rejoignent leurs dépôts mobilisateurs pour quelque temps. Selon les cas, ils regagnent leurs foyers pleins d'espoir ou bien inquiets, las, voire traumatisés.

Ceux qui sont dans l'attente de leur libération définitive entrent en Alsace-Lorraine, d'autres participent à l'occupation de la Rhénanie avant celle de la Rhur en 1923. Le processus de démobilisation est ralenti jusqu'à la signature du traité de Versailles en raison de l'issue incertaine des négociations.

Longtemps retardé, le retour des 300.000 prisonniers allemands présents sur le territoire français n'est organisé qu'à compter de janvier 1920. Le retour des prisonniers de guerre français se fait dans le plus grand désordre. Beaucoup reviennent malades et amaigris.

14
18

Extrait des souvenirs de guerre de Georges Cathala, d'Albi, 6^e régiment du génie, 6 février 1944 (4 Num 288/50)

45.
et avaient trouvé place dans les mêmes granges par la paille .- La vie commençait à changer pour nos braves copains .-

B A I L L O N S . - (Ardennes) (9 Novembre 1918) .-
Le 9 Novembre nous revenions à Baillons .- Nous y restions 2 jours .- Du 7 au 10 Novembre les bonnes nouvelles affluaient ; on apprenait que les villes de Tournay , Avesnes , Nambeuge , Mézières , Charleville étaient reconquises . - C'était la débacle complète des Allemands .-

S I N G L Y . - (11 Novembre 1918)
Déjà à Baillons nous avions entendu parler d'armistice pour le 11 Novembre à 11 heures .- On le chuchotait mais on ne pouvait y croire .- Le matin du 11 Novembre nous prenions la route en marche vers Singly (Ardennes) .- On passait au village de la Horgne nous vîmes à l'entrée du pâté un cheval tué sur le bord de la route .- On nous raconta que c'était le cheval d'un chasseur originaire de La Horgne qui voulait entrer le premier dans sa ville natale .- Mais les Allemands qui couvraient la retraite le tuèrent à quelques cent mètres de chez lui , au seuil de son triomphal bonheur .- C'était vraiment malheureux .- Tout le village se parlait que de ce triste événement .- -- Avant de rentrer dans Singly but de notre étape , nous avions vu les habitants qui nous attendaient sur la route .- La Compagnie prit le pas cadencé et ornement nous faisons notre entrée dans le village tout pavoisé .- Les vieillards et les enfants venaient nous embrasser les mains en criant " vive les Français " .- À 11 heures enfin la guerre était finie , tous les visages étaient ravis .- Le ravitaillement était pénible et les provisions du village bien maigres pour que nous puissions fêter ce jour de délivrance .- Pas de pinard , pas de pain .- Mais tout le monde était content quand même .- Un seul homme sifflait dans la rue sous le regard étonné de tous , il chassait tant qu'il pouvait .- C'était " Le Père BARRAU " aide-cuisinier des officiers , qui avoua avoir caché depuis quelque temps une bouteille de vin vieux pour se " cultiver " .- Le jour où la guerre finirait .- Tout le monde en riait et il fut le sujet de distractions du jour .- Les officiers eux-mêmes la trouvaient mauvaise , car ils n'avaient pu eux aussi fêter l'armistice .- Je ne souviendrai toujours de SINGLY et de la journée qui marqua la fin du cauchemar .-

M O N T . (Ardennes) 12 Novembre 1918) .-
Le lendemain nous déambulions à Omont .- Journée plus calme .- Les civils travaillaient à remettre toutes leurs affaires en ordre .-

Mme au soir Pascal du Verdier, en attendant
à son arrivée à Montfeytiens, on lui a donné un
titre de permission;
C'était qu'on m'a donné depuis le 13 mars l'ordre de
partir, et il n'a rien que 2 cotés, sans cela
travaux maigre;
Il n'a été le soir à matin, quelle sera souffrance
qu'on a donné un peu de pain, ils ont travaillé
dans les lignes ennemies occupées à de deux heures,
parfois ils n'ont été dans un camp, et pendant
la lettre venant au passant dans le camp de
Silly, on n'a pu aller là, les cols allaient
par devant à ce camp;
Il n'a été que depuis le mois de mars
Après la permission qu'on a pu les aller
travailler dans les lignes, et qu'il n'a
quand même souffrir, et m'a demandé la nouvelle
de la guerre, de lui, ils le pour, car on
peut ont content qu'il soit parti; son commandant
Malik de Vieux est venu avec lui; ils ont
arrivé à son matin, ils ont travaillé à l'ennemi de
dans à son che Malik ou ils ont vu, et
puis Pascal est arrivé là; on n'a pu
pas qu'il est arrivé, et pendant qu'il travaillait

Lettre d'Ernestine
Badel, du Verdier,
à son fils Raymond,
1^{er} décembre 1918
(181 J 8)

76
Titre de congé illimité de démobilisation
Armée Artillerie
Noms et Prénoms Hébrard Jules Auguste
Date de naissance 1892 Lieu de naissance Albi
Corps 69^e R.B.C. Grade Capitaine
Lieu de Commandement Bourgoin sur Cosne
Date de départ en congé 11-1919
Signature de Jules Hébrard
Signature de l'officier de service
Titre de congé illimité de démobilisation
Noms et Prénoms Hébrard Jules Auguste
Date de naissance 1892 Lieu de naissance Albi
Corps 69^e R.B.C. Grade Capitaine
Lieu de Commandement Bourgoin sur Cosne
Date de départ en congé 11-1919
Signature de Jules Hébrard
Signature de l'officier de service

Titre de congé
illimité de démobilisation de
Jules Hébrard, de Puylaurens,
1^{er} janvier 1919 (4 Num 95/5)

76
appelé ma mère qui n'avait rien entendu (Alors elle, Rosa-
rie, l'Albert et à la parole bêtise y compris) Rosalie, Rosalie
Albert est à la porte va lui ouvrir l'Albert, l'Albert qui me
parle de l'Albert (l'Albert, l'Albert que me parle) et l'Albert
Qui m'aura tout appris (ou m'aura je sur la, m'aura ou
vois. Alors elle est devenue en chemin, je suis tombé dans
sa bras, elle s'est mise à pleurer en me disant: Mon pauvre
petit si tu savais le malheur que je me suis fait à ton sujet
de pleurer je te croyais perdu? Ne pleure pas maman je suis
bien vivant. Pendant ce temps mon père et mon frère sont des
cendres et m'ont longuement embrassé, ils m'ont emmené à me
faire du quartier, ma mère leur est, l'Albert, le petit, il veut
mourir lui donner à manger, car il dort avec l'aim. On m'aura
je n'ai rien mangé depuis ce matin, mais je suis le
seul d'être parmi eux, et mon frère Léopold sera en congé de son
ville. Mon oncle en ce matin, il dit qu'il va bien, et est tout
heureux que se soit fini. Maman m'a dit que quelque chose
je me mets à table de que c'était bon la cuisine et la maison.
Après m'être bien restauré, ma mère m'a dit: Ça ne peut
pas toujours s'écarter le malheur de son qui tu nous a fait faire
mon avenir ne que tu fais venir et nous nous effrayons. Som-
ment, je pense que ça va. Et il faut pour travailler toute l'alle-
monique, car ils croyaient que j'étais à l'ouest en décembre
qui est ce que me s'occupait à se si je par l'ouest l'Allemagne
l'arrivée de Belgique, ou avec ce que je n'étais parti. Alors il est



Casque de Jean Blattes, du Bez, 80^e RI puis 15^e RI (4 Num 141/3). Un casque Adrian avec une plaque commémorative sur la visière Soldat de la Grande Guerre 1914-1918 est offert à chaque soldat démobilisé.



Groupe. Officiers et 1/10 Officiers 13^e Bat^{on} 69^e R.A.P. Voie 060
Souvenir du 11 novembre 1918 Jour de l'Armistice (Forêt de Pinon Aisne)

Carte-photographie envoyée par Albert Feral, s.d. (4 Num 317/3)

Ruines et deuils

Tout un pays est à reconstruire économiquement et moralement. Le bilan des destructions matérielles en France est lourd, en particulier dans les dix départements dévastés du Nord et de l'Est. Les transports et les circuits commerciaux sont à réorganiser, les infrastructures à rétablir et la production industrielle et agricole à relancer malgré la pénurie de main-d'œuvre. La population française paye également un lourd tribut, chaque famille étant touchée. En moyenne, il y a 3,5 % de tués par commune et ce pourcentage est plus élevé dans les communes rurales. La classe d'âge de 1914 est la plus touchée avec 29,2 % de ses combattants qui sont tués. Au 1^{er} juin 1919, la France compte 1.383.000 morts sur 8.410.000 mobilisés au cours du conflit. Du 2 août 1914 au 11 novembre 1918, 900 combattants sont morts en moyenne chaque jour. Dans le Tarn, ce sont 10 à 11.000 soldats qui sont tués lors de la Première Guerre mondiale.

Les corps des soldats morts dans les tranchées, qui ont pu être ramenés à l'arrière et identifiés, sont inhumés dans des cimetières militaires sur la ligne de front. Une stèle ou une croix donnent leurs nom et prénoms, grade et régiment, et la date du décès. Certains sont restés ensevelis par les obus, d'autres qui n'ont pu être identifiés sont rassemblés dans des ossuaires. C'est le service des pensions du ministère de la Guerre qui vérifie et légalise l'acte de décès aux armées établi par l'officier des détails du régiment. Une fois le décès confirmé, il est annoncé à la famille grâce aux lettres de condoléances du front, qui donnent les circonstances, ou par le maire du village, qui le transcrit dans les registres d'état civil. La loi du 2 juillet 1915 institue la mention « Mort pour la France », qui donne droit à une sépulture perpétuelle aux frais de l'État. La loi du 31 juillet 1920 autorise le rapatriement des corps pour les familles qui en font la demande.

Aux morts dus à la guerre s'ajoutent ceux décédés de l'épidémie de « grippe espagnole ». Les deux premières vagues touchent l'Europe et l'Amérique du Nord en mars et octobre 1918. Charles Assié, au camp de Glatigny, écrit à sa femme, à Fréjairolles, le 18 octobre 1918 : « car tu me fais peur en me disant qu'il y a la grippe dans le pays ». Le taux de mortalité de cette maladie, dont la cause est inconnue, est le plus élevé dans la classe d'âge comprise entre 20 et 40 ans. Aucun traitement efficace n'existe, hormis la mise en quarantaine. Au final, le nombre des victimes de « la grippe espagnole » s'élève à 30 à 40 millions de morts contre 10 millions tués à la guerre.



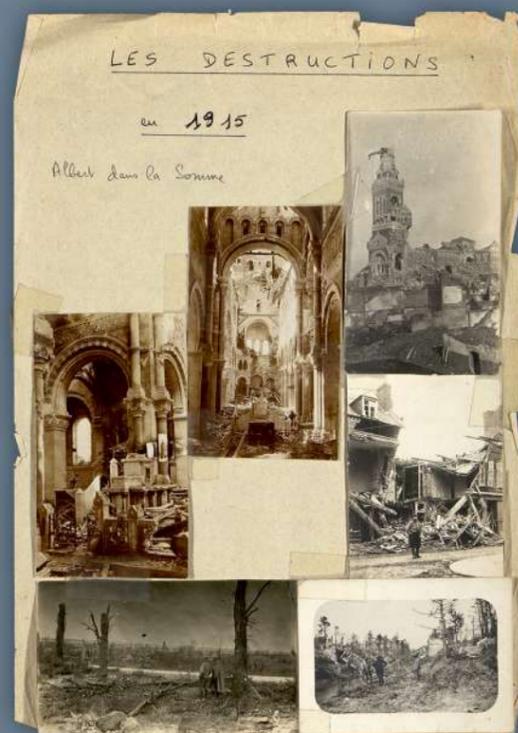
Photographies de Justin Gau (Le Séquestre, 6 mars 1885 - Alferde, Allemagne, 27 octobre 1918) et de sa tombe au camp de prisonniers, 80^e RI (4 Num 137/1, 62)



Transfert du corps d'Émile Ruben (Gien, Loiret, 30 septembre 1879 - Giessen, Allemagne, 12 mai 1917), 208^e RI, au cimetière militaire de Sarrebourg (Lorraine) en 1923 (4 Num 222/230-231)

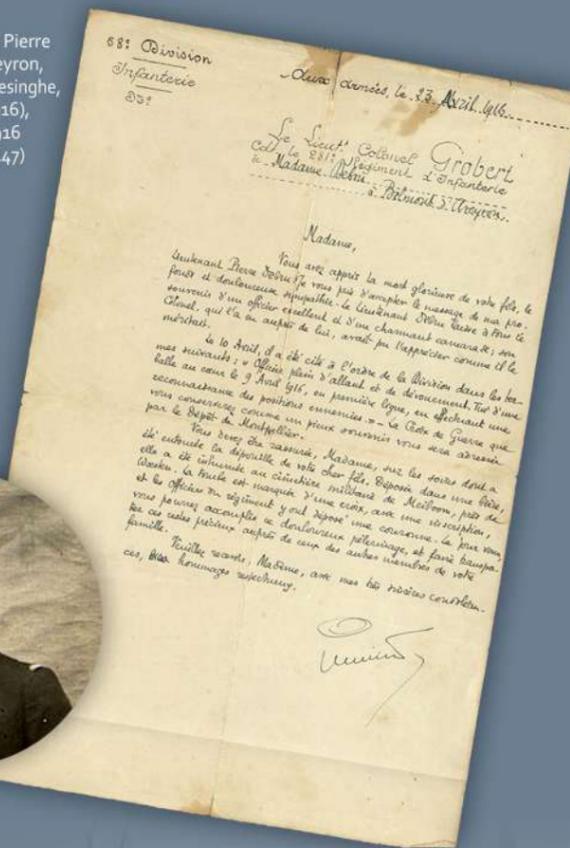


Photographie de la tombe de Fernand Escrive (Ambres, 15 juillet 1893 - ferme d'Affermont, Saint-Crépin, Oise, 20 janvier 1915), 3^e groupe d'artillerie d'Afrique (4 Num 101/3)



Photographies de destructions dans la Somme, prises par Augustin Lasne-Rochelle, de Vitry (Ille-et-Vilaine), 1915 (4 Num 184/19)

Annnonce du décès de Pierre Debru (Belmont, Aveyron, 19 septembre 1886 - Boesinghe, Belgique, 9 avril 1916), 281^e RI, 23 avril 1916 (4 Num 198/132, 147)



Aider et honorer

Les orphelins, les veuves, les grands mutilés et blessés de la guerre et les anciens combattants, tous des victimes de la guerre, vont être aidés ou indemnisés. Avec la loi du 27 juillet 1917, l'État crée le nouveau statut de pupille de la nation, qui lui permet d'adopter des orphelins de guerre et de s'occuper d'eux jusqu'à leur majorité. 40 % des 630.000 veuves se remarieront, perdant ainsi leur pension de veuvage.

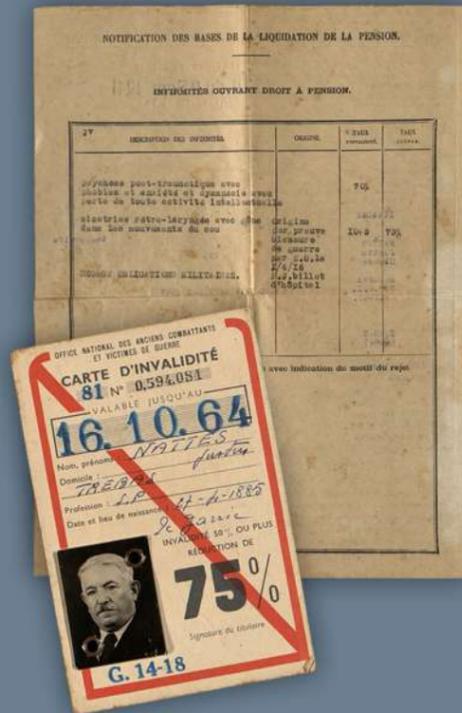
La France compte en 1918 trois millions de blessés dont un million d'invalides, 60.000 amputés, 10.000 à 15.000 combattants défigurés, les « gueules cassées ». Au moment de l'armistice, les grandes associations de mutilés existent déjà. Ils sont aidés dans la recherche d'emplois et obtiennent des pensions grâce à la loi du 31 mars 1919 : l'invalidité est réputée provenir de la guerre.

La loi du 19 décembre 1926 institue la carte du combattant, permettant de recenser les ayants droit à la Croix du combattant. Toutes deux donnent droit à leurs titulaires à des avantages fiscaux, financiers et sociaux.

Les trois millions d'adhérents des associations d'anciens combattants, issus de tous les milieux sociaux et aux sensibilités politiques différentes, deviennent les acteurs incontournables de la société de l'entre-deux-guerres.

Tandis que chez soi, on expose le portrait et les décorations de ceux qui ne sont pas revenus, chaque commune de France honore ses morts en édifiant, grâce à des souscriptions publiques, des monuments aux morts sur des places publiques et des lieux de passage. 90 % sont érigés entre 1919 et 1922. Les thèmes choisis exaltent le patriotisme et la victoire. Seuls une vingtaine portent des épitaphes pacifistes qui dénoncent la guerre (Péronne dans la Somme, Dardilly dans le Rhône...).

Les murs des églises et des mairies s'ornent de plaques commémoratives et de tableaux d'honneur où sont inscrits les noms des morts. Les écoles, les entreprises, les associations sportives publient des livres d'or de leurs morts tués au champ d'honneur. Le 11 novembre, jour de la mémoire de la fin de la Première Guerre mondiale, devient jour férié et fête nationale en 1922. La France compte 253 nécropoles nationales de la Grande Guerre gérées et entretenues par l'État. Le cercueil du « soldat inconnu », choisi pour représenter à lui seul tous les soldats français morts, est placé en 1921 dans une crypte creusée sous l'Arc de Triomphe, à Paris.



Extrait de l'arrêté de pension militaire, 1947, et carte d'invalidité, 1959, de Justin Nattes (Le Garric, 27 avril 1885 - Trébas, 23 juillet 1966), 276° RI (4 Num 37/28, 33)



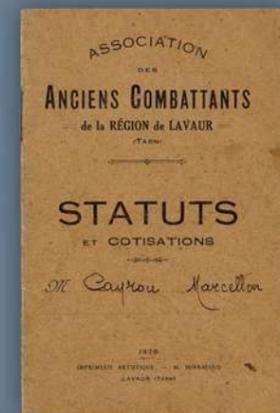
Tableau d'honneur d'Angély Reynès, de Saint-Christophe, 80° RI, avec la Médaille Interalliée, la Croix du Combattant, la Médaille des blessés et la Médaille commémorative de la Grande Guerre, s.d. (4 Num 132/86)



Photographie avec son épouse, et diplôme d'honneur de Jean Etienne Alosque (Pampelonne, 30 août 1882 - Seddul-Barh en Turquie, 4 juin 1915), 58° RIC, s.d. (4 Num 82/1, 3). La loi du 27 avril 1916 crée ce diplôme pour les morts au champ d'honneur.



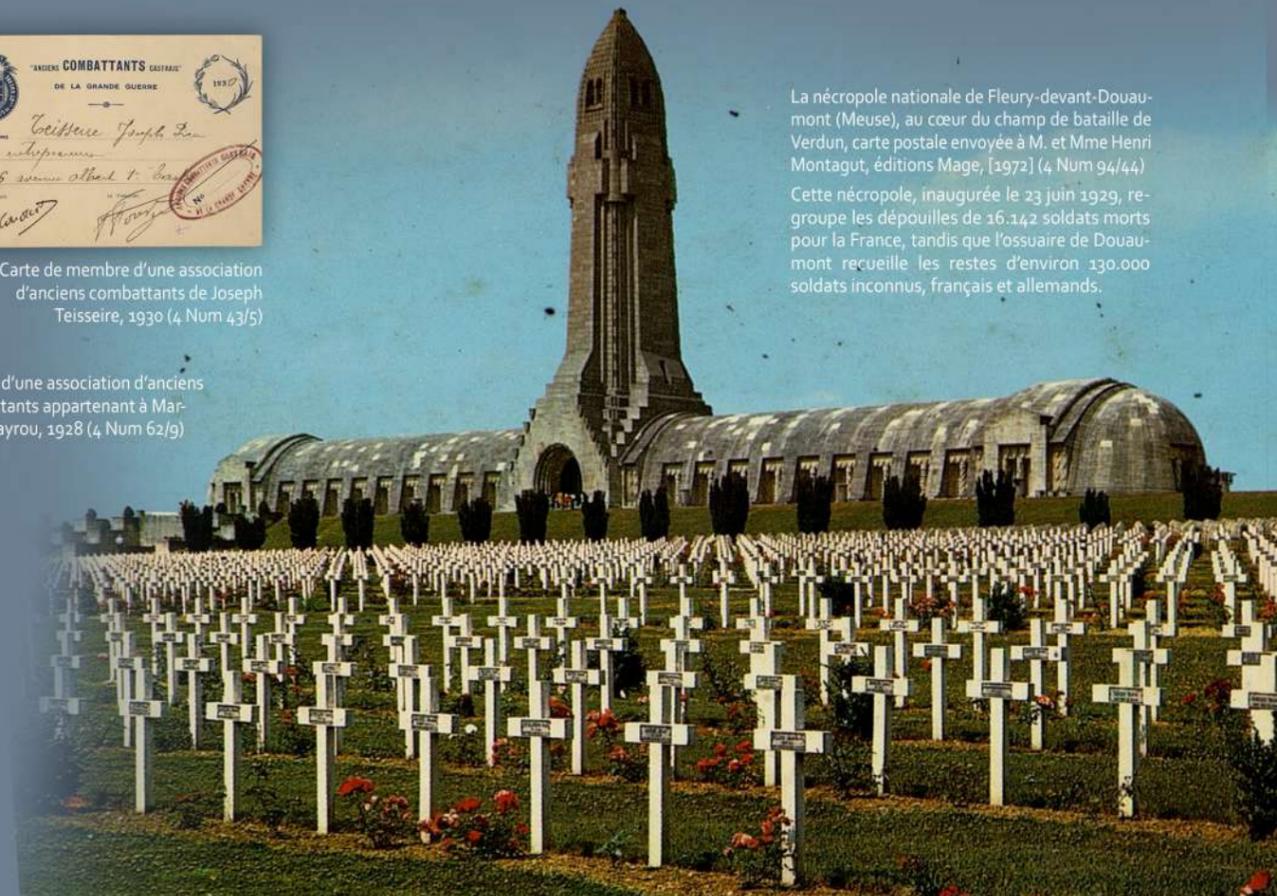
Livret de pension de Joseph Dalbis, de Gaillac, 44° RIC, 1938 (4 Num 143/213)



Carte de membre d'une association d'anciens combattants de Joseph Teisseire, 1930 (4 Num 43/5)



Carte d'invalidité, 6 décembre 1941, et carte de membre de l'association mazamétaine des Mutilés et Réformés de la Grande Guerre, 1924-1929, de Clément Pouzenc, d'Aiguefonde (4 Num 103/22, 30)



La nécropole nationale de Fleury-devant-Douvain (Meuse), au cœur du champ de bataille de Verdun, carte postale envoyée à M. et Mme Henri Montagut, éditions Mage, [1972] (4 Num 94/44). Cette nécropole, inaugurée le 23 juin 1929, regroupe les dépouilles de 16.142 soldats morts pour la France, tandis que l'ossuaire de Douaumont recueille les restes d'environ 130.000 soldats inconnus, français et allemands.

La France reconnaissante

Au début de la Première Guerre mondiale, seules deux décorations existent : la Légion d'honneur et la Médaille militaire. La première est attribuée aux officiers et la seconde aux sous-officiers. La Croix de guerre est instituée en 1915 pour récompenser les soldats méritants et courageux. Après-guerre, des médailles commémoratives sont créées : Interalliée, Croix du Combattant, Croix commémorative.

La Croix de guerre

Créée par la loi du 18 avril 1915, elle récompense la valeur individuelle. Dessinée par le sculpteur Bartholomé, elle est formée d'une Croix de Malte traversée par deux épées croisées, et de l'effigie de la République en bonnet phrygien ornée d'une couronne de lauriers dans la partie centrale. Elle est rattachée à un ruban vert avec liseré rouge à chaque bord et compte cinq bandes verticales rouges.

Si la croix est attribuée avec citation à l'ordre de la brigade ou du régiment, le ruban a une petite étoile ; dans le cas d'une citation à l'ordre de l'armée, il a une palme.



Croix de guerre de Pierre Gaubert, de Villefranche-de-Lauragais (Haute-Garonne), 9^e régiment de chasseurs, s.d. (4 Num 214/13, 160)



La Médaille militaire

Créée par le décret du 22 janvier 1852, elle est constituée d'une couronne de laurier d'argent entourant un médaillon d'or, de l'effigie de la République à l'intérieur du médaillon entourée d'un cercle d'émail bleu avec la mention *République française* et au dos, la devise *Valeur et Discipline*. Elle est suspendue à une bélière d'argent en forme de trophée d'armes. L'insigne est suspendu à un ruban jaune bordé de vert des deux côtés. Elle récompense surtout les sous-officiers et les soldats.



Médaille militaire de Louis Veaute, d'Espérausses (1894-1917), 24^e régiment d'infanterie coloniale (4 Num 148/1-3)



La Médaille de la Grande Guerre

Elle est créée par la loi du 23 juin 1920 et célèbre l'effort de guerre, tous ceux qui ont participé à la lutte. Elle est largement accordée aux militaires en service du 2 août 1914 au 11 novembre 1918, aux civils (marins, infirmiers, médecins) ayant servi bénévolement aux armées ou à l'intérieur, aux policiers et pompiers, aux femmes employées par l'Armée pendant au moins six mois.

Le ruban comprend six rayures blanches et cinq rayures rouges alternées. La médaille en bronze représente un profil d'une tête casquée. La main gauche porte des palmes et tient la croisée des épées. L'inscription *Grande Guerre 1914-1918* est entourée de la mention *République Française*.

La Médaille Interalliée de la Victoire

Le Maréchal Foch avait proposé en 1919 de créer une médaille commune aux 15 pays alliés. Elle est instituée par la loi du 20 juillet 1922. Le ruban, commun à tous les Alliés, représente deux arcs-en-ciel, le rouge étant couleur de juxtaposition, il figure les temps nouveaux. Chaque bord est marqué d'un petit filet blanc.

La médaille en bronze représente une victoire ailée, porteuse d'un glaive et tenant dans ses mains levées une palme à droite et une couronne de lauriers à gauche. Au revers figurent un bonnet phrygien, encadré par les initiales *R. F.*, et la mention *La Grande Guerre pour la civilisation*.

La Croix du Combattant

Elle est créée par la loi du 28 juin 1930 à l'initiative des anciens combattants qui souhaitent qu'un statut particulier leur soit reconnu. Tous les titulaires de la carte du combattant sont autorisés à la porter. Il faut seulement justifier de trois mois de service dans une unité combattante.

Le ruban est bleu horizon avec sept rayures rouge garance. La croix est en bronze et représente au centre, une République casquée et ornée de branches de lauriers, entourée de la mention *République française*. Au revers, un glaive, pointe dirigée vers le bas, porte la mention *Croix du Combattant*.



Tableau d'honneur d'Armand Senaux, originaire de Lédergues (Aveyron), agriculteur à Lacapelle-Pinet, 139^e régiment d'infanterie, s.d. (4 Num 244/1)

Médaille Interalliée, Croix du Combattant et Légion d'honneur remises à Gaston Auriol, d'Albi, 15^e RI (4 Num 51/28)



La Légion d'honneur

Cet ordre, institué le 19 mai 1802, récompense les services militaires et civils. La Grande Guerre engendre une forte augmentation du nombre de ses titulaires.

La décoration de la Légion d'honneur est une étoile à cinq rayons doubles surmontée d'une couronne de chêne et de laurier. Le centre de l'étoile présente d'un côté, la tête de la République, avec cet exergue : *République française, 1870*, et de l'autre, deux drapeaux tricolores avec la devise *Honneur et Patrie*. Elle est suspendue à un ruban rouge. Le corps des légionnaires comprend des chevaliers, des officiers et des grands-croix.

Une famille tarnaise dans la guerre : les Baduel (Le Verdier)

Carte postale « Le Verdier, vue
générale », APA-Poux édit., Albi,
série Le Tarn illustré n° 3, s.d. (181 J)



Ernest, Raymond et Casimir, fils d'Ernestine et Adelin Baduel, de la commune du Verdier, combattent pendant la Première Guerre mondiale. Orphelins de père depuis 1896, ils sont placés à l'orphelinat Saint-Jean d'Albi où ils bénéficient de formations professionnelles. En 1914, ils sont incorporés dans des régiments différents et envoyés sur le front occidental. Ils participent à la bataille des Flandres, en Belgique.

Ils échangent l'essentiel de leur correspondance avec leur sœur Adeline et leur mère Ernestine, qui demeurent au Verdier et leur envoient régulièrement des colis. Ils ont pu d'ailleurs avoir des occasions pour se retrouver et passer un moment ensemble à la faveur de cantonnements proches du front ou d'un temps de permission passé au Verdier.

Leur sœur, Adeline, surnommée affectueusement par tous « Liline », est couturière à domicile et reste avec leur mère Ernestine tout le temps de la guerre et au-delà. Leurs lettres égrènent les travaux qu'elles effectuent au fil des saisons : vendanges, ramassage du tilleul, plumer les oies, semer l'ail et les fèves dans leur jardin... Elles lisent les journaux comme *La Semaine religieuse* ou *L'Express du Midi*. Elles tiennent Casimir et Raymond au courant de toutes les nouvelles concernant leurs amis, les membres de la famille, les voisins du Verdier et les camarades mobilisés. Il s'agit d'une famille catholique, où la foi et la pratique religieuse tiennent une grande place.

Après la guerre, Raymond Baduel épouse, le 30 mars 1921 à Castelnau-de-Montmiral, Madeleine Auriol, dont il a deux filles. Sa carrière de professeur l'amène à occuper successivement des postes dans les villes de Cambrai, Brive, Tulle, avant de revenir définitivement à Albi.

Typographe-imprimeur à l'orphelinat Saint-Jean d'Albi, Casimir Baduel épouse, le 13 décembre 1921, Maria Céline Julienne Masse avec laquelle il a quatre enfants : Maurice, Jeanne, Rose-Marie et Marie-Thérèse.

Après le décès d'Ernestine en 1942, Adeline épouse Paul Azémar, le 21 octobre 1942.



181 J



La maison de la famille Baduel au Verdier, de nos jours (coll. particulière)



Le retour des jours heureux au Verdier : de gauche à droite, Adeline, Jeanne (fille de Casimir), Geneviève et sa sœur (filles de Raymond), Ernestine ; Maurice (fils aîné de Casimir), debout [1930-1942] (coll. particulière)

Ernest Baduel, du Tarn à la Belgique

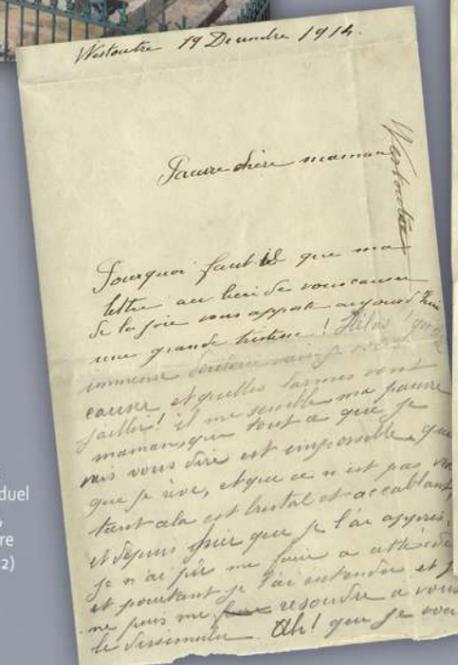
L'aîné, Ernest (Le Verdier, 9 avril 1887 - Wyschaëte, 15 décembre 1914), menuisier et ébéniste comme son père, est incorporé au 15^e RI d'Albi à compter du 5 août 1914. Casimir a pu le voir à Dunkerque le 17 novembre et Raymond, le 30 novembre lors d'une relève dans les tranchées. Ernest est tué dans les premiers mois de la campagne en Belgique. C'est Raymond qui apprend la nouvelle à sa mère et à sa sœur par une lettre du 19 décembre 1914.



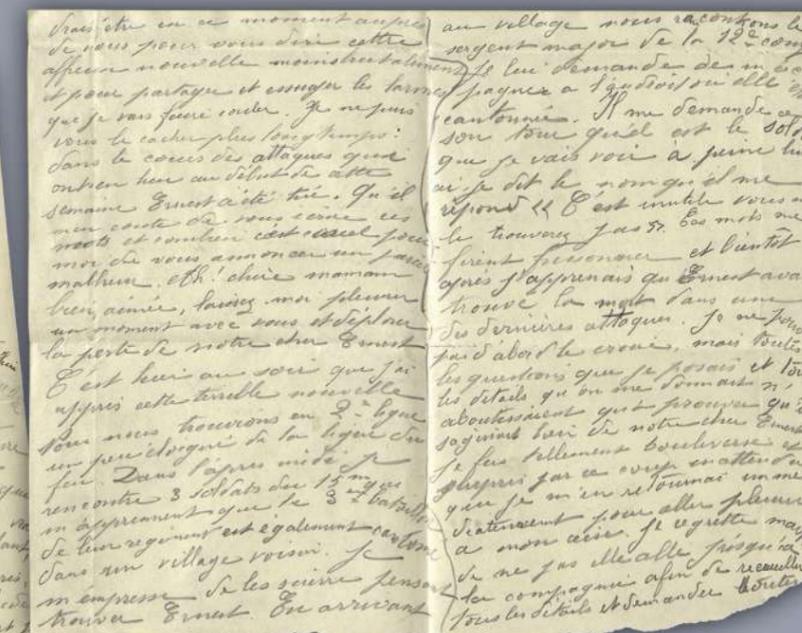
Portrait d'Ernest Baduel, tenant la bicyclette qui permet aux trois frères de rejoindre Le Verdier depuis leur descente du train à la gare de Cahuzac, [1914] (181 J 33). Au moment où il part au front, il est marié avec Rose et sans enfant.



Photographie du monument aux morts de la commune du Verdier inauguré le 29 septembre 1920, 2014



Lettre de Raymond Baduel à sa mère, 19 décembre 1914 (181 J 2)



Itinéraire de Casimir Baduel avec le 142^e RI

En 1914, le 142^e RI est en dépôt à Mende (Lozère) et son état-major à Lodève (Hérault). Il fait partie de la 31^e division du 16^e corps d'armée. Casimir Baduel effectue sa période d'instruction militaire à Mende du 6 septembre au 12 novembre avant de rejoindre le front. Il ne prend pas part aux combats du 142^e RI en Lorraine d'août à septembre 1914.

L'année 1915 se déroule dans la plaine de Champagne coupée par un front de 25 km compris entre Auberive-sur-Suipe et Ville-sur-Tourbe. De mars à septembre, il est successivement à la ferme de Beauséjour, à Wargemoulin, où il retrouve le 10 mars son frère Raymond, au Trapèze : « *Nous sommes dans un secteur qui barde depuis le premier jour où nous sommes arrivés. Nous occupons une crête importante à la gauche du fortin de Beauséjour qu'on appelle le Trapèze* » (lettre à sa mère, 19 mai 1915) et à Auberive. Il est nommé caporal le 16 mars puis sergent le 24 mars 1915. Le 14 juin 1915, le 142^e RI intègre la 124^e division du 4^e corps d'armée. De septembre à octobre, la Champagne devient le théâtre de violents combats (Mesnil-lès-Hurlus, Tahure, Massiges, Souain et Les Monts). En 1916 et 1917, le régiment est soit à Verdun soit en Champagne. Du 11 octobre au 4 novembre, il cantonne à Chéry-Chartreuve (Aisne) : « *J'ai vu Lacombe ce matin. J'ai un gros cafard, je suis le plus ancien sous-officier de la compagnie* ».

Du 1^{er} mai au 31 juillet 1917, il est élève à Épinal pour devenir chef de section : « *Ce qu'ils nous en font rentrer dans la tête de théorie de mitrailleurs, et tout le reste, il y a de quoi devenir fou... Et puis des manœuvres et exercices avec ce soleil, nous en prenons des suées* » (lettre du 7 juin 1917 à sa mère).

De mars à avril 1918, il est dans la Somme, et d'avril à juillet de nouveau en Champagne. C'est là que Casimir est fait prisonnier à la ferme des Marquises le 15 juillet 1918, à l'ouest du Mont Cornillet. Il est interné ensuite au camp de Darmstadt (Allemagne) jusqu'au 11 novembre 1918.

De juillet à octobre 1918, le 142^e RI rejoint les secteurs du Fabert, du Mont-Sans-Nom, de Pont-Faverger, d'Aussoince et de Perthes. En novembre 1918, il se rend dans les Ardennes, à Voncq, Semuy, Boutancourt et Flize.

Casimir est rapatrié le 29 novembre 1918 après un séjour à Liège. N'étant pas encore démobilisable, il fait partie de la 413^e compagnie de garde-prisonniers à Hazebrouck (Nord). Il est démobilisé le 14 septembre 1919, après avoir été hospitalisé à Dunkerque et à Saint-Riquier pour une blessure à la jambe en août.

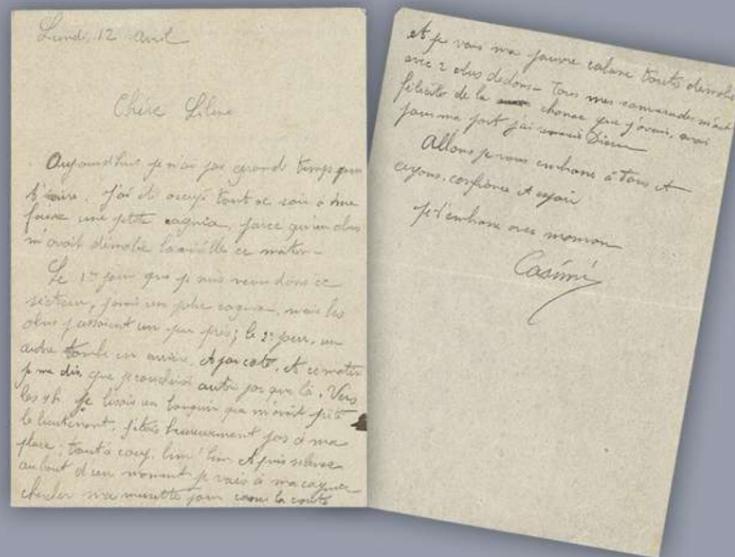
Casimir échappe à deux obus (lettre à sa sœur écrite à Somme-Tourbe, 12 avril 1915, 181 J 16)

Casimir (Le Verdier, 29 août 1894 - Albi, 19 novembre 1968), le plus jeune des garçons, surnommé « Casi », est incorporé le 5 septembre 1914 au 142^e RI (4 Num 64/1).



Casimir Baduel
A. Carvin
3, Rue St-Anoine
ALBI

Carte envoyée par Casimir à sa sœur, 1^{er} mai 1916 (181 J 14)



La vie de prisonnier de Raymond Baduel au camp de Müncheberg

Raymond est fait prisonnier le 30 octobre 1915 à Tahure (Marne). Sa captivité dure 24 mois jusqu'au 29 octobre 1917. Il est interné dans trois camps différents en Allemagne : Giessen, Müncheberg et Wittenberg. Dans le cadre d'un échange de prisonniers, il est rapatrié, via la Suisse, sur Montpellier le 29 octobre 1917. Il passe le 2 novembre 1917 à la 16^e section d'infirmiers (XVI^e région militaire). Il est envoyé le 26 juillet 1919 en congé illimité de démobilisation. Il obtient une citation à l'ordre du service de Santé le 10 novembre 1918 ainsi que la Croix de guerre.

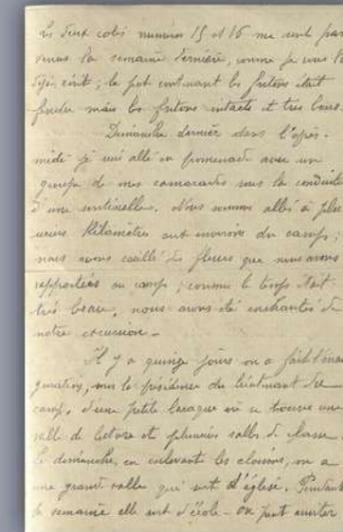
Sa correspondance renseigne sur la vie au camp de Müncheberg, situé à 45 km au nord-est de Berlin, où il reste du 17 décembre 1915 au 15 septembre 1917. Des prisonniers de plusieurs nationalités s'y côtoient : « *Notre camp ressemble à une Tour de Babel* ». Ils n'ont droit qu'à deux cartes par semaine et deux lettres par mois. Les lettres et colis sont soumis à une « *censure minutieuse* ». La nourriture est insuffisante et Raymond demande à sa mère de lui envoyer 3 à 4 kg de pain par semaine, en miche, car il se conserve mieux. Il peut cuisiner grâce à l'alcool à brûler qui leur est vendu dans le camp.

Il ne décrit pas la nature des travaux auxquels les prisonniers sont astreints : « *nous allons de temps en temps faire quelques petits travaux au grand air* » (carte à sa mère, 15 janvier 1916). En février 1916, il est exempté de travail par le commandant du camp afin de donner un cours de français à des personnes illettrées et des leçons de grec et de latin pour lesquels il demande à sa mère les ouvrages de Ragon conservés au Verdier. La salle d'étude sert d'église le dimanche. À la Noël 1916, « *un autel très joli que des artistes, prisonniers, venaient d'achever, a été inauguré ce même jour* ». Raymond intègre la chorale du camp et joue de l'harmonium.

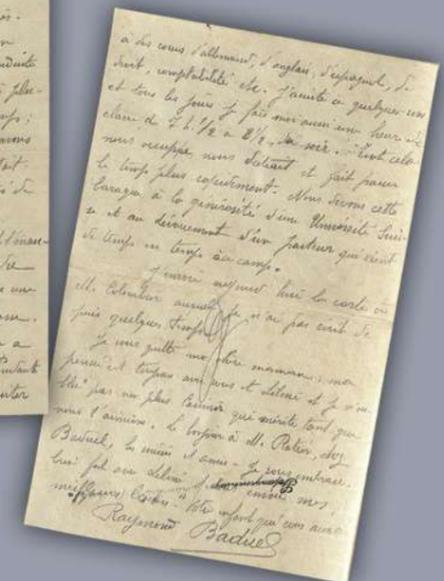
Les prisonniers organisent des soirées théâtrales une ou deux fois par semaine, gèrent une caisse de secours pour aider ceux qui ne reçoivent pas de colis ou régler les frais de sépulture de ceux qui sont décédés.

Alors que sa captivité se prolonge, il décrit à sa mère son état d'esprit : « *résignation confiante* » et « *patience* » (lettre à sa mère, 6 janvier 1917).

Raymond Baduel (Le Verdier, 5 avril 1889 - Albi, 21 juin 1971), en tenue de brancardier du 80^e RI, [1914-1915] (181 J 2)



Lettre de Raymond à sa mère, 20 mai 1916 (181 J 5)



Photographie de Raymond Baduel (premier, debout à gauche) et de son groupe, au camp de Müncheberg, avril 1916

Vos archives sont une part de l'histoire de France !

Les Archives départementales du Tarn remercient toutes les personnes et les familles qui ont répondu à leur appel pour la collecte de documents, objets et témoignages sur la Grande Guerre.

Ce catalogue veut témoigner de la richesse et de la variété des souvenirs collectés par voie de don ou de prêt pour numérisation durant l'année 2014.

Cette opération se poursuit sans limite de temps : des archivistes sont à votre disposition aux Archives départementales pour vous renseigner sur la valeur historique des documents que vous possédez et pour vous conseiller sur leur conservation. Ils pourront, avec votre accord, vous proposer d'en numériser tout ou partie. Vous pourrez également, si vous le souhaitez, envisager un don ou un dépôt de ces documents.

Si vous l'acceptez, les documents numérisés pourront être rendus disponibles sur le site Internet des Archives départementales : <http://archives.tarn.fr>

Le centenaire est l'occasion d'insister sur la collecte des témoignages liés à la Grande Guerre, mais il va de soi que les Archives départementales sont à votre disposition **pour sauvegarder et faire rentrer dans le domaine public les documents de toutes les époques.**

Il suffit de prendre rendez-vous aux
Archives départementales du Tarn,
1 avenue de la Verrerie,
81013 ALBI CEDEX 9
Tél. : 05 63 36 21 00
Mél : archives.tarn@tarn.fr

Les Archives municipales des principales villes du département : Albi, Castres, Carmaux, Gaillac, Graulhet, Mazamet, Rabastens... sont également à même de vous orienter.

La vie des poilus en quelques clics

Aujourd'hui, les sites Internet offrent des sources indispensables pour connaître la vie de nos ancêtres, notamment durant la Grande Guerre.

Le site **Mémoire des hommes**, développé par le ministère de la Défense, permet l'accès :

- aux fichiers des morts pour la France ;
- au fichier des sépultures : lieux d'inhumation des personnes décédées au cours des conflits contemporains, y compris la guerre de 1870-71, reposant dans les nécropoles nationales et les carrés militaires communaux entretenus par le ministère de la Défense ;
- aux journaux de marche et d'opération des régiments et autres unités engagées dans la guerre ;
- aux historiques des régiments imprimés après la guerre ;
- aux dossiers des fusillés ;
- à un fichier du personnel de l'aéronautique militaire.

Le site des **Archives nationales** permet de consulter les **livres d'or** recensant l'ensemble des soldats morts dans une commune.

Le site du **Comité international de la Croix-Rouge (CICR)** donne accès aux **fiches individuelles numérisées des prisonniers** de la Première Guerre mondiale internés dans les camps.

Le site des **Archives départementales du Tarn** permet l'accès aux états signalétiques et des services (« registres matricules ») de tous les conscrits recrutés dans le Tarn depuis 1867 jusqu'à 1921.

La plupart des départements offrent aujourd'hui sur leur site le même type de renseignements. Le portail « **Grand mémorial** », développé par le ministère de la Culture, offre un outil de recherche qui permet d'interroger par nom de famille tous les départements dont les registres matricules sont indexés, pour les classes qui ont participé à la Grande Guerre, de 1887 à 1921.

Ouvrages utilisés

Audoin-Rouzeau (Stéphane), Becker (Jean-Jacques), sous la dir. de, *Encyclopédie de la Grande Guerre*, 2 tomes, Perrin, coll. Tempus, 2012.

Cazals (Rémy), sous la dir. de, *500 témoins de la Grande Guerre*, Éditions midi-pyrénéennes, Edhisto, 495 p.

Cru (Jean-Norton), *Du témoignage*, Éditions Allia, 1997, 153 p.

Guicheteau (Gérard), Simoen (Jean-Claude), *Histoire anecdotique de la Première Guerre mondiale*, Perrin, Paris, 2014.

Morin (Claude), *La Grande Guerre des images : la propagande par la carte postale, 1914-1918*, Éditions L'apart, 2012.

Nicot (Jean), *Les Poilus ont la parole : lettres du front (1917-1918)*, André Versaille éditeur, 2013, 592 p.

Saint-Bastien (Jean-François), *S'écrire pendant la Grande Guerre : lettres et colis des tranchées*, Éditions Sutton, Saint-Avertin, 2012, 199 p.

Ségaland (Laurent), *Lignes de vie : des Gascons dans la Grande Guerre*, éd. Gascogne, 2009, 3 tomes.

Thomas (Yann), *Le fantassin français*, Orep Éditions, 2011, 32 p.

Thomas (Yann), *De la mort à la mémoire*, Orep Éditions, 2008, 33 p.

« Le Tarn et la Grande Guerre », dans *Revue du Tarn*, n° 188, hiver 2002.

« 1914-1918 », dans *Revue du Tarn*, n° 235, automne 2014.

Historique du XVI^e corps d'armée (1914-1918), imp. Roumégous et Déhan, Montpellier, s. d.

« 14-18, les leçons d'une guerre : les enjeux d'un centenaire », *Le Monde hors-série*, février-avril 2014.

« 14-18, l'onde de choc dans la culture française », *Télérama hors-série*, janvier 2014.

